

2018  
ANNÉE DU 75<sup>e</sup>  
ANNIVERSAIRE  
DU CNR

# LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD  
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris  
N° 1324-1325-1326-Janvier-Février-Mars 2018

## 2 FEVRIER 1943 : LA WEHRMACHT VAINCUE A STALINGRAD...



De g. à d. : La Wehrmacht en marche vers Stalingrad. Immeuble par immeuble, ici canon soviétique en action dans une usine. Reddition de Paulus et de son état-major. Colonne de prisonniers allemands, roumains, hongrois, italiens... Sur la colline Mamaïev, haut-lieu des combats de Stalingrad, la statue «l'Appel de la Mère-Patrie !», haute de 85 m ; 35 000 soldats soviétiques sont inhumés là.

Sept mois après le début de leur attaque contre l'Union soviétique le 22 juin 1941 (l'«Opération Barbarossa»), les forces allemandes, que sont venues épauler des troupes hongroises, roumaines et finlandaises, avaient été stoppées devant Leningrad – qu'elles assiègent – et Moscou, et au sud-est de l'Ukraine, quasi-totalement conquise.

Le début 1942 est marqué sur toute la ligne de front par des offensives et contre-offensives limitées, la plus importante offensive allemande ayant lieu au printemps en Crimée et dans le Sud-est Ukrainien et ses abords, l'Armée rouge devant reculer en mai, perdant 50 000 tués et 110 000 prisonniers.

Mais, en cette année 1942, la date la plus lourde de conséquences pour le front oriental va être celle du 30 juin, avec le début de l'«Opération Fall Blau» («le Cas – ou Plan- Bleu»), décidée par Hitler contre l'avis de plusieurs de ses généraux, qui auraient préféré faire porter l'effort offensif sur la partie centrale du Front, vers Moscou.

Ce choix du Front sud et sud-est va avoir trois motivations : stratégique, avec la volonté de couper les lignes d'acheminement de carburant et de renforts de matériel pour l'Armée rouge (notamment anglo-américain via l'Iran, la Caspienne et la Volga), politique, avec le symbole représenté par Stalingrad, la «ville de Staline», et économique, avec la volonté de s'emparer des champs de pétrole du Kouban (Maïkop) et du Caucase, (Bakou).

Ces objectifs, et sa volonté de les poursuivre simultanément, vont conduire Hitler – là encore contre l'avis de plusieurs de ses généraux – à diviser ses forces en deux groupes d'Armées : le groupe d'Armées A, placé sous le commandement du *Feldmarschall* List, ayant pour objectif le Caucase et son pétrole, et le Groupe d'Armées B, ayant à sa tête le *Generaloberst* (général d'armées) Von Weichs.

Comprenant les II<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> armées – ainsi que la 4<sup>e</sup> armée de Panzer – allemandes, la II<sup>e</sup> armée hongroise, la III<sup>e</sup> armée rou-

maine et la VII<sup>e</sup> armée italienne, ce Groupe d'armées B se voit assigner la prise de Stalingrad, sur le coude de la Volga, nœud de communications ferroviaires et fluviales dont le contrôle est essentiel pour l'état-major allemand afin de sécuriser l'offensive vers le Caucase.

Le 28 juin, les offensives allemandes sont lancées, progressant – malgré la résistance acharnée et de furieuses controffensives de l'Armée rouge. Vers le Caucase : Rostov-sur-le-Don est prise le 24 juillet, Maïkop est conquise le 10 août, Krasnodar l'est le 12 août, la base navale de Novorossisk le 6 septembre...

Sur le Front de la Volga, les avant-gardes allemandes atteignent les abords de Stalingrad le 23 août 1942, l'assaut contre la ville – défendue par la 62<sup>e</sup> armée du général Tchouikov – commence le 13 septembre, à la fin du mois, le nord et le sud de la ville sont conquis. Mais, la VI<sup>e</sup> armée allemande, pointe avancée des forces allemandes et que commande le général Paulus, est épuisée en hommes et matériels.

Les Allemands – qui concentrent leurs forces à Stalingrad, dont ils vont contrôler 90 % de l'espace après des combats acharnés rue par rue, immeuble par immeuble, sans venir à bout de la résistance des Soviétiques, ravitaillés par bateaux en traversant la Volga – doivent faire appel à leurs alliés roumains, hongrois et italiens pour protéger leurs flancs.

C'est précisément sur ces secteurs tenus par les alliés du Reich que va porter la controffensive majeure soviétique : c'est l'«Opération Uranus».

Le 19 novembre, le flanc nord du dispositif allemand du front de Stalingrad, tenu par la III<sup>e</sup> Armée roumaine, est attaqué par les forces soviétiques du général Vatoutine et, le lendemain, au sud de Stalingrad, la IV<sup>e</sup> Armée roumaine doit faire face à l'assaut de celles commandées par le général Ieremenko.

4 jours plus tard, les armées roumaines ayant été enfoncées, la VI<sup>e</sup> Armée allemande au terme de cette double offensive de l'Armée rouge, se rejoignant en tenaille le 23 novembre à Kalatch, sur le Don, est encerclée dans Stalingrad. où, assiégée,

elle doit faire face à de plus en plus vigoureux assauts soviétiques.

Hitler ayant refusé son retrait de la ville, et son ravitaillement par air en munitions, denrées alimentaires et renforts étant très insuffisant, se tarissant de plus en plus au rythme de la conquête des aérodromes de la Poche par l'Armée rouge, l'agonie de la VI<sup>e</sup> armée allemande, non équipée pour l'hiver russe, va – une tentative du 12 au 24 décembre de venir à son secours ayant échoué – durer deux mois.

Le 31 janvier 1943, Paulus, qui a été nommé la veille par Hitler *feldmarschall*, est fait prisonnier avec son état-major. Le 2 février, la dernière poche de résistance allemande capitule. Un maréchal, 14 généraux et 95 000 survivants de la Wehrmacht entrent en captivité.

Le Reich nazi vient de subir une défaite majeure. Il est possible de le vaincre...

### DANS NOTRE SOMMAIRE :

P. 2 : Communiqués

P. 3 : Editorial

P. 4-5 : Sarre, première expansion du Reich nazi

P. 6-7 : Les Grecs dans la Résistance française

P. 8 à 10 : La Résistance en Mayenne

P. 11 à 17 : **Le Dossier : Vers le CNR**  
- «Des» Résistances à... «La Résistance»

- Le secrétaire général du CNR témoigne

P. 18-19 : La Finlande, alliée nordique du Reich

P. 20 : Hommage au colonel Fabien

P. 21 : Les Héros de l'Affiche rouge

P. 22 : Nos deuils

P. 23 : Avis de Recherche

P. 24 : Les livres

<sup>1</sup> Comprenant les XI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> armées et 1<sup>re</sup> armée de Panzer allemandes, ainsi que la IV<sup>e</sup> armée roumaine.

## Déclaration de l'UFAC à propos de la situation internationale

L'Union Française des Associations de Combattants et de Victimes de Guerre (UFAC) :

**1. Renouvelle** l'expression de son inquiétude devant la persistance et, dans certains secteurs, l'aggravation de la situation internationale par les conflits au Moyen Orient, par le recours à des représailles armées plus ou moins justifiées dont les auteurs semblent ne pas se préoccuper des dangers d'escalade, par les essais nucléaires provocateurs de la Corée du Nord.

**2. Souligne** à cet égard sa vive préoccupation devant la décision du Président TRUMP de procéder à un réarmement comportant notamment la création d'une bombe nucléaire "légère" beaucoup moins puissante et faisant moins de dégâts que l'armement nucléaire actuel. Elle serait donc utilisable, rompant par là-même le concept de dissuasion qui implique le non recours à la première frappe, en raison de la certitude d'une réplique dévastatrice.

**3. Estime, face à cette menace**, opportun en cette année 2018 marquée par le Centième anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale, de rappeler comment un événement tragique, mais singulier - l'attentat contre l'Archiduc François Ferdinand d'Autriche - a conduit, par un enchaînement d'alliances, l'aveuglement du désir de puissance et l'instrumentalisation du nationalisme, à la boucherie de cette guerre, qui a affaibli considérablement tous les pays participants.

**4. Rappelle** qu'en France, les combattants survivants ont été parmi les premiers à souligner l'absurdité criminelle de cette guerre, à affirmer leur volonté d'œuvrer pour la compréhension internationale et pour la paix et à agir à cet effet au sein de leurs associations. Les graves défauts des traités de paix et les erreurs politiques ont pesé lourdement sur les actions en faveur de la paix et ont amené l'Allemagne nazie à déclencher la Seconde Guerre mondiale qui, pour les Historiens, en est une conséquence.

**5. Déploie** donc que soient évoquées ici et là, au-delà des conflits armés en cours, les possibilités et quelquefois même la probabilité d'utiliser la force armée pour régler des différends entre pays, en dehors de tout recours aux Nations Unies, sans se préoccuper, là encore, des dangers d'escalade.

**6.** La guerre en Syrie en fournit l'illustration tragique. La répression féroce d'une manifestation pacifique en faveur de la liberté, l'intervention du Conseil de Sécurité des Nations Unies rendue impossible à la suite du veto de la Chine et de la Russie, ont eu pour conséquence une guerre qui s'est internationalisée et se poursuit depuis sept ans, en violation - en particulier par le régime de BACHAR el-ASSAD - du Droit International Humanitaire et qui a provoqué un déchaînement général de violence et de barbarie dans la région. Les principales victimes en ont été et en sont encore les populations civiles tuées ou blessées dans les bombardements, ou les familles qui ont été obligées de fuir par millions et dont le problème de leur accueil a conduit la plupart des pays de l'Union Européenne, en particulier sous l'influence des mouvements populistes générateurs de la peur, à une attitude négative de nationalisme xénophobe soi-disant protecteur, et de rejet des réfugiés et des migrants.

**7.** Devant cette situation dégradée, aggravée par le terrorisme international et les dérèglements climatiques, la communauté internationale dispose avec les Nations Unies, les autres institutions internationales et les avancées numériques, des moyens permettant, par la négociation, la solution dans l'intérêt commun des différends internationaux.

**8.** L'UFAC en appelle donc, en particulier aux générations montantes, pour promouvoir l'action pour éviter le retour des méthodes passées génératrices de catastrophes et pour créer la confiance et la volonté politique d'user de ces moyens nouveaux pour assurer la sauvegarde de notre planète et progresser vers un monde plus pacifique et plus juste, respectueux de la dignité humaine.

Paris, le 7 mars 2018

## POUR SUIVRE LE COMBAT DES RESISTANT(E)S CONTRE LE FASCISME

Comme la langue d'Esopo, Internet peut être le meilleur et le pire.

Le meilleur c'est, en ces temps anniversaires de la création du Conseil National de la Résistance et de la publication de son Programme, faciliter la transmission de la mémoire de ce que furent les combats et les valeurs des Résistantes et des Résistants, l'hommage rendu à leurs sacrifices, aux victimes de la barbarie fasciste et nazie. Ce sont cette transmission et cet hommage qui doivent en premier lieu nous mobiliser car, outre qu'ils participent au devoir de mémoire, ils répondent au besoin de mémoire de notre société, ils sont un antidote aux poisons du fascisme, de la xénophobie et du racisme qui diffusent aujourd'hui dangereusement.

Le pire, ce sont ces sites internet de ces partis d'extrême-droite qui, pays après pays, sur la base de discours démagogiques, populistes, xénophobes, anti-immigrés et racistes largement diffusés sur le web, entrent dans les parlements nationaux au gré des scrutins qui se succèdent, y intègrent des coalitions voire des majorités de droite extrême et d'extrême-droite, s'approchent des gouvernements ou même y accèdent. C'est là le véritable danger qui menace y compris en France, et qu'il faut combattre sans faillir.

Et il y a aussi sur Internet l'odieuse, arme de propagande de groupuscules le plus souvent réduits à quelques individus, et qui escomptent bien, par les réactions légitimes que ne peuvent que susciter leurs provocations ignobles, telles leurs insultes contre les Résistant(e)s et les Déporté(e)s, sortir ainsi un peu de leur obscure marginalité. Nombre d'entre eux, conscients de tomber sous le coup des lois de la plupart des pays européens, se gardent bien de signer leurs abjections, de donner une adresse et prennent la précaution de domicilier leurs sites dans de lointains pays insulaires du Pacifique ou aux... États-Unis, où le Premier amendement de la Constitution sur la liberté d'expression - y compris celle des nazis ! - leur garantit l'impunité et la poursuite de leurs méfaits, les plaçant ainsi hors d'atteinte de la justice française.

Ayant parfois un statut juridique légal, d'autres groupuscules, souvent de ce fait plus précautionneux dans leurs expressions publiques car pouvant être l'objet de poursuites, mais partageant fondamentalement la même idéologie fasciste que les anonymes de l'Internet, emploient la même tactique de provocations dans l'espoir de susciter des réactions les rendant visibles et leur permettant d'accéder à la presse locale voire nationale, à la télévision régionale ou nationale. L'un d'entre eux - animé par un « dissident » (?) du Front national, qui cherche ainsi à se faire un nom dans le microcosme de la « fachosphère » - a, sans vraiment croire à leurs chances de réussite, multiplié récemment - pour donner l'illusion d'une implantation nationale - les demandes d'ouverture de local à travers la France, dont la plus provocatrice a été effectuée à Tulle, ville martyre.

Il est de la responsabilité des Pouvoirs publics nationaux de veiller à ce que tous les agissements et dires de ces groupuscules fascistes et néonazis tombant sous le coup de la loi française soient poursuivis, à ce que leurs auteurs soient condamnés sans faiblesse et leurs structures - y compris virtuelles - interdites. Il est de celle des Pouvoirs publics municipaux et départementaux de faire échec à leurs tentatives d'implantation ou d'expression locale, qui sont par leur nature des troubles de l'ordre public, car il serait impensable qu'elle ne suscitent pas la protestation scandalisée de tous les humanistes, démocrates, républicains, antifascistes, au premier rang desquels se situent les militants de l'ANACR.

L'ANACR qui, en le rappelant et en en diffusant les valeurs, affirme sa volonté de poursuivre le combat des Résistant(e)s contre le fascisme et dit son affectueuse solidarité avec les Ancien(ne)s Résistant(e)s et Déporté(e)s victimes d'insultes et calomnies.

Le 20 mars 2018

LA DIRECTION NATIONALE DE L'ANACR

## UN SPECTRE HANTE L'EUROPE : LE FASCISME...

La capitulation de l'Allemagne nazie le 8 mai 1945, qui avait été précédée le 10 juillet 1943 par celle de l'Italie fasciste, dont le dernier avatar s'effondra avec l'exécution de Mussolini le 28 avril 1945, et par celle de leurs alliés ou vassaux, telle la Hongrie horthyste, fut – même si la guerre continua encore quelques mois contre le militarisme japonais – perçue comme le terrassement final de la «Bête immonde» qu'avait évoqué en 1941 le dramaturge allemand Berthold Brecht dans sa pièce de théâtre la «Résistible ascension d'Arturo Ui».

La «Bête immonde», c'est sous ses divers noms – nazisme, fascisme, franquisme, racisme, antisémitisme, militarisme, auxquels sont associés des drames pour l'humanité : dictatures sanglantes, agressions militaires, guerre mondiale, crimes de guerre, camps de concentration et d'extermination, génocides (Juifs, Tziganes...) – cette barbarie qui fit entre 1925 et 1945 plusieurs dizaines de millions de victimes à travers le monde, principalement en Europe et en Asie.

Quand en 1945, au prix de sacrifices immenses, furent vaincus ces régimes abominables, ces idéologies monstrueuses, l'on pouvait penser – du moins espérer – en avoir fini avec cette barbarie. Or, il restait cependant en place, en Europe, à la frontière sud de notre pays, arrivé au pouvoir grâce à l'appui meurtrier d'Hitler et Mussolini, le régime franquiste, qui assassina, tortura, emprisonna et fera disparaître plusieurs centaines de milliers de personnes ; et ce malgré une résolution de l'ONU (n°4 du 29 avril 1946) le qualifiant de «gouvernement fasciste imposé par la force au peuple espagnol». Au Portugal voisin resta en place celui de Salazar qui, le 4 mai 1945, à l'annonce de la mort d'Hitler, avait envoyé à Berlin un télégramme de condoléances, fait mettre les drapeaux en berne et décrété une demi-journée de deuil national... ! Salazar mourut dans son lit en 1970, et Franco dans le sien en 1975. Le Portugal avait intégré dès 1949 l'OTAN, l'alliance militaire occidentale censée défendre le «monde libre» contre la menace communiste, l'Espagne franquiste avait signé en 1953 avec les Etats-Unis un traité leur octroyant 4 bases sur le sol espagnol... La Guerre froide, les guerres coloniales, seront un contexte favorable aux réminiscences et au renouveau de l'extrême-droite fascisante...

Dès... 1946, en zone d'occupation britannique en Allemagne naissait un parti d'extrême-droite, le *Deutsche Rechtspartei*, qui fera élire en 1949 cinq députés au 1<sup>er</sup> Bundestag de la nouvelle République fédérale d'Allemagne (RFA) formée par les trois zones d'occupation américaine, britannique et française ; cette même année 1949 naissait en Allemagne de l'Ouest, le *Sozialistische Reichspartei*, encore plus néonazi, qui compta jusqu'à 10 000 membres avant son interdiction en 1952. En Italie aussi, tous les anciens fascistes ne disparurent pas du paysage politique : en décembre 1946, naissait le *Movimento Sociale Italiano*, avec à sa tête Giorgio Almirante, ancien rédacteur en chef du quotidien fasciste *Tevere* ; dès 1948, il fera élire 6 députés, ils seront 24 en 1958, 56 en 1972, avec 9,2 % des voix... En Autriche c'est, fondée en mars 1949, la *Verband der unabhängigen* (Fédération des Indépendants) qui, obtenant 11,7 % des voix en 1949, sera le sas par lequel passeront beaucoup d'anciens nazis avant de rejoindre le *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ), fondé en 1955 et dont le 1<sup>er</sup> dirigeant sera l'ancien général SS Anton Reinthaller.

Dans les autres pays d'Europe, pendant les trois décennies qui suivirent la fin de la guerre, les forces d'extrême-droite restèrent – si l'on excepte la dictature grecque des colonels de 1967 à 1974 – pour l'essentiel groupusculaires, le souvenir des années et des trahisons de l'Occupation restant très prégnants. C'est d'abord en France, dans le contexte de la Guerre d'Algérie et de ses suites, que l'extrême-droite va peu à peu sortir de sa marginalité ; ce que concrétisera la fondation du Front National, à la Présidence duquel accède en 1971 Jean-Marie Le Pen, avec à sa vice-présidence l'ancien milicien Brigneau ; à leurs côtés, on nota la présence comme secrétaire général du FN de Victor Barthélemy, l'ancien secrétaire général du PPF de Doriot, de l'ancien Waffen SS Léon Gaultier, d'anciens de l'OAS... À partir du milieu des années 1980, le FN atteint presque les 10 % aux législatives, le Pen 14, 4 % la présidentielle de 1988, Marine Le Pen 21,3 % à celle de 2017...

Ces deux dernières décennies, l'effondrement du système dit socialiste et la crise économique et sociale affectant le système capitaliste, ont créé les conditions de l'expansion à travers l'Europe d'un courant politique qui, au-delà de ses spécificités nationales, a des traits communs : la démagogie sociale, l'hostilité à l'égard des immigrés masquant une xénophobie généralisée, l'exaltation de l'identité nationale allant jusqu'à l'ultranationalisme, celle de politiques sécuritaires. S'établissent ainsi des passerelles entre des thèmes classiques à l'extrême-droite et présents dans la droite extrême voire au-delà. C'est le cas au Danemark avec le «Parti du Peuple» (21,1 % aux législatives de 2015, 26,6 % aux européennes en 2014), en Finlande avec les «Vrais Finlandais» (17,6 %), en Autriche avec le FPÖ (35,6 % à la présidentielle de 2016), en Italie avec le «Mouvement 5 étoiles» (32,7 %), la «Ligue» (17,4 %) et «Forza Italia» (14,2 %) et tout récemment en Allemagne avec l'«Alternative pour l'Allemagne (AfD)», dépassant les 12 %, faisant élire... 94 députés au Bundestag. En Hongrie, en Pologne, sans parler de la Turquie, ce sont les partis de droite au pouvoir qui dérivent vers l'extrême-droite...

Dans plusieurs pays d'Europe, les partis d'extrême-droite historique, ayant pour objectif de participer au pouvoir, ont entamé une mutation, sinon en profondeur sur le plan idéologique du moins au niveau du langage et des pratiques politiques, pour faciliter leur alliance avec la droite extrême. Ainsi en Italie, le parti néofasciste historique, le MSI, abandonnant les références appuyées à Mussolini, finira grâce à Berlusconi à entrer au gouvernement... En Norvège, l'extrême-droite populiste du «Parti du Progrès» (15,2 %) participe au Gouvernement, en Autriche, elle vient d'y entrer... En France, au «Front – devenu Rassemblement – National», certains se prennent à rêver tout haut... D'autant plus que ce rêve n'est pas sans rencontrer un certain écho dans certains secteurs de la Droite... La vigilance s'impose, alors que des actes xénophobes contre les migrants, le crime odieux dont a été victime une rescapée de la «Rafle du Vel d'Hiv», nous montrent que «le ventre de la Bête est encore fécond».

Pierre Martin, Président de l'ANACR

## DANS NOTRE AGENDA

Dimanche 27 mai 2018  
JOURNÉE NATIONALE  
DE LA RÉSTANCE

CÉRÉMONIES, À PARIS À 18H  
SUR LA TOMBE DU SOLDAT  
INCONNU, ET DANS TOUS  
LES DÉPARTEMENTS  
À DIVERSES HEURES

\*  
\*\*

Samedi 30 juin 2018  
2<sup>e</sup> ANACR ANDO 18

Randonnées cyclistes (21, 30 et 82 km)  
et pédestres (10 et 14 km)  
sur la Ligne de Démarcation,  
dans le Cher  
Renseignements : 07 87 75 36 64  
anacr18@laposte.net  
anacr18.wordpress.com

## SARRE 1935 : PREMIERE EXPANSION DU REICH NAZI

La Sarre est l'un des 16 länder actuels de l'Allemagne, mais à la différence d'autres, son appellation, son existence administrative et ses limites sont relativement récentes.

De fait, le territoire tire son nom de la rivière la Sarre, née en France dans le massif vosgien du Donon, coulant en Moselle avant d'entrer en Allemagne.

Et c'est la France qui, en annexant la Région aux débuts de la Révolution française, et en la subdivisant en départements comme dans le reste du territoire national, va créer en novembre 1797 un «département de la Sarre», aux limites différentes du territoire actuel, puisque son chef-lieu était Trèves (Trier), aujourd'hui hors de l'actuel Land. Le département français de la Sarre, avec à sa tête un préfet, existera jusqu'à la chute de l'Empire français napoléonien en 1814.

De fait, antérieurement à 1797, il y avait une présence française dans la Région, alors morcelée en une multitude de petits Etats féodaux. Ainsi, la ville fortifiée par Vauban de Sarrelouis (*Saarlouis* ou *Saarlautern* en allemand et *Saarlui* en dialecte sarrois) fut édifée sur ordre de Louis XIV à partir de 1680.

La défaite napoléonienne en 1814 va faire perdre à la France l'essentiel du département de la Sarre ainsi que de celui département voisin du Mont-Tonnerre ; puis, en 1815, après les Cent-jours, les villes de Sarrelouis et Sarrebruck sont à leur tour perdues au profit de la Prusse, qui prend le contrôle de la Région laquelle devient une partie de la Province de Rhénanie prussienne.

Pendant un siècle, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, le territoire va être sous contrôle prussien et intégré à l'Empire allemand. Moins de deux semaines après l'armistice du 11 novembre 1918, la 10<sup>e</sup> Armée française occupera Sarrebruck et la majeure partie de la Sarre actuelle.

### LE «TERRITOIRE DE LA SARRE»

Le Traité de Versailles, signé le 28 juin 1919 avec l'Allemagne vaincue, va conférer à la nouvelle entité administrative et politique sarroise (*Saargebiet*) – de 1 860 km<sup>2</sup> avec 780 000 habitants, constituée à partir de parties de la Province prussienne rhénane et du Palatinat bavarois – un statut particulier, prévoyant le transfert à la France à titre de dommages de guerre de la propriété des mines de charbon, la souveraineté politique sur la région pour une durée de 15 ans étant assurée par une «Commission internationale de gouvernement» (*Regierungskommission* ou «*Reko*») de 5 membres, mandataire de la Société des Nations (SDN), et l'organisation, au terme

de ces 5 ans, d'un référendum appelant les Sarrois à choisir entre rattachement à l'Allemagne, rattachement à la France ou maintien du *statu quo*<sup>1</sup>.

Le Statut sarrois entra en vigueur le 13 janvier 1920 ; le premier président de la Commission gouvernementale sera – de 1920 à 1926 – un Français, Victor Rault. Lui succéderont un Canadien (1926-1927) et deux Britanniques (1927-1935). A leurs côtés, un Conseil du territoire (*Landesrat*), consultatif, présidé successivement par deux dirigeants du parti conservateur *Zentrum* (*partei des Saargebietes*, Bartholomäus Kossmann (1922-1924) et Peter Scheuer (1924-1935).

Lors de son mandat, Victor Rault va tenter de susciter un mouvement favorable de fait – bien que son slogan soit «La Sarre aux Sarrois» – au rattachement à la France, la «*Saarbund-Ligue sarroise*», appuyé sur un journal, le «*Saarkurier-Nouveau courrier sarrois*».

L'opération fera long feu, le gouvernement allemand menaçant de plus de supprimer leurs retraites aux fonctionnaires et mineurs sarrois membres de la *Saarbund*. L'«Association française de la Sarre», censée prendre le relais de la *Saarbund*, n'aura qu'une influence minime.

À partir de 1926, le Président de la Commission gouvernementale n'est donc plus un Français, et le 12 décembre 1930, à la suite d'une décision du Conseil de la Société des Nations du 12 septembre, les détachements militaires français et belges quittèrent définitivement le 12 décembre le territoire de la Sarre. Toutefois, la monnaie (franc sarrois), l'administration postale, les douanes et l'industrie – minière en premier lieu – restent sous contrôle français.

### LE PLEBISCITE DE 1935

L'évolution politique en Allemagne va avoir des conséquences en Sarre. Le parti nazi (NSDAP) est devenu le premier du Reichstag, obtenant 37,3% aux élections du 31 juillet 1932. Il conservera sa première place avec 33,1% à celles du 2 novembre suivant, devant le Parti Social-démocrate-SPD (21,6% en juillet et 20,43% en novembre), le Parti Communiste-KPD (14,32% et 16,86%), le Zentrum (12,4% et 11,93%), le DNVP<sup>2</sup> (5,9% et 8,1%).

Le 30 janvier 1933. Hitler, appelé par le Président Hindenburg, devient chancelier du Reich. Dès lors, l'Histoire va s'accélérer avec des conséquences dramatiques.

Le 27 février, le siège du Parlement allemand, le Reichstag, brûle. Les nazis – dont il apparaîtra ultérieurement qu'ils sont à l'origine de l'incendie – accusent les communistes du sinistre. Dès la nuit du 27 au 28 février, 4 000 cadres communistes et opposants sont incarcérés, le 3 mars, Ernst



En grisé, le bassin houiller.

Thälmann, le secrétaire général du KPD est arrêté.

Ayant obtenu l'organisation de nouvelles élections le 5 mars 1933, le NSDAP, avec 43,9%, des voix, n'atteindra pas la majorité. Le SPD recueillera 18,3% des voix, le Zentrum : 11,2%, et, malgré la répression dont il est victime, le KPD : 12,3% ; le lendemain 6 mars, il est interdit et ses 81 députés invalidés...

Le 10 mai 1933 les syndicats sont dissous, en juin et juillet tous les partis sont appelés à se dissoudre ou sont interdits, et le 14 juillet, le NSDAP est proclamé parti unique. Le 22 mars avait été ouvert à Dachau le premier camp de concentration ; le 26 avril était fondée la Gestapo.

Le 27 août 1933, Hitler, dans un meeting à Kehl réclame le rattachement de la Sarre à l'Allemagne, qui va se retirer de la Société des Nations le 19 octobre.

Dès 1933, plus de 60 000 Allemands, fuyant la répression et les discriminations – communistes, socialistes, syndicalistes, démocrates, chrétiens progressistes, Juifs... – partent en exil, en Belgique, aux Pays-Bas, en Tchécoslovaquie, URSS et en France, pays que choisissent environ la moitié d'entre eux.

Mais, d'autres opposants au nazisme ne vont pas franchir la frontière française : environ 7 000 s'arrêtent en Sarre, où subsiste, sous la protection de la SDN, un régime démocratique : ainsi le «Secours rouge» (*Rote Hilfe*), le Parti communiste Allemand (KPD), le Parti social-démocrate (SPD) y installent des centres de Direction et d'impression de leur journaux et tracts – tel à partir de 1934, pour le KPD, le *Rote Fahne* («*Drapeau rouge*») – acheminés clandestinement dans le Reich.

Lors des dernières élections aux élections au *Landesrat* sarrois, en 1932, le Zentrum, avec 43,19% des voix, a conservé la position dominante qui était la sienne depuis les premières élections de 1922, il est suivi par les communistes du KP-Saar (23,19%), les socialistes du SPD-Saar : 9,92%, les nazis du NSDAP : 6,74%, les nationalistes d'extrême-droite du DVP : 6,66% Interdit en février 1924 par la Com-

<sup>1</sup> Clémenceau, s'appuyant sur le contrôle par la France de larges portions de la Région entre 1680 et 1815, est argumenté du fait que – selon lui – 150 000 Sarrois seraient d'origine française, réclama sans succès l'annexion du

territoire à la France. Le Président américain Wilson s'y opposa, disant : «Ne créons pas une nouvelle Alsace-Lorraine».

mission de gouvernement, le parti nazi s'était reconstitué en 1926 ; en 1932, il ne compte que 2 500 membres en Sarre.

Jusqu'en 1933, l'ensemble des partis sarrois, communistes compris, s'est prononcé pour le retour de la Sarre au sein de l'Allemagne.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir, la dictature qu'il instaure, la répression qui l'accompagne, l'interdiction des partis démocratiques, des syndicats, conduisent les partis de gauche sarrois, KPD-Saar, SPD-Saar – parfois non sans difficultés internes liées à leurs relations conflictuelles passées – à modifier leurs positions et à se prononcer pour le maintien du Statuquo, dans l'attente du retour de la démocratie en Allemagne. En 1934, ils vont s'unir dans un *Volksfront* (Front populaire).

Quant au Zentrum, il entame des discussions avec le NSDAP et le DNVP (1,5% aux élections de 1932) qui aboutissent en février 1934 à la formation du *Deutsche Front* (Front allemand), partisan du rattachement au Reich.

L'idée d'un report du vote, espéré par les partis démocratiques sarrois, examiné par la SDN au printemps 1934, sera abandonnée. Placé sous la protection de militaires britanniques, italiens, néerlandais et suédois, le plébiscite aura lieu le 13 janvier 1935 et son résultat va être sans appel : pour l'unification avec l'Allemagne 477 089 (90,73%), pour le statuquo : 46 613 (8,87%), pour l'unification avec la France : 2 124 (0,4%), blancs et nuls : 2 161.

Le gouvernement nazi n'avait pas ménagé ses efforts de propagande, finançant 80 000 affiches, 50 des 55 journaux sarrois menèrent campagne en faveur du rattachement à l'Allemagne, pour lequel s'étaient prononcés les évêques de Trèves et Spire, dont dépendaient les catholiques sarrois.

Au lendemain du plébiscite du 13 janvier, dans les écoles sarroises, devant les élèves faisant le salut hitlérien, les maîtres écrivent au tableau : *Wir Säärlander sind deutsch* («Nous, Sarrois, sommes Allemands»). Fin février, la Gestapo s'installe dans les locaux des syndicats libres.

Le 1<sup>er</sup> mars, la Sarre – devenant le Saarland – intègre le Reich, et ce même jour, lors d'une imposante manifestation à Sarrebruck, Hitler menacera : «Le sang est plus fort que tous les documents de papier, malheur à celui qui ne veut pas tenir compte des réalités».

Alors ministre français des Affaires étrangères, Pierre Laval avait déclaré le 17 janvier devant le Conseil de la SDN : «En saluant le retour de la Sarre à l'Allemagne, le chancelier Hitler a, une fois de plus, affirmé sa volonté de paix»<sup>2</sup>, réaffir-



## LA MORT BRUNE EST A LA PORTE<sup>3</sup>

« La mort attaque la Sarre, mais il est en votre pouvoir qu'elle ne puisse pas vous étrangler. Votez pour le statuquo ! Protégez votre vie ! »

mant sa conviction que l'Allemagne n'entretenait aucune ambition territoriale envers la France.

On rapprochera, pour en évaluer comparativement la pertinence au regard de l'Histoire, cette déclaration de Pierre Laval avec celle en 1933 du leader socialiste sarrois, Max Braun : «Toute bataille perdue en Sarre est un revers pour la démocratie européenne, [...] Si Hitler obtenait jamais la Sarre, il ne s'arrêterait pas à ces frontières, mais avec les clés de la *Ludwigs-kirche*<sup>4</sup>, il essaierait de rentrer dans les cathédrales de Strasbourg et Metz»...

De fait, l'entrée d'Hitler à Sarrebruck le 1<sup>er</sup> mars 1935 préfigurait celle de la Wehrmacht dans la ville le 7 mars 1936, opérée dans le cadre de la remilitarisation de la Rhénanie<sup>5</sup> en violation du Traité de Versailles. Suivront l'Anschluss de l'Autriche en mars 1938, l'annexion des Sudètes tchèques en octobre suivant, celle de la Bohême-Moravie en Mars 1939, ...

## LES REFUGIÉS SARROIS

Dès le mois de janvier 1935, 2 600 personnes - dont 1913 Sarrois - franchissent la frontière sarroise pour se réfugier en France, ils vont être entre 4 500 à 6 000 à l'avoir fait avant la date du rattachement à l'Allemagne le 1<sup>er</sup> mars, plus un millier de réfugiés du Reich. Jusqu'en 1939, ils seront entre 8 000 et 10 000.

*remilitarisation allemande de la rive gauche du Rhin. La seule réaction française sera... de «fortes» paroles du Président du Conseil Maurice Sarraut le 8 mars : «Nous ne laisserons pas Strasbourg sous le feu des canons allemands». Ce qui sera le cas jusqu'en 1940...*

<sup>2</sup> Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Vendée, Gironde, Gers, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne (132 à réveil en février 1935, Ariège, Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Ariège, Aude. D'autres avaient été envisagés (Landes, Isère...).

<sup>3</sup> Rejoignant la direction du KPD basée à Toulouse, dont il sera responsable pour la France, la Belgique et le

Dès avant le plébiscite sarrois du 13 janvier, le ministre français de l'Intérieur avait annoncé le 5 janvier aux préfets que quatre centres d'accueil temporaires sont prévus en Moselle, à Sarreguemines, Bouzonville, Teterchen et Forbach, un centre de contrôle étant installé à Strasbourg.

Dans un deuxième temps, les réfugiés vont être acheminés vers des départements<sup>7</sup> éloignés de la frontière, dont la Ligue des Droits de l'Homme, les communistes et les socialistes français ont demandé l'ouverture.

Le 18 janvier 1935 un meeting «pour la défense des libertés et pour l'aide aux antihitlériens de la Sarre», présidé par Victor Basch, Président de la Ligue des Droits de l'Homme, rassemble 10 000 personnes salle Bullier à Paris. Et, du 23 au 24 février, le Secours rouge organise dix jours de solidarité en faveur des réfugiés sarrois.

Pendant quelques semaines, jusqu'à l'été 1935, les réfugiés vont être l'objet de tracasseries administratives et policières, jusqu'à ce que le gouvernement leur donne accès au passeport Nansen, créé par la SDN pour les réfugiés et apatrides, et demande aux préfets de leur faciliter l'obtention d'un emploi. En mai 1936, Léon Blum créera un «Office pour les réfugiés sarrois».

Pendant quelques mois les responsables communistes et sociaux-démocrates sarrois vont maintenir à Forbach des Secrétariats plus ou moins clandestins, afin de venir en aide aux Réfugiés arrivants et faire passer leurs journaux clandestins en Sarre.

En février 1937, le Social-démocrate Max Braun, le communiste Philippe Daub et le catholique Alois Hermann publieront à Metz un appel commun, *Saarvolk höre* («Entendez la Sarre»). 300 à 500 émigrés sarrois rejoindront les Brigades Internationales en Espagne.

À leur retour, nombre d'entre eux connaîtront les camps d'internement français (Saint-Cyprien, Argelès, Gurs, puis le Vernet d'Ariège), où ils seront plus tard rejoints par des antifascistes sarrois, allemands et autrichiens, internés comme... ressortissants d'un pays ennemi, la France étant en guerre avec le Reich depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

Certains s'en évadèrent, tel Otto Niebergall<sup>8</sup>, le dernier dirigeant du KPD-Saar, arrêté en France le 11 mai 1940, interné au camp de Saint-Cyprien, et qui s'en échappe le 13 juillet suivant. Avec d'autres antifascistes sarrois, tel Friedrich Nikolai, évadé du camp de Bassens près de Bordeaux, il rejoindra le combat de la Résistance française.

*Luxembourg, Otto Niebergall, («Gaston» dans la clandestinité), deviendra avec le Tchèque Arthur London («Gérard») et l'Autrichien Léo Langer («Léo»), l'un des responsables du «Travail allemand» mis en place par le Pcf pour l'action au sein des forces d'occupation. En septembre 1943, il devient le premier président du «Comité Allemagne Libre pour l'Ouest» (CALPO), que rejoindront des sociaux-démocrates sarrois (Luise Schiffgens, Karl Mössinger...)*

<sup>2</sup> *Deutschnationale Volkspartei, Parti national du peuple allemand.*

<sup>3</sup> (Photomontage de John Heartfield pour l'*Arbeiter Illustrierte Zeitung* (Journal illustré des travailleurs) n°2/1935)

<sup>4</sup> SDN, PV de la 5<sup>e</sup> séance, 17 janvier 1935, 84<sup>e</sup> session.

<sup>5</sup> Cathédrale de Sarrebruck.

<sup>6</sup> Le traité de Versailles prévoyait le droit pour les Puissances alliées d'intervenir militairement dans le cas d'une

## ENSEMBLE DANS LE COMBAT CONTRE LE FASCISME

Les relations entre la France – en l'occurrence le futur territoire français – et la Grèce sont anciennes, puisque les Grecs antiques seront à l'origine de la fondation de Marseille (Massilia), Antibes (Antipolis), Nice (Nikea), des colonies grecques s'implanteront sur la côte languedocienne, en Basse Provence.

Au fil des siècles, avec des configurations changeantes, la présence de Grecs – des marchands, des fauconniers... – sera permanente en France, sur la côte méditerranéenne mais aussi à Paris, dans l'entourage même du pouvoir royal. Au 16<sup>e</sup> siècle, sous le règne de Louis XII existera même un petit corps grec de cavalerie de 2 000 hommes.

De retour en 1801 de l'expédition d'Égypte, les survivants de l'armée de Bonaparte seront accompagnés d'environ 300 Grecs égyptiens, rescapés de la Légion grecque et qui, placés sous le commandement du colonel Nicole Papas Oglou, formeront jusqu'en 1814 le Bataillon des Chasseurs d'Orient, d'abord stationné à Marseille et Toulon avant d'être envoyés dans les départements alors français des Iles Ioniennes (Corfou, Céphalonie) de l'Empire napoléonien.

Au début du 19<sup>e</sup> siècle, la Grèce, dont l'essentiel des territoires sont sous domination turque ottomane depuis la fin du 16<sup>e</sup> siècle, en dépit de nombreuses révoltes au cours des siècles suivants, se soulève fin mars 1821. La guerre d'indépendance s'achèvera en juillet 1832 par le traité de Constantinople, qui permet la naissance d'un Etat Grec, alors limité au Péloponnèse et à l'Attique. Pour triompher des Turcs et de leurs alliés égyptiens, les Grecs auront eu besoin de l'appui des Russes, des Britanniques et de la France, qui enverra dans le Péloponnèse – c'est «l'Expédition de Morée» – un corps expéditionnaire de 13 à 15 000 hommes, dont les derniers éléments ne rentreront en France qu'en janvier 1833.

Le développement du commerce – notamment du coton – avec le Proche-Orient favorisera pendant le 19<sup>e</sup> siècle la formation de premières communautés grecques permanentes en France, notamment à Marseille, où il y aura en 1821 une centaine de résidents grecs et qui sera le point de départ des secours en hommes, argent, armes envoyés aux combattants de l'indépendance grecque contre les Turcs. Une communauté s'implantera aussi peu à peu à Paris ; le 10 mai 1871, Michel Nikiphorakis est nommé aide-major au 105<sup>e</sup> bataillon de la Garde nationale de la Commune de Paris. A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, 47% des Grecs de France sont à Marseille, 40% à Paris, la 3<sup>e</sup> communauté d'importance étant celle de Cargèse en Corse.

C'est avec la Première Guerre mondiale que la communauté grecque de France va se développer : 15 000 Grecs vont arriver

entre juillet 1916 et août 1917, réfugiés d'Asie mineure fuyant la répression des Turcs, Grecs du Dodécanèse alors italien, venus avec le retour en France de bateaux ravitailleurs de l'Armée française d'Orient, débarquée à Salonique pour combattre les Austro-hongrois et leurs alliés bulgares. Sur les 82 000 travailleurs étrangers recensés entre 1914 et 1918 par le ministère français de l'Armement, 23 000 sont des Grecs.

Ils sont dans la région de Marseille et sa banlieue industrielle (à Port-de-Bouc, à l'usine Kuhlmann, à Port-Saint-Louis-du-Rhône...), ils sont 800 à Saint-Etienne (mines et manufactures), 1 200 à Pont-de-Chéruy dans les usines Grammont (douilles et fils de cuivre...), 1 300 à Nantes (usines de munitions), 1 000 à Bordeaux... Lyon, Grenoble, Roanne, Tours, Lille Nice, Toulon... accueilleront des travailleurs grecs dans des usines travaillant directement ou indirectement pour la Défense nationale. Des Grecs participèrent aussi aux combats dans les rangs de l'Armée et de la Marine Françaises ; 18 d'entre eux reposent à la Nécropole nationale de Saint-Mandrier, dans le Var.

La Guerre finie, restant en France, nombre de ces Grecs gagneront aussi la Région parisienne, beaucoup se reconvertissant dans l'artisanat (métiers de la chaussure, des cuirs et peaux...).

Le conflit gréco-turc de 1919-1922, qui s'achève par l'expulsion souvent dramatique de plus d'un million de Grecs d'Asie mineure – ce que les Grecs appelleront «la Grande catastrophe» – suscitera un deuxième flux migratoire vers la France. En 1931, 19 123 Grecs sont recensés en France, ils sont la communauté hellénique la plus nombreuse d'Europe occidentale.

Au sein de cette communauté, vont naître des Associations, telles en 1919 l'Association culturelle hellénique orthodoxe de Pont-de-Chéruy, en 1921 l'Union amicale des Hellènes de Grenoble, en 1922 l'Union des Hellènes de Paris, l'Union Philanthropique des Hellènes de Lyon, en 1927 la Communauté Hellénique de Lille, en 1931 le Foyer Hellénique de Belleville (350 à 500 Grecs entre 1926 et 1936), en 1937 l'Union des Grecs de Sartrouville... L'influence religieuse et culturelle de l'Eglise orthodoxe au sein des communautés grecques est très importante, mais les idées du mouvement social y pénètrent aussi ; ainsi, Marcos Klikos, manœuvre à la Seyne, dans le Var, est début 1937 volontaire dans les Brigades internationales.

### AGRESSIONS FASCISTE ET NAZIE

Lorsqu'à la fin de l'été 1939, la France entre en Guerre contre le Reich hitlérien, suite à son agression contre la Pologne, plusieurs centaines de Grecs de France – les archives militaires ont gardé la trace nominative de 672 d'entre eux – vont s'enrôler

dans les régiments de marche des volontaires étrangers ; les volontaires grecs combattront sur la Somme, dans les Ardennes, sur la Marne, plusieurs tomberont ainsi dans les rangs de l'Armée française...

La défaite de la France consommée en juin 1940, des Grecs vont, en Angleterre, en Égypte, en AEF bientôt ralliée à de Gaulle, rejoindre les rangs de la France Libre, dans laquelle s'engagent en juillet 1940 Thémistocle Galanidès et Georges Arapakis, lequel combatta en Erythrée et sera un rescapé des FFL de Bir Hakeim, en août 1940 s'engage dans les FFL Théodore Calafatas, en septembre 1940 Pierre Chryssoulis, en novembre 1940 Denetie Xenos... Ils seront 33 à être recensés par la Fondation de la France libre, combattants des FFL, des Forces Navales Françaises Libres...



Au cimetière du Père-Lachaise à Paris, le monument aux Volontaires grecs Morts pour la France.

4 mois après la défaite de la France, la Grèce sera attaquée par l'Italie fasciste le 28 octobre 1940, après qu'elle a rejeté un ultimatum de Mussolini exigeant le libre passage pour des troupes italiennes allant occuper des «points stratégiques» non spécifiés sur le sol grec.

L'offensive italienne échoua et pendant les mois qui vont suivre, les Grecs repousseront les Italiens au-delà de leur base de départ d'Albanie voisine. Dès le 2 novembre 1940, le général de Gaulle avait envoyé depuis Londres un message au dirigeant grec Métaxas : «*En se dressant une fois de plus pour sauvegarder leur indépendance, les Hellènes donnent au monde un exemple digne de leurs traditions antiques. Ensemble avec nos Alliés, nous vaincrons l'ennemi commun.*».

Metaxas, à la tête d'un régime autoritaire, maintient alors des relations diplomatiques avec le régime pétainiste, il mé-

## ...LES GRECS DANS LA RESISTANCE FRANCAISE

nage Hitler dont il espère une médiation, et fera – en évoquant «*les cœurs de tous les Français sans exception qui battent pour le succès de la juste cause*» de son pays – une réponse polie au message de de Gaulle, dont l'intention était de former une légion de volontaires recrutée dans les communautés françaises des Balkans – en premier lieu de Grèce, au sein de laquelle, à l'initiative du directeur de l'Institut français, Octave Merlier, avait été fondé dès l'été 1940 un Comité des Français Libres.

De Gaulle proposera aussi, mais sans succès, l'envoi en Grèce depuis l'Égypte d'une unité combattante de Français libres.

Le 6 avril 1941, venant en aide aux Italiens en difficulté dans les Balkans, la Wehrmacht nazie attaque la Yougoslavie et, à travers la Bulgarie, la Grèce. Malgré une résistance acharnée et l'appui d'un corps expéditionnaire du Commonwealth, l'armée grecque sera surclassée, et la conquête nazie du pays s'achèvera par la capitulation de la Crète le 1<sup>er</sup> juin. Le gouvernement et le roi de Grèce – ainsi qu'une partie de l'Armée grecque – partiront en exil, en Égypte et à Londres.

Pendant près de deux ans, Grecs libres et Français libres se retrouveront côte à côte face à l'Afrika Korps lors de la Guerre du désert en Libye, à Bir Hakeim puis dans le sud tunisien. Et quand la colonne Leclerc devient à la mi-février 1943 la «Force L», elle intègre, placés sous le commandement du colonel Christodoulos Tsigantès, une centaine d'officiers grecs issus de l'«Escadron – ou bataillon – sacré», qui, notamment, participeront en son sein à la bataille de Ksar Ghilane le 10 mars 1943 contre des Panzers dans le sud tunisien.

Des Grecs participeront ensuite au combat des Forces françaises sur le front italien, tel Nicolas Zafiroopoulos qui, après avoir été blessé en France lors des combats de 1940, avait gagné l'Algérie et, après le débarquement allié en Afrique du Nord, intégré l'Armée française reformée ; lieutenant, il tombera à Cassino.

D'autres seront parmi l'Armée B qui, sous le commandement de de Lattre débarqua le 5 août en Provence ; ils retrouveront des compatriotes grecs qui avaient poursuivi la lutte en France même... Et ce dès les premiers temps de l'Occupation.

Les Résistants grecs parisiens Jean Nicolaou, Nicolas Papazoglou, et Caranasos seront arrêtés dès 1941 : déportés à Buchenwald, ils n'en reviendront pas.

Vassos Darivas, Docteur en droit de l'Université de Paris et attaché au CNRS, Georges Vlassos, Docteur en droit, et le docteur Jean Matzoukis vont, à la formation au printemps 1941 du Front National de Lutte pour l'Indépendance et la Libération de la France, en constitue un groupe grec. Avec Jean Kefalas, et des étudiants tels les frères Srantinos, ils éditeront un journal, *le Patriote*...

Toujours à Paris, Christian Zervos et Spiritakis apporteront leur concours aux clandestines Editions de Minuit, fondées

en 1942 par Vercors et Pierre Lescure.

Né à Salonique en 1910, arrivé en France en 1926, naturalisé en 1932, Léo Matarasso devint avocat à Paris en 1934. Réfugié en juillet 1940 dans le Cantal avec son épouse, il rejoignit en 1942 le mouvement Libération-Sud, dont il prit la direction départementale en mars 1943, avant de devenir membre du Directoire départemental des «Mouvements Unifiés de Résistance» (M.U.R.) et membre du Comité départemental de la Libération.

Évoquons aussi le comédien Giorgis Vitoris, lié comme son compatriote Michel Raptis à la mouvance trotskiste clandestine, et qui avait rejoint le réseau de Résistance «Thermopyles», il adhéra aux Milices patriotiques du Spectacle et participa à la Libération de Paris.

### MARTYRS DE LA RESISTANCE

Les Résistants grecs paieront le lourd prix de leur engagement : Jean Varlas, un barman parisien, arrêté à l'automne 1943, mourut en déportation, Emmanuel Gavrielidis, jeune Résistant marseillais de 22 ans, arrêté le 11 avril 1944, fut déporté à Mauthausen où il mourut le 11 novembre suivant, A Mauthausen avait aussi été déporté le Marseillais Emmanuel Ilis, de Combat.

Plusieurs d'entre eux tomberont à travers la France dans la période précédant et accompagnant les débarquements libérateurs.

Jean Valsamis, âgé de 22 ans, combattant des Glières ayant réussi à fuir le Plateau, sera capturé le 13 avril 1944 à la Roche-sur-Foron et fusillé avec plusieurs dizaines d'autres maquisards. Elias Florentin, né en 1887 à Salonique, vivant à Lyon, incarcéré à Montluc depuis le 19 juillet 1944, fut assassiné à Bron d'une balle dans la tête le 18 août par la soldatesque nazie en retraite.

René Loucopoulos, garagiste à Lisors (Eure), membre de l'ORA, sous-officier FFI, sera abattu le 23 août dans la Forêt de Lyons. D'autres résistants Grecs tomberont lors de ces combats de la Libération, tels à Tourcoing Spiros Paplomatias, membre du MLN, à Lyon les FTPF Kouklas et Tseveleki, toujours à Lyon, Antoine Economidis, de l'OCM, et Charalambos Vacapoulos (Libération-Sud). Léonidas Chronidas, tombera à Saint-Vallier, dans la Drôme, Takis Chassoméris, FFI de 19 ans, à Puisignan dans l'Isère.

En Région parisienne, Nicolas Mastrodimittio, membre de l'OCM, est tué lors d'un affrontement avec des miliciens dans la nuit du 19 au 20 août, avenue Victor-Hugo à Aubervilliers. André Alexopoulos, diplômé de médecine coloniale et de l'Institut d'Ethnologie, sous-lieutenant FFI, tomba le 28 août 1944 lors des combats de la Libération de Plessis-Bouchard, dont une rue porte son nom.

Après le débarquement, le Front national grec lança un appel aux Grecs de France exaltant la lutte antinazie et les appelant à combattre aux côtés des patriotes

français. Ainsi le caporal-chef Athanase Coulos, sera sur le Front des Poches de l'Atlantique, avec Papas à Saint-Nazaire, Dimitriacos à Lorient. Engagé dans la 1<sup>re</sup> armée, Ververoglou tombera sur le Front d'Alsace à Guebwiller, Solon Boyadjidakis sera tué le 25 janvier 1945 sur le front en Allemagne ; il a la mention « Mort pour la France ».

Pour terminer cette évocation, rendons hommage à trois Résistantes grecques de France :

Elena Vagliano, née en 1909 dans une famille d'armateurs franco-grecs, était devenue l'organisatrice des services sociaux de la Maison des Prisonniers de Cannes, et avait rejoint – sous le pseudonyme de «*Veilleuse*» – le BCRA et le réseau «Tartane-Masséna», servant de boîte à lettres pour la Résistance et s'intégrant à une filière d'évasion. Le 28 juillet 1944, elle sera arrêtée par des gestapistes doriotistes, affreusement torturée pendant plusieurs jours et, le 15 août, à l'annonce du débarquement allié en Provence, elle sera extirpée par ses tortionnaires de sa cellule et fusillée avec 22 autres Résistants dans le quartier de l'Ariane à Nice. Elle est inhumée



Elena Vagliano.

dans la crypte de l'église orthodoxe de Cannes, dont une rue et une école portent son nom, qui est inscrit sur le monument aux morts, et qui est aussi gravé sur la stèle du Carré des fusillés de l'Ariane à Nice. Nommée à titre posthume chevalier de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance et Croix de guerre avec palme, Hélène Vagliano reçut la mention «Morte pour la France» le 11 mai 1965.

Fille de la cantatrice Elpis Kalogeropoulou, Simone Calo-Séailles, alias *Violette*, agent du S.O.E., déportée, décéda d'épuisement le 26 mai 1945 dans le camp de Terezin après sa libération. Ses cendres reposent dans la Chapelle de Saint-Louis des Invalides.

Évoquons aussi la mémoire de Polymnie Camara, née à Athènes en 1896, déportée à Ravensbrück où elle décéda le 1<sup>er</sup> mars 1945. La mention «Morte pour la France» lui a été décernée en octobre 2006.

Un monument érigé en 1953 au cimetière parisien du Père-Lachaise, une Victoire de Samothrace au sommet d'une colonne ionique, honore les Hellènes morts pour la France lors des deux Guerres mondiales.

## LA RESISTANCE EN MAYENNE

Comme la plupart des départements métropolitains, celui de la Mayenne, tirant son nom du fleuve qui le traverse du nord au sud, a été créé le 4 mars 1790, au début de la Révolution française, conséquence d'un décret de l'Assemblée Nationale du 15 janvier 1790.

Essentiellement agricole, on y trouve des zones de forêts et de landes, au nord-est autour du Mont des Avaloires (417 m) et dans les collines des Coëvrons qui culminent au Mont Rochard (357 m), mais aussi à l'Ouest de Laval (Forêt de Concise, 650 ha). Au sud-ouest, autour de Renazé, est le pays ardoisier avec des zones boisées.

Si, au moment de la formation du département, les idées de progrès ont diffusé dans les petits milieux urbains (Laval a 14 000 habitants, Mayenne 8 200, Château-Gontier 5 600, Ernée 4 300, Craon 1 600), parmi les propriétaires aisés, la bourgeoisie intellectuelle et commerçante, les ouvriers de la petite industrie naissante, la masse de la population rurale – se consacrant majoritairement à la culture du lin – d'un département peu peuplé (moins de 300 000 habitants) est, comme dans tout l'Ouest, attachée au Roi et à l'Eglise catholique.

### LA CHOUANNERIE

La Constitution civile du clergé, adoptée en juillet 1790 – qui oblige les membres du clergé à prêter serment de fidélité à la Constitution – et appliquée à partir de juillet 1791, puis l'abolition de la monarchie et la proclamation de la République le 21 septembre 1792, vont – conjointement au refus de la levée en masse par tirage au sort pour les armées – conduire à un soulèvement monarchiste et catholique dans l'Ouest du pays.

Ses prémices vont avoir lieu notamment le 15 août à Saint-Ouen-des-Toits, petite commune de Mayenne où, lors d'un tirage au sort, un certain Jean Cottureau, dit *Jean Chouan*, appelle à la révolte et à la tête d'une petite bande tend une embuscade le 26 septembre à des Gardes nationaux.

Jean Chouan et ses frères, conduisant des bandes de paysans, ont pendant deux ans multiplié les soulèvements ponctuels à travers la Mayenne. En octobre 1793, les insurgés royalistes du sud-est breton, de Vendée et de l'Anjou, ayant perdu plusieurs batailles face aux forces républicaines, vont décider de rejoindre le port de Granville sur la baie du Mont-Saint-Michel, face à Jersey, sous contrôle anglais et où sont des émigrés royalistes français, dont ils espèrent un soutien militaire et financier.

Le 22 octobre, partis des rives de la Loire, les Vendéens, auxquels vont se joindre les Chouans de Jean Cottureau, s'emparent de Laval, le 2 novembre ils entrent dans Mayenne et défont des Républicains à Ernée, le 14 novembre ils assiègent Granville, qui finalement ne sera pas prise. Les forces royalistes – dont vont se dissocier les Chouans – vont devoir battre en retraite vers la Loire, repassant par Laval le 14 décembre puis Craon, leur défaite à Savenay le 23 décembre 1793 sera décisive. Les Chouans poursuivront sous forme de guérilla en 1794 et 1795, notamment à l'Ouest de Laval, la lutte contre les forces

républicaines, attaquant aussi les maires, les juges de paix, les fonctionnaires, leurs actions se poursuivront jusqu'à la fin 1799.

Par la suite, après que le département a été occupé par les Prussiens de juin 1815 à novembre 1818, suite à la défaite de Napoléon à Waterloo, et si l'on excepte sa mise en état de siège en 1832, la tentative de soulèvement royaliste légitimiste de la duchesse de Berry y ayant rencontré quelque écho, la paix régnera en Mayenne jusqu'à la Guerre franco-allemande de 1870-1871 ; lors de laquelle quelques communes limitrophes de la Sarthe seront occupées brièvement. Le général Chanzy, commandant la 2<sup>e</sup> Armée de la Loire installe son PC à Laval jusqu'à l'Armistice, qui intervient le 28 janvier 1871.

Le 19<sup>e</sup> siècle sera celui des transformations économiques. Comme plusieurs départements du Massif Armoricaïn, la Mayenne a eu, depuis l'époque gallo-romaine, une activité minière et métallurgique notable.

À l'époque moderne, l'exploitation de mines de fer et l'édification de forges sont attestées sur une vingtaine de sites depuis le début du 16<sup>e</sup> siècle. Le plus important, est celui de Port-Brillet, près de Laval, dont la première forge moderne est édifée en 1619 ; alors que les autres sites cessent leur activité au 19<sup>e</sup> siècle, il perdurera jusqu'au... 21<sup>e</sup>. L'usine de Port-Brillet aura sous la Révolution produit des canons pour le Comité de Salut public, ses ouvriers formeront la Garde nationale face aux paysans «Chouans», et durant la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale, ses 800 ouvriers produisent chaque jour 3 000 obus...

La Mayenne aura aussi été un département producteur d'antimoine et d'or, avec notamment une fonderie à Genest-Saint-Isle, de gisements de marbre, de chaux (247 fours en 1872, qui périliteront avant la fin du 19<sup>e</sup> siècle), d'anthracite, de granite, d'ardoise dans la région de Renazé-Congrier depuis le 15<sup>e</sup> siècle jusqu'au début du 20<sup>e</sup>, ainsi que dans le nord-est du département (Villepail, Javron) dont une partie du site a repris une activité en 1974.

Activité agricole et industrielle, la culture et le tissage du lin, ainsi que celle du chanvre, seront grandement affectés par l'importation du coton, et l'industrie textile se concentrera dans quelques filatures à Laval et Fontaine-Daniel. Toutefois, la mécanisation entamée à partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, réduira cette activité qui perdure aujourd'hui avec les «Toiles de Mayenne».

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les notables sont des propriétaires fonciers conservateurs, il y a une petite bourgeoisie intellectuelle et commerçante, la masse de la population est rurale, et il y a une petite classe ouvrière, celle des fonderies, des filatures, des ardoisières, des carrières, des chemins de fer :

73 000 Mayennais ont été mobilisés pendant la Première Guerre mondiale, 1 500 d'entre eux perdront la vie lors de la bataille de Verdun du 21 février au 18 décembre 1916.

Dans l'entre-deux-guerres, les «Blancs», héritiers des Chouans de la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, sont devenus des «Républicains conservateurs», ce qui n'empêche pas le seul quotidien départemental d'être... monarchiste ; et 47 maires sont des nobles. Le Conseil général a aussi une majorité conservatrice.



Lors des élections de 1936, la Mayenne élira des députés centristes et de droite, hostiles au Front populaire – Félix Grat, Jean Chaulin-Servinière, Jacques Duboys-Fresney, Georges Denis – et sera, avec les Landes et le Doubs, l'un des trois seuls départements où le Parti communiste ne recueillera que moins de voix qu'au scrutin précédent de 1932.

Pour autant, le vaste mouvement social du Front populaire ne sera pas sans écho dans le département : en 1936, la fonderie de Port-Brillet emploie plus de 700 personnes, presque toutes... syndiquées à la CGT. 400 manifestants défilèrent à Laval le 1<sup>er</sup> mai ; ils seront aussi nombreux le 1<sup>er</sup> mai 1938, à Port-Brillet, un cortège se rend au Monument aux morts pour y déposer une gerbe.

Mais, comme les autres départements, la Mayenne va bientôt connaître des heures sombres...

### LA GUERRE !

Le 10 mai 1940, la Wehrmacht passe à l'attaque à l'Ouest, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Belgique, en France à travers les Ardennes : le 11 mai, pilier de la défense belge, le fort belge d'Eben-Emael est pris par les Allemands, le 13 mai, le front français est enfoncé à Sedan. Des centaines de milliers de Belges, de Français des départements du nord de la France, partent sur les routes de l'exode vers le sud...

Dans les plans français anticipant un conflit et tenant compte de l'expérience de la Première Guerre mondiale, la Mayenne était depuis 1934 département éventuel de repli pour les populations et les services administratifs de l'Aisne.

Ainsi, 55 000 Axonais sont parmi les 155 000 réfugiés qui se trouvent en Mayenne, et pour lesquels on aménage des camps, tel celui d'Evron, où 24 bâtiments en fibro-ciment sont érigés route de Châtres-la-Forêt. Un mois plus tard, précédés par des bombardements qui feront 7 morts à Chéméré-le-Roi, 11 morts à Vilaine-la-Juhel, 1 mort à Meslay-du-Maine, 5 morts à St-Jean-Sur-Erve, 4 morts à Chémazé, les premiers éléments de la Wehrmacht pénètrent dans le département par le nord-est le 17 juin 1940, entrant en fin de matinée à Laval (où sont capturés des éléments d'une division française), à Mayenne à 18 heures, à Evron une heure plus tard ; Château-Gontier et Craon seront occupés le lendemain matin.

Plusieurs frontstalags provisoires regroupant des soldats français prisonniers sont installés à Lassay, Ernée, Laval, Mayenne. 9 000 Mayennais seront parmi le million 600 000 pri-

<sup>1</sup> Jean Cottureau, alias Jean Chouan, sera tué au combat le 18 juillet 1794.

sonniers qui prendront le chemin des camps de prisonniers en Allemagne. La plupart ne rentreront qu'en 1945...

La Mayenne, selon l'Armistice signé le 22 juin sur ordre de Pétain, Président du Conseil depuis le 16 juin, va être en Zone Nord occupée de façon permanente par la Wehrmacht.

Le 10 juillet suivant, à Vichy, Pétain se fait voter les pleins pouvoirs par des parlementaires contraints, seuls 80 d'entre eux les lui refusèrent. Parmi les 569 qui les lui accordèrent, les trois députés de la Mayenne - Jean Chaulin-Servinière, Jacques Dubois-Fresney, Georges Denis - ainsi que le sénateur Edmond Leblanc ; Henri de Monti de Rezé, sénateur, futur membre du Conseil National pétainiste, ne prit pas part au vote.

Le gouvernement dit de l'Etat Français que Pétain substitue à la République va - dans les territoires occupés - garder le contrôle de l'administration civile et des forces de maintien de l'ordre, sous la haute surveillance de l'administration militaire allemande, qui installe à Laval une «Feldkommandantur» (n°756), et à Mayenne une Kreiskommandantur (n°775). Elle dispose de deux unités de Feldgendarmerie à Laval et Mayenne.

Si le Conseil général ne se réunit plus, la plupart des maires du département restent en place ; mais il y eut quelques révocations, le maire radical-socialiste de Mayenne, une dizaine de conseillers municipaux de Renazé... Et il y a toujours un Préfet français. Certains de ceux en poste en Mayenne eurent une activité résistante. Ainsi, succédant comme Préfet à Jacques-Félix Bussière<sup>2</sup> puis à Pierre Daguerre à Edouard Bonnefoy, Préfet du 14 novembre 1941 à juillet 1943, a - avec son chef de cabinet Paul Haag - une activité résistante N.a.p. et super-Nap (représenté en Mayenne par Jean Taslé...). arrêté par la Gestapo le 14 mai 1944, déporté à Neuengamme ; il meurt le 3 mai 1945 lors du naufrage du Cap Arcona.

Mais, l'administration et les forces de police appliqueront les directives du régime pétainiste... et celles de l'Occupant, qui maintient début 1941 en Mayenne la 332<sup>e</sup> Infanterie-Division, remplacée en avril 1942 par la 377<sup>e</sup> I-D. La 16<sup>e</sup> Panzer sera stationnée à Laval en avril 1943. Dès juin 1940, l'aérodrome de Beausoleil à Laval a été réquisitionné par la Wehrmacht, deux escadrilles de Messerschmitt 110 y seront stationnées, il sera bombardé les 13 et 16 juin 1944.

#### DES CAMPS EN MAYENNE

«Les autorités allemandes ont évacué les nomades de tous les départements côtiers... et les ont faits refluer à l'intérieur du territoire occupé, notamment en Seine-et-Oise, en Mayenne, en Sarthe, dans l'Orne, en Indre-et-Loire, où les préfets ont été invités à créer sans délai, des camps de concentration<sup>3</sup> pour les intéressés...».

Cette note de décembre 1940 émanant de la «Délégation générale du Gouvernement français dans les territoires occupés», rappelle que l'ouverture de tout camp - pour nomades, «indésirables», communistes - ne peut se faire

qu'avec «l'accord des Autorités d'occupation», qui vont refuser l'utilisation du Camp d'Evron, lequel dépend de l'Armée allemande qui y interne des prisonniers de guerre français, principalement des troupes coloniales.

Un camp provisoire totalement inadapté, mis en place fin octobre 1940 à Grez-en-Bouère au fond d'une carrière à chaux, sera transféré au camp de la Chauvinerie à Montsûrs, entouré de barbelés : deux rangées de baraquements en fibrociment, prévus pour accueillir 160 personnes, n'en abriteront que 85 (dont 15 enfants), surveillés par 7 gardes.

La politique du régime pétainiste au service de l'occupant sera aussi tragiquement évidente dans sa dimension antisémite : ainsi, 49 Juifs étrangers sont arrêtés en Mayenne les 15 et 16 juillet 1942 par des policiers français et allemands, ainsi que des gendarmes, le 6 octobre 1942, 20 français et 8 étrangers par des policiers allemands.

Comme dans tous les départements, il y eut bien sûr des pétainistes en Mayenne et des personnes directement engagées dans les partis de la collaboration, tels le PPF de Doriot, le RNP de Déat, le MSR, le «Groupe Collaboration», qui organise des conférences de Georges Claude, sans grand succès... Ils peineront à recruter.

Alors que l'esprit de Résistance va se développer...

#### LA RESISTANCE

Cette Résistance va se manifester dès l'été et l'automne 1940 par l'aide à l'évasion de prisonniers français des *frontstalags* mayennais. Elle va se structurer en partis - tel le Parti communiste réorganisé - et mouvements clandestins (Front National, A.S., OCM, Défense de la France...), en réseaux de renseignements et d'évasion, en groupes locaux et maquis.

#### LE FRONT NATIONAL ET LES FTP

Créé en 1941 à l'initiative du Parti communiste clandestin, le Front National, qui aura à ses côtés les Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF), a pour principal dirigeant André Le Personnic, responsable départemental.

Il aura des Groupes de FTP aux maquis de la Baroche-Gandouin, de la Perronnière (à Voutré), de la Cahorie (à Bouchamps - les-Craon), à Loiron-la-Gravelle, Saint-Mars-du-Désert, Brain-sur-les-Marches, Fougerolles-du-Plessis...

#### DEFENSE DE LA FRANCE

Le mouvement prend naissance en Mayenne à l'initiative du docteur Paul Mer, futur président du Comité Départemental de Libération.

#### LIBERATION-NORD

Fusionnant avec le Groupe des *Indépendants de la Mayenne* (Robert Hardy, Dr Queinnec...), le mouvement s'organise en Mayenne au printemps 1943 et va jouer un rôle important dans la Résistance mayennaise, fournissant de nombreux cadres à des groupes locaux, des responsables départementaux (Pierre Coste, Pierre Le Donné, André Counord, René Justin, Elisée Mautaint...)

#### L'ORGANISATION CIVILE ET MILITAIRE

Se constitue en Mayenne en 1941 à l'initia-

tive de Paul Janvier, qui sera à l'origine du Réseau Navarre, et anime au Nord-Est du département, à Bais et aux alentours un groupe qui, en août 1944, attaqua des camions allemands, tuant plusieurs ennemis.

#### GROUPES FRANCO-ANGLAIS, RÉSEAU FOC CART

Ces «groupes franco-anglais», créés à l'initiative de Jacques Brochard, opèrent à Mayenne, Ambrières, Gorrion, Lassay, Martigné, Sacé... ils vont être en liaison avec le réseau *Action-Tortue* que Jacques Foccart a structuré avec un poste de commandement à Rânes (Orne) et un centre de liaison à Ambrières-les-Vallées en Mayenne.

#### LE GROUPE DE RÉSISTANCE DE RENAZÉ

Il se constitue, au cours de l'été 1943, un groupe de Résistants parmi les carriers de Renazé et des communes voisines, que vont rejoindre des réfractaires au STO ainsi que des FTPF venus de Bretagne voisine. Fort d'une cinquantaine d'hommes, il est commandé par Joseph Courcier, qui va avoir à ses côtés son fils âgé de 15 ans comme agent de liaison. Le groupe de Renazé, lié au mouvement Libération-Nord, effectuera des sabotages et détiendra à la Libération 50 prisonniers.

#### LE GROUPE LOIRON-LA GRAVELLE

A l'Ouest de Laval ; à la limite de la Mayenne et de l'Ille-et-Vilaine s'est implanté un maquis FTPF. Fort d'une vingtaine de membres, il est commandé au printemps 1944 par Jean Primet, instituteur, ancien des Brigades internationales. Dans la période précédant le débarquement en Normandie, le groupe participera à des sabotages en liaison avec le Réseau FFI d'André Counord.

Il va être démantelé par la Gestapo : Robert Régnier, sabotier à Retiers, âgé de 19 ans, est arrêté à la Gravelle le 27 juillet 1944, avec dix autres membres du Groupe ; 8 d'entre eux, dont Robert Régnier, partiront le 4 août avec le dernier train de déportés quittant Rennes vers le camp de concentration de Neuengamme, et ne reviendront pas. Jean Primet est arrêté le 30 juillet 1944, emprisonné au Mans, torturé et condamné à mort, il s'évadera la veille de son exécution dans le contexte de l'avancée des alliés.

#### LE RÉSEAU FLECHES NOIRES

Créé à Mayenne en 1940 par René Dediennie et Charles Sindic, le réseau distribue des tracts, constitue des dépôts d'armes, aide à l'évasion de prisonniers français. Il est démantelé en novembre 1941, 3 de ses membres sont fusillés, d'autres - dont Dediennie - sont déportés.

#### LE RÉSEAU ALLIANCE

Henri Chantrel, Commandant d'armes de la place de Laval, rejoint le réseau «Alliance» comme agent de renseignements et de liaison. Arrêté le 9 mars 1944, il est déporté et assassiné le 20 mai 1944 à Natzweiler.

#### LE RÉSEAU SOULABAIL

Il est créé à Mayenne fin 1942 par François Soulabail, un agent des PTT de 23 ans, Arsène Doumeau, un instituteur de 25 ans, et Georges Guilloux, agent SNCF de la Gare de Mayenne. Ils sabotent les colis à destination de l'Allemagne, détruisent les lettres de dénonciations

<sup>2</sup> Préfet de la Mayenne le 26 septembre 1936. Capitaine d'infanterie de réserve, interné en Suisse avec l'état-major du 45<sup>e</sup> corps d'armée le 1<sup>er</sup> juillet 1940, il est rapatrié le 9 septembre 1940 et reprend sous le régime pétainiste sa fonction de préfet de la Mayenne en octobre suivant ;

Le 6 janvier 1944, il est nommé préfet des Bouches-du-Rhône et préfet régional de Marseille. Le 14 mai 1944,

il est arrêté par la Gestapo pour faits de résistance... Il faisait partie du réseau Super NAP (Noyautage des administrations publiques. Déporté à Neuengamme, il meurt lors du naufrage sur le Cap Arcona.

<sup>3</sup> Le nom de «camp de concentration» est un terme administratif français datant de la Première Guerre mondiale pour désigner des camps où sont regroupés des étrangers, notamment ressortissants de pays avec les-

quels la France est en Guerre. Pour y connaître des conditions de détention souvent très éprouvantes, on ne peut les confondre avec les camps de concentration nazis.

Un tel camp fut installé en Mayenne à Meslay-du-Maine entre septembre 1939 et avril 1940 pour y interner 2000 Allemands et Autrichiens... dont des réfugiés antifascistes !

adressées à l'Occupant. Dénoncés par un interprète pour propos antiallemands dans un restaurant de la ville, ils sont arrêtés le 17 février 1943. Transférés à la prison du Vert-galant au Mans, au camp d'Auvours à Champagné (72) puis à celui Compiègne-Royallieu, ils sont déportés le 16 avril 1943 vers Mauthausen. Arsène Doumeau et Georges Guilloux en reviendront à la libération des camps fin avril-début mai 1945, François Soulabail aura été gazé le 10 août 1944.

## LE GROUPE D'ERNEE-CHAILLAUD

Créé en juin 1942 par Pierre Le Donné, un garagiste, qui en est le premier chef, avec à ses côtés René Justin, employé des PTT, Romain Gilles, Paul Delhommel, René Bourcier, le Groupe – qui se base dans la ferme du Domaine que possède Michel Rousseau près de Saint-Pierre-des-Landes – se rattache au Mouvement *Libération-Nord* qui s'organise à Laval au printemps 1943 sous la direction de Francis le Basser. Après l'arrestation de ce dernier en mai 1944 et sa déportation en juin vers Dachau, Pierre Le Donné entre en contact avec les FTPF d'Ille-et-Vilaine commandés par Louis Pétri.

Début juin, le Groupe d'Ernée est lui aussi frappé par la répression, plusieurs membres du groupe sont arrêtés, torturés, fusillés, tel René Bourcier, massacré le 4 juin par la Milice, François Lambert, Roger Launay, Michel Hugnet... Le reste du Groupe, dont Robert Bourdot, Jean Jourdin..., sous la direction de René Justin, se transférera au hameau de la Chatterie, à Montenay, Germaine Justin-Bernard, assurant la logistique du Groupe. Début août, René Justin réussira à joindre le Q.G. des troupes américaines ayant percé le front à Avranches, évitant ainsi à Ernée un bombardement meurtrier.

## LE GROUPE DE FOUGEROLLES-DU-PLESSIS

En novembre 1942, la *Marseillaise* est chantée dans les rues de la ville par des membres du club de football, autour duquel va en mars 1943 s'organiser, sous la direction de Raymond Derenne, un groupe FTP.

## LES MAQUIS

Des maquis vont se créer à partir de la mi-1943, notamment avec des réfractaires au STO et se développer au printemps 1944 à l'approche du Débarquement. Ils se rattachent aux Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF) que dirige André Le Personnic sous la direction de l'Interdépartemental Louis Pétri et à l'Armée Secrète (AS), qui agissent souvent en coopération, se regroupent parfois en groupes aux appartenances mixtes.

## LE MAQUIS DE LIGNERES-LA-DOUCELLE

Installé le 3 juin au village de la Gérarderie par des responsables FTP et OCM (Almire Viel, Albert Ravé,...), en prévision de la mise en œuvre du «Plan Tortue» visant à entraver les déplacements de l'ennemi, le maquis est attaqué le 13 juin, par 180 Allemands avec du matériel lourd et des mortiers, et doit se disperser. Ceux qui ont pu fuir rejoignent d'autres maquis (La Baroche-Gondouin, Saint-Mars-du-Désert...).

## MAQUIS DE LA BAROCHE-GONDOUIN-LES CHAPELLES

Structuré à partir du Groupe de Résistance de Nord-Mayenne par André Le Personnic et Albert Ravé formé avec des réfractaires au

STO, il accueillera des rescapés du maquis de Lignéres, et organisera des réceptions de parachutages d'armes pour d'autres maquis.

## MAQUIS DE SAINT-MARS-DU-DÉSERT

Jean Séailles, un Résistant du Mouvement «Vengeance», a formé au mois de juin 1943 avec son épouse, cinq autres Résistants locaux et une russe, un noyau de Résistance à Saint-Mars-du-Désert, petite commune limitrophe de la Sarthe. Le groupe s'étoffera au cours des semaines d'une centaine de réfractaires au STO qui se cacheront dans une carrière à Saint-Georges-le Gaultier.

Neuf mois plus tard, deux agents du S.O.E. britannique, l'un français, Jean-Renaud Dandicelle, l'autre mauricien, le major Claude de Baissac, viennent à Saint-Marc du-Désert prendre contact avec Jean Séailles (le «commandant Grégoire») pour structurer un véritable maquis.

Rejoints par des FTP de Bretagne, le maquis de Saint-Marc aura à son actif la destruction de 82 véhicules, 3 blindés et 2 camions de munitions, une dizaine d'Allemands tués. La libération venue, le maquis se dispersera le 12 août.

## LE MAQUIS DE COURTEMICHE

Affilié à l'OCM, situé à la lisière de la Forêt de Miltoune à Champfrémont, au lieu-dit forestier de Courlemiche, il sera attaqué par les Allemands le 24 juillet 1944. Les 9 rescapés du groupe rejoindront **LE MAQUIS DE LA MONNERIE**, en forêt de Pail, que dirige Paul Janvier.

Au moment de la Libération, les FFI mayennais, placés sous la direction d'André Counord atteignent les 600 hommes, ils apporteront leur concours aux alliés qui s'approchent.

## LA LIBERATION

Le premier Comité départemental de Libération se constitue début 1943 : Pierre Costes («Jean Madelin»), Robert Hardy<sup>4</sup>, Guérin, Dr Bernard Quennec.

Fin 1943, il porte à sa tête Pierre Coste(s), fonctionnaire de l'administration des Finances en Mayenne, qui, en contact avec Elie Mautaint, avait avec le capitaine André Counord participé début 1942 à la naissance du groupe de Résistance *Indépendants de Mayenne*, qui, début 1943 a fusionné avec Libération-Nord. De fin 1943 jusqu'à la fin mars 1944, il est dirigeant du CDL, qui va être désorganisé par les arrestations de Bernard Quennec et Robert Hardy. Arrêté début mai 1944, il est déporté à Neuengamme puis Ravensbrück<sup>5</sup>.

Paul Mer, chef de service de l'hôpital Saint-Julien à Laval, membre du mouvement *Défense de la France*, est nommé Président du nouveau CDL – qui tient sa première réunion le 7 juin 1944 – par Robert Dupérier, désigné par le GPRF Préfet clandestin de Mayenne (il est arrivé à la préfecture juin 1944).

Les semaines qui vont précéder la Libération vont être douloureuses : le 9 juin 1944, en douze minutes, 1 200 bombes sont larguées par l'aviation alliée sur Mayenne, faisant

350 morts (dont une centaine à l'hôpital), le 28 juillet, un bataillon de la division SS *Das Reich*, conduit par les miliciens Fernandez et Albert Lenourry<sup>6</sup>, cerne le village de Fougerolles-du-Plessis, y rassemble les hommes de 16 à 50 ans sur la place de l'Église. 14 sont emmenés par les Allemands, 4 seront exécutés le 31 juin 1944 au château de Bourbe-rouge. Du 5 au 9 août, 13 civils sont massacrés à Aron.

Le 30 juillet, l'armée américaine enfonce les lignes allemandes à Avranches, et entre le 3 août à Rennes), lançant 3 offensives, vers la Bretagne centrale et occidentale, vers Nantes et, avec le XV<sup>e</sup> corps, vers Le Mans ; ce qui implique d'établir des têtes de ponts à Mayenne, Laval et Château-Gontier. Le 3 août 1944, Fougerolles-du-Plessis était libéré, Larchamp et Ernée le 4 août.

Mayenne, qui avait connu le 9 juin précédent un bombardement meurtrier ayant fait 350 morts, est, après un combat de trois heures, libérée le 6 août, le soldat américain James Mac Racken se sacrifiant pour sauver le dernier pont de la ville sur la Mayenne.

Le 6 août après-midi, Laval, où les Allemands ont fait sauter les ponts, est aussi libérée par le V<sup>e</sup> corps US (qui va intégrer la 2<sup>e</sup> DB de Leclerc), Château-Gontier l'est le lendemain. Évron et Voutré le seront les 9 et 10 août, Saint-Loup-du-Gast, Chantrigné et Aron le 12 août, Pré-en-Pail le 15.

Le bilan de la période de l'Occupation sera lourd, plus de 300 personnes auront été déportées pour faits de Résistance ou persécution raciale, 185 ne reviendront pas, il y aura eu 111 fusillés et massacrés, plus d'une centaine d'internés, près de 500 civils auront été tués lors des bombardements et mitraillages...

## UNE EPURATION RELATIVE

Selon le *Courrier de Mayenne* du 5 novembre 1944, au 29 octobre 1944, il y a 150 internés pour collaboration.

Au total, 1 100 personnes seront l'objet d'une enquête, 210 traduites devant la chambre civique et 158 devant la cour de justice : une centaine étant acquittées, 270 condamnées plus ou moins lourdement pour dénonciations, propagande pro-allemande, trafics. Il y aura 4 condamnations à mort, dont 3 par contumace, la dernière étant commuée à perpétuité.

Il y aura des révocations de fonctionnaires, 320 personnes et une vingtaine d'entreprises commerciales artisanales et industrielles seront mises en cause par le «Comité de confiscation des produits illicites».

65 maires sont relevés de leurs fonctions à la Libération, une trentaine étant révoqués. Alors que les maires de Mayenne et Château-Gontier, nommés sous Vichy, sont révoqués.

Francis le Basser, élu en son absence conseiller municipal de Laval en mars 1945, devient à son retour de déportation maire de la ville en remplacement d'Adolphe Beck, élu en 1935 et resté en place sous l'Occupation et à la Libération.

Sur 272 conseils municipaux, 137 sont maintenus intégralement, 133 sont modifiés, 2 sont remplacés par des délégations spéciales nommées. 49 % des maires d'avant 1940 restent place...



<sup>4</sup> Garagiste à Laval, responsable départemental du réseau Mithridate. Arrêté, déporté à Dachau d'où il s'évadera.

<sup>5</sup> Sa femme sera membre du CDL.

<sup>6</sup> Lenourry, condamné à mort par la cour de justice d'Avranches le 24 janvier 1946, il est exécuté le 6 mars suivant.

## «DES» RESISTANCES A... «LA RESISTANCE»

«Des» Résistances, jusqu'à ce jour de mai 1943 lors duquel va naître le Conseil National de la Résistance, ce pluriel a découlé des conditions mêmes de l'apparition et du développement de forces d'opposition les plus diverses à l'Occupation de notre pays par les na-

zis, ainsi qu'à la politique de collaboration avec l'Allemagne hitlérienne menée par le régime instauré par Pétain le 10 juillet 1940. Cela aura été l'œuvre et le mérite historique de Jean Moulin que d'avoir unifié tous les courants de cette opposition...

L'une des différenciations les plus immédiates et les plus évidentes est celle qui existe, dès juin 1940, entre la Résistance intérieure qui va peu à peu se développer en France, en zone nord occupée ou dans la zone sud dite «libre», et celle qui, à l'extérieur, répondant à l'Appel à continuer le combat lancé le 18 juin à la radio anglaise (B.B.C.) par le général de Gaulle, ancien sous-secrétaire d'Etat à la Guerre du 5 au 16 juin 1940, va se développer, dans le cadre de ce que l'on a appelé, dès l'été 1940, la «France libre».

Peu de Français entendaient en direct l'Appel du 18 juin : beaucoup étaient sur les routes de l'exode et n'écoutaient pas la radio, il n'y avait pas de transistors... Toutefois, il fut connu notamment par le canal de quelques journaux locaux, tel le «Petit Marseillais» qui le diffusa intégralement. Et certains, tels les hommes de l'île de Sein, y répondirent dès le 24 juin 1940, rejoignant l'Angleterre.

Concernant la France libre, rappelons les principales étapes de son affirmation : création le 27 octobre 1940 du «Conseil de Défense de l'Empire», formation le 24 septembre 1941 du «Comité National Français», structuré en 7 commissariats qui sont de quasi-ministères. Faisant appel au ralliement des Français se trouvant hors de France – ou qui viendraient à s'y trouver, c'est-à-dire étant à l'étranger ou dans les colonies françaises –, la France Libre s'est cependant rapidement impliquée dans la lutte à l'intérieur même du territoire national occupé, essentiellement en cherchant à y collecter des renseignements politiques et militaires sur l'occupant et le régime pétainiste.

### EN FRANCE OCCUPÉE

Créé en octobre 1940, le B.C.R.A., le "Bureau Central de Renseignements et d'action", c'est-à-dire les services secrets de la «France libre», prend la suite des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> bureaux, à la tête desquels avait été nommé le 1<sup>er</sup> juillet précédent André Dewavrin, (le futur «Passy») qui, vers le 20 juillet 1940, envoi clandestinement en France occupée un premier agent, Jacques Mansion («Jack»), débarqué en Bretagne, au cap de la Chèvre. De premiers réseaux gaullistes se créent.

Mentionnons aussi l'action de l'Intelligence Service britannique (I.S./S.O.E.) : le 1<sup>er</sup> juillet 1940 est mis en place le réseau «Alibi» ; l'un des plus importants en nombre et célèbres réseaux du S.O.E. sera «Alliance». Par la suite, opéreront des réseaux liés à l'Office of Strategic Services (O.S.S) américain, ainsi que, dans une moindre mesure, aux services secrets soviétiques.

La défaite de l'été 1940 et l'avènement du régime pétainiste avaient sonné le glas de la plupart des partis politiques d'avant-guerre, tels le Parti radical ou le Parti socialiste : ils ont éclaté, une partie de leurs dirigeants et élus se sont ralliés au Régime dit de Vichy (ce qui est majoritairement le cas pour les partis de droite), une autre partie s'est écartée de toute action politique, une minorité est plus ou moins rapidement entrée en résistance.

Une exception toutefois, le Parti communiste, placé dans la clandestinité depuis sep-

tembre 1939 à la suite de son interdiction par le gouvernement de Daladier, consécutivement à son approbation du Pacte germano-soviétique d'août 1939. Cependant, malgré la répression et la mobilisation de nombre des militants et cadres qui lui sont restés fidèles, il a réussi à se réorganiser dans la clandestinité. Une expérience – datant de près d'un an – qui va être à partir de l'été 1940 un atout.

Sa ligne de dénonciation de la «guerre impérialiste», plaçant de fait un signe d'égalité dans la responsabilité du déclenchement de la guerre entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme anglais, l'a isolé. Toutefois, il a lancé en juillet 1940 un «Appel au peuple de France» qui, sans être directement un appel à la résistance, est une dénonciation vigoureuse du régime de Vichy et l'on y trouve cette phrase à la résonance prémonitrice : «jamais un grand peuple comme le nôtre sera un peuple d'esclaves».

En octobre 1940, il a mis sur pied une «Organisation Spéciale» chargée de la collecte d'armes et de la préparation de la constitution de groupes de combat. Et il va jouer un rôle important dans la mobilisation préparatoire de la manifestation des étudiants à l'Etoile le 11 novembre 1940, et avoir un rôle décisif dans celle de la grande grève des mineurs de mai 1941 dans le Nord et le Pas-de-Calais.

En avril 1941, le Parti communiste, qui subit depuis des mois la répression des polices allemande et pétainiste, prend des contacts avec des personnalités non-communistes acquises à l'idée de Résistance, contacts qui aboutissent le 15 mai 1941 à un appel à la constitution d'un «Front National de Lutte pour la Libération, la Renaissance et l'Indépendance de la France», dont le manifeste clandestin sera publié en juillet 1941.

Entre temps, le 21 juin 1941, avait eu lieu l'attaque allemande contre l'U.R.S.S., événement de portée considérable pour la suite de la Guerre et qui va lever les préventions d'un certain nombre de Résistants à l'égard des Communistes.

En octobre 1941, le Front national se dote d'un «Comité militaire national», qui préfigurerait la formation, en mars-avril 1942, des «Francs-tireurs et Partisans» ; les F.T.P., qui deviennent le bras armé du Front national.

### LES MOUVEMENTS DE RESISTANCE

Outre le «Front National clandestin», qui rayonne sur la France entière, d'autres mouvements, à vocation le plus souvent zonale voire régionale, conséquence du découpage de la France en deux zones séparées par une ligne de démarcation contrôlée par les Allemands, se sont constitués et développés depuis la fin de l'automne 1940.

Citons en zone nord, le groupe «Maintenir», créé en décembre 1940 par un ancien dirigeant de l'U.N.E.F., qui va assurer le passage de la ligne de démarcation, «Libération-Nord», proche des socialistes clandestins, «Défense de la France» (créé en août 1941), «Valmy», «Ceux de la Libération» (C.L.L., créé en novembre 1940), la «Voix du Nord» (essentiellement dans le Nord et le Pas-de-Calais, rattachés à l'administration militaire allemande de

Bruxelles), l'«Organisation Civile et Militaire», l'O.C.M., qui se développe durant l'année 1941. En zone sud, mentionnons en premier lieu le «Mouvement de Libération nationale» créé durant l'été 1940, marqué à droite (Frenay a conservé des amitiés à Vichy...) et qui va se fonder en 1941 dans «Combat», citons aussi «Libération-sud», «Franc-Tireur»...

Très schématiquement, on classe souvent ces mouvements comme proches de telle ou telle sensibilité politique clandestine : ainsi, les conditions de sa formation font souvent présenter le «Front National» comme proche du Parti Communiste. De la même manière, «Libération Nord» est souvent présenté comme proche du Parti socialiste, la «Voix du Nord» rassemble des chrétiens et des socialistes. «Défense de la France» se définit lui-même comme «gaulliste»...

Et, il y a les réseaux, de renseignement, d'action et d'évasion, structures souvent éphémères, du fait de la répression qui les démantèle, qui se sont créés parfois dès la fin de l'été 1940, tel le célèbre «réseau du Musée de l'Homme». Près de 300 ont été après-guerre officiellement homologués «Forces Françaises Combattantes» (FFC). Il faut aussi mentionner les syndicats clandestins, la CFTC et la CGT.

### UNE UNIFICATION NECESSAIRE

Cette diversité, qui témoigne de la profondeur de l'esprit de résistance dans les secteurs les plus divers de la population française, est aussi une dispersion qui pose des problèmes de cohésion de la Résistance. D'autant plus que le coup de feu de Fabien le 21 août 1941, qui a abattu au métro Barbès à Paris un officier allemand, a posé avec force le débat crucial sur l'opportunité du passage à la lutte armée, en termes d'efficacité militaire et politique, et de conséquences répressives. Cette dispersion pose aussi des problèmes de rivalité éventuelle entre mouvements, elle facilite les infiltrations de l'adversaire et conséquemment la répression. Unifier la Résistance et sa liaison avec la France libre deviennent en 1942 une tâche urgente.

D'autant plus, qu'après le débarquement des Anglo-américains le 8 novembre 1942 en Afrique du Nord, certains – ce seront les accords Darlan-Clark du 22 novembre – caressent l'idée du maintien du régime de Vichy sans Pétain. Après l'assassinat de Darlan, leur appui à Giraud sera la persistance de cette orientation visant à écarter de Gaulle.

L'unification de la Résistance va essentiellement être l'œuvre d'un homme, Jean Moulin, qui s'est rendu pour la première fois à Londres en octobre 1941 et qui, de retour en France le 1<sup>er</sup> janvier 1942, va, sur instructions du général de Gaulle – qu'il a convaincu de la nécessité d'unifier la résistance intérieure et qui l'a désigné comme étant son représentant en France occupée –, se consacrer à cette tâche, laquelle d'ailleurs n'est pas sans susciter des préoccupations – voire rencontrer des oppositions – émanant de mouvements de Résistance intérieure, car tous n'ont pas la même idée quant à l'ampleur et aux formes de cette unification nécessaire.

## LE SECRETAIRE GENERAL DU CNR TEMOIGNE...



Pierre Meunier, rédacteur au ministère des Affaires étrangères, fut lors de son service militaire en 1934 détaché au cabinet de Pierre Cot, ministre de l'Air, dont le chef de cabinet est Jean Moulin ; dont il devient l'ami. Il va être aussi le collaborateur parlementaire de Pierre Cot.

Quand celui-ci redevient ministre de l'Air en juin 1936, lors du Front populaire, faisant appel à Jean Moulin comme chef

de cabinet, Pierre Meunier est le secrétaire particulier du ministre.

À la chute du Front populaire en 1938, quand Pierre

« ...La mission de coordination et d'unification que le général de Gaulle avait confiée au Délégué Général<sup>1</sup> Jean Moulin fit des progrès considérables. Bien qu'elle se heurtât à des difficultés inouïes, alors que l'environnement changeait du tout au tout. On ne saurait prendre la mesure de l'ampleur de la réussite de Jean Moulin ni des difficultés qui surgirent sur son chemin, sur notre chemin, si on ne tient compte de cette évolution de l'environnement.

Il y eut d'abord en novembre 1942, alors que les prémices de la victoire de Stalingrad se laissaient entrevoir, la réussite du débarquement allié en Afrique du Nord. Un événement bénéfique au plan stratégique, mais qui entraîna une situation délicate. Il était heureux, pour que fut vaincu l'Afrika Korps de Rommel et pour les opérations militaires à venir, que nos alliés se fussent largement installés sur le rivage sud de la Méditerranée. Et le gouvernement de Pétain s'était démasqué au reste, perdant route légitimité et toute apparence de pouvoir : après avoir ordonné aux troupes sous ses ordres d'ouvrir le feu sur les « envahisseurs », c'est-à-dire sur les alliés, et, en revanche, avoir laissé les Allemands franchir la ligne de démarcation et débarquer en Tunisie sans coup férir, Vichy était resté à Vichy, sous la coupe des nazis qui avaient occupé l'ancienne Zone non-occupée (que je nommerai désormais Zone Sud, tandis que je désignerai comme Zone Nord ce que j'ai désigné jusque-là comme étant la Zone occupée). Après le sabotage de la flotte française à Toulon, Pétain n'avait plus d'atouts dans son jeu. Le roi était nu ! Les honnêtes gens qu'il avait bernés

étaient dessillés. D'autant que la mise sur pied de la Milice enlevait toute illusion sur la nature du régime. Et la victoire de Stalingrad rendait confiance à beaucoup...

Mais les Américains, plus que jamais opposés à de Gaulle, l'avaient tenu dans l'ignorance du débarquement auquel n'avaient pas été associées les Forces Françaises Libres. Il s'agissait pourtant à l'époque de territoires de souveraineté française. Et les Américains s'étaient appuyés, à Alger, d'abord sur l'amiral Darlan<sup>2</sup>, l'homme qui avait le plus fait pour entraîner la France dans la collaboration militaire avec le Reich ! Et, après la mort

<sup>2</sup> François Darlan (1881-1942) : sorti de l'école navale en 1901, fera carrière dans la marine. Chef d'état-major de la « royale », il est fait amiral de la flotte en juin 1939. Ministre de la marine marchande et militaire le 16 juin 1940 dans le Gouvernement Pétain, il est secrétaire d'Etat puis ministre de la Marine dans les deux premiers gouvernements de l'Etat Français. Maréchaliste, partisan de la collaboration - y compris militaire - avec le Reich, il va diriger du 10 février 1941 au 18 avril 1942 le gouvernement pétainiste dont il est aussi ministre des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Marine. Nommé successeur de Pétain par l'acte constitutionnel 4 quater du 10 février 1941, il garde ce statut lorsqu'il cède la direction du gouvernement à Pierre Laval le 18 avril 1942. Nommé commandant en chef de l'Armée de l'Armistice, il est présent fortuitement en Algérie lors du débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942. Après avoir tenté d'organiser la résistance, se réclamant du « Maréchal empêché », s'appuyant sur l'administration et les forces militaires pétainistes d'Afrique du Nord, il va chercher à se faire adouber proconsul par les Alliés et est reconnu le 13 novembre par Eisenhower « Haut-commissaire pour la France en Afrique », les accords Darlan-Clark du 22 novembre réglant les rapports mutuels. La législation pétainiste répressive et antisémite est maintenue. Le 22 décembre, Darlan est abattu à Alger par le jeune résistant Fernand Bonnier de la Chapelle.

<sup>3</sup> Henri Giraud (1879-1949) : Saint-Cyrien, général d'armée en 1936, commandant le 15 avril 1940 de la 9<sup>e</sup> armée, qui va être bousculée par l'offensive allemande à Sedan le 13 mai, il est fait prisonnier le 17 avril 1942, il gagne Vichy le 28 avril. Exilé de France par les services britanniques dans la nuit du 5 au 6 novembre 1942, il n'arrive à Alger via Gibraltar qu'après que les Américains ont composé avec Darlan ; il reçoit toutefois le commandement des forces aériennes et terrestres françaises qu'il engage en Tunisie contre les Allemands. Après la mort de Darlan, les Américains l'imposent comme « Commandant en chef civil et militaire ». L'administration qu'il met en place s'appuie sur celle héritée du régime pétainiste en Afrique du Nord, il en maintient la législation antisémite et à l'égard des détenus politiques. Les suites de sa participation avec de Gaulle à la conférence d'Anfa (13-24 janvier 1943) le contraindront à accepter le 3 juin 1943 la formation du Comité Français de Libération Nationale, qu'il coprésidera avec de Gaulle jusqu'au 9 novembre 1943.

Cot quitte le gouvernement, Jean Moulin retourne dans l'administration préfectorale, il sera préfet de l'Aveyron puis d'Eure-et-Loir. Quant à Pierre Meunier, après avoir rejoint l'administration des Finances, il sera mobilisé en 1939 dans l'armée de l'Air... et démobilisé en juillet 1940, après la défaite et l'Armistice. Il retrouvera Jean Moulin, resté préfet à Chartres.

Quand Moulin, limogé le 2 novembre 1940 par le régime pétainiste, entame son action de Résistance, il va tout naturellement faire appel pour le seconder à Meunier, dont le témoignage est particulièrement précieux.

Ce sont, extraites de son livre « Jean Moulin, mon Ami » (éditions de l'Armançon, 1998), les pages relatant les efforts de Jean Moulin fin 1942-début 1943 pour créer le CNR, dont Meunier sera désigné le 27 mai secrétaire général, que nous publions ci-dessous.

de Darlan, sur le général Giraud<sup>3</sup>, qui, certes, lui, était antiallemand, mais qui laissait subsister en Afrique du Nord les principes anti-démocratiques et antisémites de la Révolution Nationale de Pétain... Sur Giraud qui n'éprouvait aucune sympathie pour de Gaulle, sur Giraud autour duquel allaient se regrouper, en Afrique comme en France, des cadres militaires naguère maréchalistes, mais qui étaient prêts à reprendre la guerre contre l'Allemagne. Sur Giraud qu'allait regarder comme chef une nouvelle organisation clandestine qui se créait en France, l'O.R.A. (Organisation de Résistance de l'Armée). Une seconde résistance, antigauilliste, prenait forme sur le territoire métropolitain.

Or, il était à craindre que ceux des mouvements de résistance déjà constitués et qui s'étaient opposés à ce que le général de Bénouville<sup>4</sup> appelle « l'obsession de Londres à prendre le commandement (de la Résistance intérieure) » pussent songer à jouer la carte Giraud - la carte américaine - contre de Gaulle. Ce qui n'était pas de nature à faciliter la tâche confiée à Jean Moulin...

Par ailleurs, pendant cette période cruciale, en réaction à la réquisition par les nazis, avec l'appui de l'administration vichyste, des jeunes travailleurs français (le S.T.O., Service du Travail Obligatoire<sup>5</sup>), on assista à la naissance

<sup>4</sup> Pierre Bénouville : né en 1914, il a été avant-guerre proche de « la Cagoule », mouvement clandestin d'extrême-droite. Mobilisé en 1939, fait prisonnier en 1940, évadé, pétainiste jusqu'en janvier 1941.

<sup>5</sup> Service du Travail Obligatoire : l'institution du STO par une loi pétainiste du 16 février 1943, faisant suite à une loi du 4 septembre 1942 ayant introduit la conscription obligatoire « pour tous les hommes de 18 à 50 ans et pour les femmes célibataires âgées de 21 à 35 ans », mobilise pour deux ans les jeunes gens afin - selon le communiqué officiel - de « répartir équitablement entre tous les Français les charges résultant des besoins de l'économie française. Cela, répond de fait aux besoins - et exigences - de main-d'œuvre de l'économie allemande, dont la plupart des hommes ont été mobilisés. Elle fait suite à l'échec des campagnes pour le travail volontaire en Allemagne ou de « relève » de prisonniers français par des travailleurs volontaires. Plusieurs centaines de milliers de Français seront ainsi envoyés en Allemagne, plus de 200 000 seront réfractaires et se cacheront, nombre d'entre eux rejoignant les maquis, qui s'étoffent.

LES NOTES, LE CHOIX DES PHOTOS ET LES INTER-TITRES EMANENT DE LA REDACTION DU JOURNAL DE LA RESISTANCE

<sup>1</sup> Jean Moulin, parachuté le 2 janvier 1942 en Provence, de retour de Londres, en tant que « Délégué du Comité National pour la zone non directement occupée de la métropole », va confier en août 1942 à Daniel Cordier la création du secrétariat de la délégation générale, qui s'installera en mars 1943 à Paris...

spontanée d'une nouvelle forme de résistance : les maquis. En fait, avec l'afflux des réfractaires au S.T.O. et aussi avec le ralliement, en Zone Sud, de militaires de l'Armée d'armistice qui venaient d'être dissoute, la Résistance changeait d'échelle... Mais, à charge des mouvements, il fallait organiser cette foule de nouveaux venus, l'encadrer, la nourrir, l'équiper, l'armer. Une masse de manœuvre importante que Frenay<sup>6</sup> et les mouvements de Zone Sud pensèrent lancer sur-le-champ dans l'insurrection. Il est vrai que ceux qui avaient pris langue avec Giraud, avant que les services secrets américains ne le fissent passer en Afrique du Nord, avaient été bercés d'illusions par ses visions stratégiques sans fondements.

Mais, dans l'immédiat, il fallait de l'argent pour faire face à cet afflux de clandestins. Moulin, qui avait la charge de distribuer aux mouvements les maigres subsides qu'il recevait de Londres, fut pris de court. Frenay qui, certes, avait à affronter de lourdes responsabilités, aidé par Bénouville, rallié à Combat après la disparition du Réseau Carte<sup>7</sup>, eut recours à la «*filière suisse*» : ils entrèrent en contact avec les services secrets américains à Berne ; eux pouvaient fournir les dollars et promettre des armes. Et on sait quel était l'état d'esprit des dirigeants américains à l'égard de De Gaulle. Et réciproquement. Colère de Jean Moulin qui, s'opposant farouchement à ces manœuvres, s'acquittait de solides inimitiés.

## UN TRAVAIL DE PÉNÉLOPE

Alors qu'avait progressé considérablement l'œuvre d'unification de la Résistance sous la direction du général de Gaulle, Moulin voyait sans cesse tout remis en question. Il avait à charge un travail de Pénélope : chaque nuit était défait ce qui avait été tissé dans la journée. Pourtant, même sans grands moyens d'exercer son commandement, presque sans liaisons et avec un secrétariat encore rudimentaire, se fâchant parfois, parfois négociant ou composant, il tenait

fermement en main les fils qu'on cherchait à lui arracher.

Si on ne comprend pas cela, on s'expose à mal envisager les difficultés auxquelles nous nous heurtâmes et le climat empoisonné dans lequel prit naissance, en Zone Sud, le drame de Caluire<sup>8</sup>.

Peu à peu, Chambeiron<sup>9</sup> et moi avions affiné nos méthodes de travail clandestin. Surtout à la suite des observations des résistants communistes que nous rencontrions, celles d'Auguste Gillot et celles de Pierre Villon, qui dirigeait le Front National. Nos rencontres se multipliaient et voyions Villon au moins une fois par semaine. Obstination, ils refusaient les rendez-vous que nous leur donnions dans les cafés. Les cafés, disaient-ils étaient des lieux bien commodes, mais pas sûrs du tout... Il y avait là, assis à des tables voisines de celle que nous pouvions occuper, des consommateurs inconnus qui pouvaient bien être des agents ennemis aux aguets. Et les patrons d'établissement étaient soumis à des pressions de la police de Pétain ; une police très efficace, qu'il ne fallait pas sous-estimer. On ne dira jamais assez le mal que fit, par exemple, la Brigade Spéciale du commissaire David, aux ordres de Bousquet

fimes héberger chez des connaissances qui, tout en étant favorables à la Résistance, n'y étaient pas engagés. De braves gens qui risquaient gros et à qui on ne rend pas suffisamment hommage...)

## DE LYON À PARIS...

Malgré l'entrée des troupes allemandes en Zone jusque-là non occupée – et l'extension de la Zone occupée par les Italiens – la Ligne de démarcation subsistait, bien que le franchissement devint peu à peu plus aisé. De ce fait, une fraction de l'activité de direction de la Zone Sud – qui avait fait de Lyon, en concurrence avec Paris, une des deux capitales de la Résistance – fut transférée au bord de la Seine. Néanmoins, une partie des décisions qui intéressaient le sud du pays continua à se traiter à Lyon et les organismes mis en place n'exerçaient leur activité que dans une zone... Source de complications.

Au Sud, avec la création de l'Armée Secrète (A.S.) et des Mouvements Unis de la Résistance (les M.U.R.), l'unification progressera vite, mais au prix de conflits et de frustrations... Ce furent Frenay avec Emmanuel d'Astier<sup>10</sup>, de retour du voyage à Londres, que Moulin avait projeté de faire avec eux et avec Jean-Pierre Levy, qui apportèrent à Moulin le courrier concernant la mise en place de l'A.S. et du Comité de Coordination des trois mouvements.

Des groupes paramilitaires, dont la fusion allait donner l'A.S. des M.U.R., les plus fournis et les mieux organisés étaient ceux de l'A.S. de Combat : Frenay avait espéré prendre, de ce fait, le commandement de l'ensemble de l'A.S... Mais ce fut le général Delestraint<sup>11</sup>, le 11 novembre 1942, alors même que la Wehrmacht franchissait la Ligne de démarcation, qui fut désigné comme chef. Delestraint avait eu une attitude de grande rigueur morale, mais n'avait pas fait partie d'un mouvement de Résistance. C'est pourquoi il avait été choisi : par ce choix, de Gaulle entendait qu'aucun des deux



Jean Moulin.

... Nos amis préconisaient les rencontres dans la rue, à proximité d'une bouche de métro ou dans des banlieues lointaines. Ils n'attendaient jamais plus d'une ou deux minutes l'interlocuteur retardataire. Pour ne pas risquer d'être «*coupés*», ils avaient la précaution, lors de la prise de rendez-vous, de fixer un «*repêchage*», comme ils disaient. Mais dans un café, jamais ! (...)

Au mois de mars 1943, après l'arrestation de Frédéric-Henri Manhès, nous dûmes, Simone et moi, déguerpir de l'hôtel du Grand Turenne. Nous nous

<sup>6</sup> Henri Frenay (1903-1988) : Né dans une famille catholique et patriote, saint-cyrien, élève de l'École supérieure de guerre, capitaine en 1940, fait prisonnier, il s'évade. Affecté à l'été 1940 au 2<sup>e</sup> Bureau de l'Armée, il affiche une loyauté à l'égard de Pétain et une proximité avec ses idées. Toutefois, le 24 janvier 1941, mis à sa demande en congé d'Armistice, il rejoint Lyon, entre en contact avec la Résistance et crée le journal clandestin «*Vérités*». Il participe à l'automne 1941 à la fondation du Mouvement de Libération Française, plus connu sous le nom de son journal : Combat. Frenay souhaitera l'unification de la Résistance, mais en y jouant le premier rôle, et en totale autonomie par rapport à de Gaulle, ce qui l'oppose à Moulin...

<sup>7</sup> Réseau Carte, du pseudonyme de son fondateur André Girard. Il se veut apolitique, hostile au gaullisme, il privilégie le renseignement.

<sup>8</sup> Arrestation à Caluire le 21 juin 1943 de Jean Moulin et de plusieurs autres dirigeants de la Résistance (dont Raymond Aubrac de «*Libération-sud*», Henry Aubry et René Hardy de «*Combat*», le colonel Schwartzfeld de «*France d'Abord*...), réunis pour désigner à la tête de l'Armée Secrète (A.S.) un successeur au Général Delestraint, arrêté à Paris le 9 juin. La responsabilité de René Hardy, un proche de Bénouville et de Frenay, dans les arrestations de Caluire sera invoquée par de nombreux résistants.

<sup>9</sup> Robert Chambeiron (1915-2014) : effectuant son service militaire au ministère de l'Air, il sera fin mars 1937, pour pallier l'absence de Pierre Meunier, malade, sollicité pour venir travailler au cabinet de Pierre Cot, où il fera la connaissance de Jean Moulin ; y restant jusqu'au 8 avril 1938. Mobilisé en 1939 dans l'armée de l'Air, il sera démobilisé en octobre 1940. De retour à Paris, il reprendra contact avec Pierre Meunier. Lorsque celui-ci acceptera début novembre d'aider Jean Moulin dans l'action de Résistance qu'il entreprend, il suggérera – Moulin donnera son accord – de s'adjoindre Chambeiron. Lequel sera ainsi l'adjoint de Meunier durant toute la période de la clandestinité jusqu'à la Libération, notamment au secrétariat du CNR.

<sup>10</sup> Emmanuel d'Astier de la Vigerie, journaliste, constitue à l'automne 1940, un petit groupe de Résistance, «*La Dernière Colonne*», auquel participent notamment le philosophe Jean Cavailles, Lucie Samuel (Aubrac), agrégée d'Histoire et Raymond Samuel (Aubrac), un ingénieur, officier du génie, évadé. La «*Dernière colonne*» va mettre sur pied dans plusieurs villes de Zone Sud une campagne de collage d'affiches combattant la politique de collaboration de Pétain. En juillet 1941 paraît le premier numéro du journal clandestin «*Libération*», qui diffusera de 10 000 à 200 000 exemplaires (en 1944). La «*Dernière Colonne*» est à l'origine de l'un des principaux de la zone Sud : «*Libération-Sud*» (pour le différencier de «*Libération-Nord*» en zone occupée).

<sup>11</sup> Charles Delestraint (1879-1945). Général de brigade, il eut sous les ordres de Gaulle à Metz pendant deux ans puis lors de la campagne de 1940. Mis à la retraite après l'Armistice, il manifeste un état d'esprit patriotique qui le feront contacter en août 1942 pour prendre la tête de l'«*Armée secrète*» (AS), en constitution à partir des formations militaires des trois mouvements de zone Sud regroupés dans les M.U.R. ; ce qu'il acceptera après un échange de courriers avec de Gaulle, établissant son P.C. à Lyon. En février-mars 1943, il partira à Londres pour recueillir l'appui de de Gaulle face à Frenay qui récuse sa volonté de séparer l'action de l'A.S. de celle des mouvements. Le 9 juin 1943, il est arrêté à Paris par la Gestapo, déporté au Struthof puis à Dachau, où il sera abattu par les S.S. en avril 1945.

mouvements qui seraient tenus à l'écart ne se sentit frustré d'un commandement qui serait confié à un membre du troisième, Frenay prit ombrage de n'avoir pas été désigné et s'entendit très mal avec le général Delestraint. Et réciproquement. Surtout après qu'au sein des M.U.R. Frenay eut été désigné comme «chargé des affaires militaires» et fut donc en mesure de contrôler Delestraint. Et il fallait convenir que le Général, qui affronta le danger, la captivité et la mort avec un courage qui force l'admiration, était peu rompu aux prudences de la clandestinité.

Quant aux M.U.R., déjà coiffés par un Comité de Coordination de la Zone Sud, ils réalisèrent, jusqu'à un certain point, la fusion des trois mouvements de Zone Sud, dépouillés toutefois de leurs groupes paramilitaires. Ce fut fait en janvier 1943 : dans le directoire siégeait Moulin, qui en assumait la présidence avec voix prépondérante, Henri Frenay (*Combat*), Emmanuel d'Astier de la Vigerie (*Libération*) et Jean-Pierre Lévy (*Franc-Tireur*). Cependant, chacun des trois chefs historiques conservait sa «clientèle» et continuait à diriger certaines activités qui étaient dévolues en propre à son organisation...

## MOULIN ET DELESTRAINT

Un grand pas avait été accompli : conformément à ce qu'avait voulu le général de Gaulle secondé par Moulin, Moulin et Delestraint, tous deux chargés de mission par de Gaulle, avaient coiffé les M.U.R. et l'A.S... Moulin s'appuyant sur les services centraux, disposant des liaisons, responsable de la ventilation des maigres fonds qu'il recevait de Londres, apparaissait comme le grand patron en Zone Sud. Avec tous les dangers que cela implique.

En Zone Nord, nous étions moins avancés. J'ai déjà dit que Moulin, en 1941, avait été chargé par de Gaulle d'une mission préparatoire en France occupée et c'est Manhès<sup>12</sup>, son premier adjoint, qui avait été délégué à cette tâche, Robert Chambeiron et moi, restant sur place, prenant les contacts, diffusant les consignes que nous recevions

de Moulin... Mais parallèlement à nous, Rémy et son réseau de la C.N.D. prenaient langue surtout avec les communistes et, lorsque arrivèrent en France Brossolette (Brumaire) puis Passy<sup>14</sup> (Arquebuse), ils s'efforcèrent de nous gagner de vitesse en constituant un Comité de Coordination de Zone Nord...

La situation était à la fois simple et complexe. Simple parce que, en Zone Nord, les résistants avaient été d'emblée confrontés à l'occupant : l'hypothèque Pétain n'avait pas pesé et très rapidement le général de Gaulle était apparu comme le seul fédérateur possible. Complexe, parce que les cartes furent brouillées par l'interférence entre notre action et celle de Brossolette et Passy... Visiblement, profitant de l'absence de Moulin qui était d'abord à Londres puis en Zone Sud, ils voulaient lui couper l'herbe sous les pieds en mettant au point un Comité de Coordination et en organisant une A.S. Zone Nord avant son arrivée. (...).

Passy, dans son livre, m'a attaqué avec une violence incroyable, m'insultant, m'accusant de m'être, après l'arrestation de Manhès, conduit comme un pleutre. Mais Passy s'en est pris à tellement de gens... Il a osé accuser les F.T.P., dont les actions héroïques étaient admirées même de ceux qui s'opposaient à l'action immédiate, de tirer gloire d'actes aussi insignifiants que l'assassinat d'un vieux territorial allemand ou le vol de polochons dans un dortoir... Je ne peux que déplorer qu'un aussi valeureux résistant se soit laissé à ce point dominer par ses *a priori* et ses haines personnelles. Je n'entrerais pas dans ce jeu puéril... Je n'aime pas l'homme qui m'a insulté aussi basement, mais j'estime le résistant.

Brossolette avait l'ambition que lui conférerait sa grande valeur. Une ambition légitime. Et il était doué d'un courage

peu commun, Mais il avait la dent dure et l'accusation facile : Rémy en sait quelque chose. Il était offusqué de la place que Jean Moulin avait prise... Et il ne faut pas oublier, comme l'a fait remarquer sa veuve, Mme Gilberte Brossolette, qu'en raison des difficultés de transmission, il n'est pas impossible qu'il ait ignoré un temps les instructions du général de Gaulle. (...) Brossolette fut un résistant exemplaire et face à la torture et à la mort, il se comporta en héros. Ce que je dis et dirai des deux hommes est un simple constat de ce que j'ai vu et entendu.

En fait, l'un et l'autre étaient opposés à la reconnaissance des partis engagés dans la lutte contre l'occupant, opposés à la création du Conseil National de la Résistance qui impliquait qu'une place fut faite, même à ceux des partis qui, en réalité, n'existaient plus. Commune opposition qui tenait à des raisons diverses sûrement : Passy semblait ne connaître du monde des partis que ce qu'en disait, avant la guerre, la presse d'extrême-droite ; quand à Brossolette, qui avait joué un rôle éminent au Parti Socialiste, il envisageait de créer après la guerre une espèce de parti unique, à la fois gaulliste et travailliste. Son opposition à la création du C.N.R. où seraient représentés les partis engagés dans la Résistance est d'autant plus surprenante que les premières initiatives qui conduisirent à la conception de cet organisme venaient des socialistes : Léon Blum, tenu en captivité par Pétain, dans une lettre qu'il avait pu faire passer à de Gaulle, en avait évoqué le principe ; Daniel Mayer, qui avait clandestinement regroupé au sein du C.A.S. (Comité d'Action Socialiste) les éléments épars du Parti Socialiste, s'en était fait le champion. Brossolette, lui, adopta résolument l'optique des réseaux.

## BESOIN DE LÉGITIMITÉ

Et pourtant, pour faire face aux intrigues nouées à Alger – et ailleurs ! – par les Américains, de Gaulle avait un besoin urgent d'asseoir sa légitimité, de prouver que les forces vives de la Nation – donc les partis étaient derrière lui. Et je sais que Moulin pensait que la restauration de la démocratie était inconcevable sans partis politiques. C'est vrai que le problème des partis était complexe. Les mouvements, en gros, y étaient farouchement opposés. Sauf, bien sûr, le Front National... Dans le fond, de Gaulle aussi, sûrement... Pourtant, quoiqu'on en ait dit, le Parti Communiste jouissait d'un grand prestige en raison de l'efficacité de son action : Rémy, très tôt, s'y était intéressé et il emmena à Londres, au début de 1943, Fernand Grenier<sup>15</sup> qui fut reçu, non à titre personnel, mais en tant que représentant du Comité Central. Cela indisposait le Parti Socialiste renaissant dans le C.A.S. De son côté, lorsqu'il s'agira de régler la constitution du C.N.R. le Parti Communiste manifestera un grand appétit : outre son délégué, qu'on lui laissera choisir, il y aura

<sup>12</sup> Frédéric Henri Manhès (1889-1959) Blessé lors de la Première Guerre mondiale, directeur dans l'Édition puis travaillant dans l'industrie alimentaire dans l'entre-deux guerres, il assiste en 1936 aux débuts de la Guerre d'Espagne et, à son retour en France, entre dans l'équipe de Pierre Cot, ministre de l'Air du gouvernement de Front populaire. Il y fait la connaissance de Jean Moulin, directeur du cabinet civil. Le 1<sup>er</sup> novembre 1937, il est admis à servir en situation d'activité dans l'Armée de l'Air. Commandant d'unité à la Base aérienne de Villacoublay, puis à celle de Saint-Cyr, il est promu au grade de commandant le 15 juin. Réclamant sa démobilisation dès l'annonce de l'armistice de juin 1940, il l'obtient le 12 août et commence le travail de résistance à l'ennemi dès septembre, reprenant contact avec Jean Moulin. Il s'affilie au groupe de Résistance "Ceux de la Libération" créé en zone occupée fin 1940 par Maurice Ripoche. Engagé dans les FFL en avril 1941 sous le nom de Frédéric Monceau avec le grade de lieutenant-colonel, il travaille à partir de janvier 1942 aux côtés de Jean Moulin en qualité d'adjoint à l'organisation de la résistance en zone non occupée, puis sera aussi chargé du même travail en zone nord ; et plus particulièrement de la coordination des mouvements de Résistance de la zone occupée. Le 1<sup>er</sup> juin 1942 il est promu au grade de colonel dans les FFL. Il crée un réseau d'action, de renseignements et d'évasion qui prend pour nom son second prénom (et pseudonyme) et devient le réseau "Frédéric" des FFL. Le 27 janvier 1943, il part pour Londres par

une opération aérienne organisée dans la région de Lons-le-Saulnier et est nommé délégué du Comité national français (CNF) pour la zone occupée. De retour en France le 14 février, il est arrêté par les Brigades spéciales à Paris, le 3 mars 1943. Transféré à la Police allemande le 5 avril 1943, il est incarcéré au Cherche-midi, puis à Fresnes, il sera déporté en janvier 1944 à Buchenwald. <sup>13</sup> Pierre Brossolette (1903-1944) : normalien, agrégé d'histoire, il devient journaliste en 1926. Il adhère au Parti socialiste SFIO en 1930. Antimunichois, mobilisé comme officier de réserve, il échappe à la captivité en 1940. Antifasciste, anti-pétainiste, il entre fin 1941 en contact avec le Réseau du Musée de l'Homme et, après son démantèlement, avec la Confrérie-Notre-Dame, ainsi qu'avec le Comité d'Action Socialiste et Libération-Nord ; il en nouera d'autres avec Combat, l'OCM, Libération-Sud... Appelé à Londres, il devient fin 1942 l'un des adjoints de Passy (Dewawrin) à la tête du BCRA. Il est fait Compagnon de la Libération le 17 octobre 1942. Il effectuera plusieurs missions en France. N'ayant pu succéder à Jean Moulin, il est rappelé à Londres. Arrêté le 3 février 1944 en Bretagne alors qu'il cherche à s'embarquer vers l'Angleterre, identifié le 16 mars, transféré à Paris, torturé, il se suicide le 22 mars pour ne pas parler.

<sup>14</sup> André Dewawrin (1911-1998) : Polytechnicien, professeur de fortifications à Saint-Cyr, participe à la campagne de Norvège d'aviation à début juin 1940, est repilé en Angleterre et, après l'Appel du 18 juin, se rallie à de Gaulle, qui lui confie le 1<sup>er</sup> juillet 1940 la création des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Bureaux de son état-major ; qu'il dirigera sous le pseudonyme de Passy et qui deviendront à l'été 1942 le Bureau Central de Renseignements et d'Action (BCRA). Au printemps 1942, il se lie d'amitié avec Pierre Brossolette (Brumaire), qu'il rejoint (avec le pseudonyme d'Arquebuse) en France dans la nuit du 26 au 27 février 1943. Alors que se pose la question de la structuration unifiée de la Résistance.

Villon qui, bien que représentant le Front National, était lui aussi communiste ; et la revendication sera avancée que les F.T.P. eux aussi fussent représentés, indépendamment du Front National... Il avait également été tenté, en vain, d'y assurer une représentation des «Comités Féminins» du Front National. C'est sans doute dommage, en ce qui concerne ces comités : lorsque l'on considère la part que les femmes prirent à la lutte clandestine, on ne peut que regretter qu'aucune d'entre elles ne siégeât au C.N.R. Moulin s'opposa à ces prétentions, bien qu'il ait pris conscience du rôle important joué par les communistes dans la Résistance ;

Mais il faut rappeler que le Front National «ratissait large» : il disposait d'une organisation territoriale bien structurée, ses services imprimaient une presse nationale et locale très diffusée et ses comités spécialisés, Comités Féminins, Front Patriotique des Jeunes, Front National des Musiciens, des Écrivains, des Architectes, des Juristes, des Médecins... attirèrent une clientèle très diversifiée sociologiquement et aux opinions souvent fort éloignées du marxisme. Et, avec les F.T.P., il disposait de sa propre «Armée Secrète» engagée dans l'action immédiate. Aux yeux de certains, il pouvait bien apparaître comme une structure manipulée par le Parti Communiste et susceptible de coiffer l'ensemble de la Résistance. Un C.N.R. avant la lettre. Ce qui, à certains, apparaissait comme fort inquiétant et, en tout cas, n'entraînait ni dans les projets de Jean Moulin ni dans les instructions qu'il avait reçues.

Quant aux autres formations politiques, même le Parti Radical, elles n'existaient plus en fait ; ce qui ne doit pas faire oublier que certains de leurs membres participaient à la Résistance fort activement.

Ni oublier surtout, que de Gaulle, contesté par les Américains, avait besoin, pour leur résister, de toutes les forces vives de la Nation, même de celles qui paraissaient plus mortes que vives.

À propos de la représentation des partis, deux thèses opposées ont été avancées. Les uns prétendent que c'est Moulin qui a réussi à circonvenir de Gaulle, faisant en sorte qu'on inclut, dans la seconde mission qui lui fut confiée, l'intégration des partis au C.N.R. en gestation. D'autres prétendent le contraire : ce serait de Gaulle qui aurait imposé cette démarche à Moulin réticent. Je crois que ces deux thèses sont fausses et absurdes. Je sais que Moulin jugeait utile le rôle des partis aussi bien

dans la lutte, qu'ensuite, lorsqu'il faudrait restaurer la République. Quant à penser que de Gaulle, en une telle matière, se serait laissé manœuvrer. En réalité, la situation était mûre pour que le problème fut posé et les circonstances l'exigeaient.

Je ne voudrais pas donner l'impression que les responsables de la Résistance, dont je décris les désaccords, se comportaient comme des crabes dans un panier, s'entre-déchirant en querelles basses intéressées tandis que les résistants de la base, avec abnégation, risquaient leur vie. Tous étaient des hommes de caractère et de foi, chacun convaincu de la justesse de ses conceptions, chacun confronté à ses propres problèmes, ignorant parfois, en raison du manque d'informations lié à la clandestinité, les préoccupations des autres. Tous soumis à un régime de vie difficilement supportable et à des tensions nerveuses terribles, Qu'ils se soient heurtés les uns aux autres, qui s'en étonnerait ? Ce qui n'excuserait pas, naturellement, les chausse-trapes de la trahison tendues sous les pieds d'un camarade de combat. Ce qui ne justifie pas que, longtemps après, le temps de la réflexion seraine venu, la plume à la main, certains



De Gaulle passe en revue des troupes de la France Libre à Londres.

aient choisi de sang-froid de recourir à la médisance, la calomnie, aux insultes. Mais les hommes de la Résistance étaient des hommes comme les autres, avec leurs qualités et leurs défauts.

Et, ajouterai-je, dire les erreurs ou les appréciations non fondées d'un responsable n'implique pas une mise en cause de l'ensemble d'un réseau ou d'un mouvement : combien de résistants se sont affiliés à une organisation sans savoir quelle était son orientation ? La Résistance, en bloc, est respectable : même s'il faut en parler sans faux semblants, il faut le faire avec retenue.

De juillet 1942 au printemps 1943 se déploya, dans les deux zones, à Londres et à Alger, des va-et-vient incessants entre la métropole et Londres, en ce qui concerne ceux qui faisaient confiance à de Gaulle ; entre la métropole et Alger en ce qui concerne ceux qui reconnaissaient l'autorité de Giraud. Tout cela ne saurait entrer dans le cadre de mon témoignage. J'ai résumé ce qui constitue la toile de fond de cette activité.

## «CE DONT J'AI ÉTÉ TÉMOIN»

Je voudrais maintenant m'en tenir à ce dont j'ai été le témoin, ce à quoi j'ai participé, ce qui m'a touché de si près que je dois en parler.

A ce moment, autour de Manhès, l'équipe s'était consolidée grâce à l'affectation de deux hommes arrivés de Londres en même temps que Daniel Cordier, l'enseigne de vaisseau Jean Ayral<sup>16</sup> (Pa) et un opérateur radio, Pal W. Le travail en Zone Nord en fut facilité. Et de son côté, Rémy, qui était revenu en France avait pris contact avec Beaufile (Parti Communiste) et Villon (Front National) ainsi qu'avec les F.T.P. Ces contacts préluèrent au ralliement officiel du Parti Communiste à la France combattante du général de Gaulle, ralliement matérialisé par le voyage de Fernand Grenier à Londres.

Au début de 1943, tandis que Manhès partait à Londres, ce qui nous handicapait, Pierre Brossolette arrivait en France. C'était la fameuse mission Brumaire qui deviendra Arquebuse-Brumaire lorsque Passy l'aura rejoint. Très vite, avec une efficacité remarquable, Brossolette entre en pourparlers avec les différents mouvements et a le contact avec *Ceux de La Libération*, *Ceux de la Résistance* et le *Cercle*<sup>17</sup>.

Villon écrit que c'est moi qui le mis en contact avec lui : je crois qu'il se trompe. Même après le retour de Manhès, le 13 février, qui transmet à Brossolette des instructions qui devraient le freiner, il force l'allure : il se sent les mains libres puisque Moulin, le 13 février, a croisé Manhès. Alors que l'un descend du *Lysander*, l'autre se hisse à bord.

C'est au moment précis où les deux amis se croisent que se déroule la scène déjà racontée, mais qui me semble d'une grande importance. Les deux hommes se saluent et Manhès arrivant tente de retenir Moulin qui embarque :

- Ne pars pas ! Reste en France !

Il a été dit que le chef de l'opération aérienne avait brusqué les choses et, s'adressant à Moulin, lui aurait intimé :

- J'ai ordre de vous emmener, je vous emmène !

On me permettra d'avoir une vue un peu différente des choses. Si Moulin avait alors décidé de rester, il serait resté. Je connais son caractère !

S'il est parti, négligeant la pression de Manhès sans demander de rapides éclaircissements, c'est qu'il savait sans

<sup>16</sup> Jean Ayral (1921-1944) : Ayant entendu l'Appel du 18 juin, il s'embarque à Bayonne et gagne Gibraltar avant d'arriver en Angleterre. D'abord engagé dans la Royal Navy, il rejoint les Forces Françaises Libres en 1941. Parachuté en France le 27 juillet 1942 sous le nom de code Pal avec le radio François Briant (Pal W) et Daniel Cordier (Bip W), qui va devenir le secrétaire de Jean Moulin, il va être envoyé en zone Nord auprès de Manhès par Jean Moulin, qui lui confie en mars 1943 la responsabilité du Bureau des Opérations Aériennes (B.O.A.). Arrêté à Paris le 27 avril 1943, il s'évade d'un siège du Sipo-SD et, sur ordre de Jean Moulin, regagne Londres. Ayant réintégré la Marine, il sera à la veille du débarquement de Provence parachuté le 12 août 1944 avec un commando près de Toulon. Le 21 août, il sera tué par erreur par un détachement du Bataillon de choc français. Il avait été fait Compagnon de la Libération le 10 décembre 1943.

<sup>17</sup> Fernand Grenier (1901-1992) : Député de Saint-Denis, déchu de son mandat le 21 janvier 1940 comme tous les députés communistes n'ayant pas désavoué le Pacte germano-soviétique. Il est arrêté le 5 octobre 1940, transféré en mai 1941 au camp de Châteaubriant dont il s'évade le 19 juin. Il va être chargé par la direction clandestine du Parti communiste des contacts avec la Résistance non communiste. Après sa rencontre avec Rémy, le 26 novembre 1942, il sera envoyé le 11 janvier 1943 à Londres comme représentant du Parti communiste auprès du général de Gaulle.

doute ce qui avait motivé la démarche de son ami : on voulait, en France, s'opposer à l'œuvre d'unification telle qu'il la concevait et telle qu'elle lui avait été confiée... Moulin est parti, sûr qu'à Londres il trouverait l'appui décisif. Plutôt que de livrer un combat subalterne, il préférerait sans doute que la question fut tranchée au sommet. Et il avait raison, car le 21 février de «nouvelles instructions» étaient édictées, qui confirmaient et précisaient sa mission...

### MISSION ARQUEBUSE-BRIMAIRE

Le 27 février arrive Passy qui rejoint Brossolette. A-t-il, lui chef du B.C.R.A., connaissance des nouvelles instructions ? Si oui, les communique-t-elles à Brossolette ? En tout cas, les deux hommes d'Arquebuse-Brumaire forcent encore l'allure et se mettent au travail avec frénésie : ils veulent placer Moulin devant le fait accompli : avant son retour à Paris, un Comité de Coordination de Zone Nord et une AS de Zone Nord doivent être sur pied.

Nous, à Paris, nous sommes en premières lignes !

Brossolette nous avait fixé rendez-vous, à Chambeiron et à moi dans un café qui n'existe plus, boulevard Saint-Germain, à côté de La brasserie Lipp, au coin de la rue de Rennes. Là où aujourd'hui se trouve un grand drugstore. La date précise, je l'ignore et lorsque j'ai consulté Robert Chambeiron au sujet de cette rencontre, il m'a confirmé dans mon souvenir : Passy n'accompagnait pas Brossolette.

La conversation que nous eûmes nous indisposa. Brossolette, qui semblait ignorer les liens d'amitié qui existaient entre nous et Moulin et dont nous n'avions pas à lui faire confiance, se mit à dénigrer Jean : c'était un ambitieux, il n'avait rien à faire en Zone Nord ! Lui, Brossolette, était chargé de mettre sur pied un Comité de Coordination et il conférerait à l'O.C.M.<sup>17</sup> un rôle prépondérant.

Nous sortons abasourdis, bien décidés à réagir contre cette agression et à mettre Moulin au courant de ces projets et de cette attaque *ad hominem*... J'adresse un courrier qui attendra Moulin à Lyon, lui demandant de venir d'urgence à Paris.

Le 3 mars, Manhès était arrêté. Comme prévu, je le remplaçai et devins le premier adjoint de Jean Moulin. Mais, bien sûr, je dus prendre des précautions et changer de logement. Manhès connaissait mon domicile au Grand Turenne : la veille de son arrestation, pris par l'heure ou fatigué, il avait, lui aussi, voulu coucher au Grand Turenne. Je l'en avais dissuadé et il était parti chercher refuge rue de Rome, dans une espèce d'entrepôt qui lui appartenait. Une sou-

rière était-elle tendue la ? Ou avait-il été filé ? En tout cas, je ne pouvais rester. Ce qui était conforme aux règles de sécurité.

Passy, mis au courant, eut une gentillesse pour moi : par l'intermédiaire de Fernand, un de ses agents de liaison que je rencontrais à Vincennes, il me proposa de m'aider pécuniairement et me transmit ce conseil :

- Mettez-vous au vert, vous êtes grillé !

Ce qui ne l'a pas empêché, dans «Missions secrètes en France» d'affirmer que j'avais eu peur et que j'avais déserté... Je crois que Passy ne m'a jamais pardonné d'avoir été témoin, quelques jours plus tard d'une scène qui lui fut pénible et surtout que j'en reste le seul témoin survivant. Et il est vrai que Chambeiron et moi, après avoir été mis au fait des plans d'Arquebuse-Brumaire, nous n'avions nulle envie de les aider à réaliser ce que nous savions être un sabotage de la mission confiée à Jean Moulin...

Jean Moulin était rentré en France, en compagnie du général Delestraint et de Christian Pineau<sup>18</sup> le 20 mars à Lyon, il avait trouvé mon message.

Le 26, Brossolette avait mis sur pied son Comité de coordination, constitué malgré les instructions de De Gaulle et dans lequel il avait réuni cinq mouve-



À Alger de g. à d. fin 1942 : Eisenhower, Darlan, l'amiral britannique Cunningham et... Giraud.

ments de Zone Nord, dont, naturellement, l'O.C.M., mais aussi le Front National, représentant le Parti Communiste et au titre syndical, la C.G.T. ! Ce qui ne laisse pas d'être surprenant, lorsque l'on se souvient de son hostilité à la représentation des partis politiques et me semble établir pleinement sa volonté de prendre Moulin de vitesse sur son propre terrain.

Le 30, Il réunissait ce comité...

Le lendemain, Moulin, arrivait à Paris...

<sup>17</sup> Organisation civile et militaire : Elle naît à Paris en décembre 1940 de la fusion de l'«Équipe Française d'Organisation du Redressement», de l'industriel de droite mais antinazi Jacques Arthuys, mise en place à l'automne avec d'anciens cadres de la «Confédération Nationale des associations de classes moyennes» pour organiser des passages en zone Sud non occupée et publier des Lettres aux Français, avec un autre noyau de Résistance issu de la «Confédération des travailleurs intellectuels» (C.T.I.), animé par Maxime Blocq-Mascart. L'OCM, présente dans toute la Zone Nord, participe au noyautage des administrations, et sera dirigée par Jacques Arthuys (arrêté le 21 décembre 1941) puis Alfred Toury (arrêté en mars 1944) puis Maxime Blocq-Mascart.

C'est là que se place la réunion de la rue de Rome... La veille, Moulin avait déjà rencontré Passy et Brossolette. Ce dernier ayant démenti nous avoir tenu les propos insultants que j'avais rapportés, Moulin décida de procéder à une confrontation le lendemain. Outre Moulin, Passy et Brossolette, y participèrent Ayrat et moi-même. Cette scène pénible fut d'une extrême violence, demain. Moulin ayant reproché en termes fort sévères à Passy et surtout à Brossolette - qui devait souffrir des dents car une forte chique déformait ses joues - leurs empiètements, reprochant à Brossolette les paroles qu'il avait tenues à son égard, lui retournant le compliment. La j'accompagnai jusqu'à la porte Passy qui devait partir le premier. Il ne convenait pas, pour des raisons de sécurité, que nous sortions tous ensemble. Je me souviens qu'au moment de me quitter, Passy me dit :

- «Vous avez un grand chef. Gardez-le bien !»

J'ai longtemps réfléchi à cette remarque. Passy n'ayant pas le sens de l'humour, je ne pense pouvoir l'interpréter comme une plaisanterie : gardez-le pour vous, nous, nous n'avons que faire de lui. Mais était-ce un simple conseil, quelque temps après l'arrestation de Manhès ? Ou un avertissement, Passy ayant eu vent d'un danger précis, tenant à en informer Jean que, pourtant, il ne portait pas dans son cœur.

Quelques jours plus tard, à la demande expresse de Moulin, Passy et Brossolette réunissaient leur Comité de Coordination : là, Jean Moulin, sans faire allusion aux incidents récents, tente d'apaiser l'amertume de l'O.C.M. à qui des promesses irréfléchies ont été faites, plaide pour la constitution du C.N.R. et, s'opposant aux mouvements, défend la mise sur pied, conformément au point 9 des «Nouvelles Instructions» du 21 février 1943, d'un bureau exécutif du C.N.R. qui pourra siéger en permanence.

Il a donc commencé à reprendre en main la situation, mais, au plan militaire, Passy avait créé, sur le papier, un état-major de la future A.S. de la Zone Nord, qu'il présentera au général Delestraint à la mi-avril.

Moulin repartit aussitôt pour Lyon où de nouvelles difficultés avaient surgi, notamment l'utilisation, par Frenay et Bénouville de la filière suisse dont j'ai parlé plus haut. Nouveau drame...

Et la situation se fait menaçante à Londres. A la mi-avril, Passy et Brossolette arrivent ; au même moment, Emmanuel d'Astier et Jean-Pierre Levy débarquent. Tous quatre, même si

<sup>18</sup> Christian Pineau (1904-1995) : Syndicaliste avant-guerre à la CGT, il appartient à la tendance anticommuniste «Syndicats» animée par René Belin, avec lequel il rompt quand celui-ci devient ministre du Travail de Pétain. En novembre 1940, il rédige un Manifeste du syndicalisme français et crée le «Comité d'études économiques et syndicales» regroupant des militants CGT et CFTC, qui donnera naissance au mouvement «Libération-Nord». Arrêté en mai 1943, il est déporté à Buchenwald, d'où il est libéré en avril 1945.

<sup>17</sup> Le «Cercle», mouvement de Résistance fondé par des Francs-maçons, qui s'appellera par la suite la «Ligue» puis «Patnam Recuperare».

Jean-Pierre Levy est moins virulent, sont opposés à la nouvelle mission que de Gaulle a fixée à Jean Moulin... Heureusement, Daniel Mayer<sup>20</sup>, socialiste comme Brossolette, se trouve là également, qui, lui, prend la défense du C.N.R.

A Jean Moulin, demeuré en France, reste une tâche délicate à accomplir : mettre en œuvre les termes des nouvelles instructions, Calmer les espoirs déçus de l'O.C.M., accorder mouvements, partis et syndicats qui en feront partie, passer du baume sur les plaies des «petits» mouvements qui en sont exclus et qui ressentent vivement l'injustice dont ils sont victimes.

Je ne sais si, en me cantonnant à mes souvenirs, j'ai réussi à donner, sans trop d'erreurs, une idée des problèmes qu'il fallut affronter pour qu'en France le principe même de la constitution du CNR fut envisageable. Et bien sûr, il ne faut pas perdre de vue que tout cela se fit dans des conditions matérielles précaires avec, comme une épée de Damoclès toujours suspendue sur la tête de chacun, le danger des trahisons, la menace des polices nazies et pétainistes. Et l'angoissante question qui se posait à chacun : si je suis pris, parlerai-je sous la torture ?

Sans un homme passionné et méthodique comme Moulin, sans le soutien de De Gaulle, cela eût-il été possible ?

## LE CNR

Le 7 mai 1943, tout juste deux ans ou presque avant la capitulation du Reich hitlérien à qui son Führer avait promis mille ans de prospérité, le délégué du général de Gaulle, Jean Moulin, adressait enfin au chef de la France Combattante le télégramme annonçant la constitution du Conseil National de la Résistance, pour lequel il s'était tant battu, et il communiquait, dans le secret qu'on imagine, une première liste de ceux qui siègeraient, en plein cœur du dispositif ennemi, dans l'«organe essentiel de la France qui combat».

Le 15 mai, agissant en qualité de président désigné par de Gaulle d'un C.N.R. qui ne s'était pas encore réuni, Moulin télégraphiait à nouveau. De Gaulle allait enfin être autorisé à se rendre à Alger où Giraud, épaulé par les Américains, tenait fermement les rênes. Une dure négociation, pour ne pas dire plus, allait se dérouler. Il fallait donner des atouts au chef de la France Libre ; Moulin, s'exprimant au nom des organisations qui allaient être représentées au C.N.R., écrivit :

«... le peuple de France n'admettra jamais la subordination du général de

Gaulle au général Giraud, et demande l'installation rapide à Alger d'un gouvernement provisoire, sous la présidence du général de Gaulle, le général Giraud devant être le chef militaire.»

Un pavé dans la mare où, à Alger, on grenouillait allègrement.

«J'en fus écrit le général de Gaulle dans ses «Mémoires de Guerre», à l'instinct même, plus fort, tandis que Washington et Londres mesuraient, sans plaisir mais non sans lucidité la portée de l'événement.»

Mais le message, maladroitement repris par Radio Londres, et entendu par les responsables des mouvements, fut mal interprété. Certains, qui n'étaient

entre Moulin et Mercier... Curieusement, Mercier portait le nom que Moulin avait choisi pour pseudonyme... Cependant Moulin, à l'époque, ne s'appela pas Mercier, mais Max.

Dans ce choix, une seule fausse note : il avait été décidé que, parmi les représentants des partis, ne figurerait aucun des anciens parlementaires qui, à Vichy, avaient abdiqué la République entre les mains de Pétain... Par erreur, Moulin avait pourtant choisi Joseph Laniel<sup>22</sup> (Fédération Républicaine). Je dois dire, par la pratique que j'ai eue du C.N.R., dont je fus le secrétaire général, que Laniel se comportera d'excellente manière...

La première réunion devait se tenir le 25 mai. Amère déception : il fallut l'annuler ! On n'avait pu joindre Louis Marin<sup>23</sup> qui devait représenter un petit parti hérité de la III<sup>e</sup> République, il n'était pas question que la première réunion au C.N.R. se tint alors que l'organisme n'était pas au complet, D'autant que, pour des raisons de sécurité, il n'était pas possible de réunir le C.N.R. en assemblée plénière à tout bout de champ. Et pourtant, ce jour avait été tant attendu...

La réunion fut remise au 27.

La frustration fut telle qu'un certain nombre de pièces ou de rapports rendant compte de la réunion du 27 furent datées du 25. Comme si cette date du 25 mai était restée gravée dans les têtes...»



Reconstitution de la 1<sup>re</sup> réunion du CNR, avec la photo de Jean Moulin à la place qu'il occupait. Debout, son successeur à la Présidence, Georges Bidault.

guère favorables au C.N.R., ni dans le fond, à la prise en main de la résistance intérieure par le Délégué du général de Gaulle regimbèrent, prompts à l'indignation, accusant Moulin d'avoir, avant même la première réunion plénière du C.N.R., anticipé sur les délibérations à venir et les décisions qui pourraient être prises : il aurait présenté comme un message adopté un texte dont il n'avait pas été débattu... Et pour cause !

Ils y virent, ou voulurent y voir, une indelicat manœuvre politique tournée contre le général Giraud - que certains ne désespéraient pas d'utiliser contre le chef de la France Combattante...

Il était dit que, jusqu'au bout, le projet risquerait d'achopper... Même à la veille de la réussite.

Les mouvements avaient été appelés à choisir chacun son délégué, mais c'est Moulin qui avait lui-même désigné les représentants des partis. A l'exception de Mercier<sup>21</sup> (Guilloux), délégué du Parti Communiste qui avait été choisi par ses camarades... Il faut dire que, quoi qu'il fut affirmé plus tard, les services de la France Combattante accordèrent, en ce domaine, un traitement de faveur aux communistes. Non par sympathie politique, mais en considération de la part qu'ils prenaient à la lutte clandestine. Cela avait été visible par la nature de l'accueil que Fernand Grenier, conduit à Londres par Rémy, y avait reçu. D'ailleurs, cela avait fort indisposé le Parti Socialiste... C'est moi qui organisais au bois de Boulogne, la rencontre

<sup>21</sup> Garçon de restaurant à 15 ans, André Mercier adhère en 1928 au syndicat CGTU des hôtels-café-restaurants et en 1933 entre à la Commission exécutive de la Fédération CGT unitaire des travailleurs de l'Alimentation, dont il devient peu après secrétaire général. Il est élu en mai 1936 député communiste du 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ayant refusé de désavouer le Parti communiste pour son approbation du pacte germano-soviétique, il est déchu de son mandat de député le 20 février 1940. Démobilisé le 5 août 1940, il intègre le noyau reconstitué dans la clandestinité la direction du Parti communiste, qui le chargera de rencontrer en mars 1943 Pierre Brossolette et Passy, puis Jean Moulin, auquel il donnera l'accord du PCF à la formation du CNR. Il le représentera à la réunion constitutive du CNR le 27 mai 1943. Désigné par le Parti communiste pour aller - via Londres - siéger en novembre 1943 à l'Assemblée Consultative Provisoire à Alger, il avait dès août été remplacé au CNR par Auguste Gillot.

<sup>22</sup> Fils d'un industriel du textile député du Calvados républicain libéral sous diverses étiquettes de 1896 à 1932, Joseph Laniel (né en 1889) lui succède en 1932 et est réélu en 1936, rejoignant le groupe de l'Alliance démocratique, l'une des principales sensibilités de centre-droit d'avant-guerre. Hostile au Front populaire, il va cependant être opposé à la politique de Munich. Le 21 mars 1940, il entre comme Sous-secrétaire aux Finances au gouvernement de Paul Reynaud, qu'il quitte le 18 mai. Le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs à Pétain, à l'égard duquel il manifeste assez rapidement des réserves. Après l'invasion de la zone Sud en novembre 1942, il gagne Paris où il va être approché par des milieux de la Résistance. Lorsque se précise le projet de constitution du CNR, il est - bien qu'ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain - sollicité pour y représenter l'Alliance Démocratique.

<sup>23</sup> Louis Marin, dirigeant depuis 1924 de la «Fédération républicaine», grand parti de la droite républicaine créé en 1903, parti de la bourgeoisie, lié aux milieux d'affaires et opposé aux réformes sociales, hostile au Front populaire, est entré, comme ministre d'Etat, le 10 mai 1940 dans le gouvernement de Paul Reynaud. Opposé à l'idée d'armistice et ayant préconisé la guerre à outrance, il quitte le gouvernement le 16 juin 1940. N'ayant pas pris part au vote des pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, il va choisir la voie de la résistance et de la clandestinité, entrant même au «Front National» clandestin. Ne pouvant participer pour la Fédération républicaine à la réunion constitutive du CNR, il y sera remplacé par Jacques Debu-Bridel.

<sup>20</sup> Daniel Mayer (1909- ), journaliste avant-guerre au quotidien socialiste Le Populaire, il est violemment antimunichois. Démobilisé en juillet 1940, il se rend en zone Sud. En contact avec Léon Blum, il met en place en juillet 1941 un Comité d'Action Socialiste clandestin - Henn Ribière fera de même en zone Nord - dont il va être le secrétaire général et qui préfigure la reconstitution fin juin 1943 du Parti socialiste, qu'il représentera au sein du CNR à partir d'octobre 1943.

## FASCISME ET ANTIFASCISME EN FINLANDE

Peuplé depuis la Préhistoire par des Lapons – appelés aussi Samis – aujourd'hui résidant dans sa partie nord, la Finlande a vu ensuite arriver des migrations de populations germaniques sur sa côte sud-ouest, puis finno-ougriennes venant des confins de l'Oural et de la moyenne Volga, qui donneront naissance aux Finnois modernes<sup>1</sup>.

C'est le Royaume de Suède qui va occuper l'actuel territoire finlandais au XII<sup>e</sup> siècle et l'évangéliser à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, y fondant l'évêché et la ville fortifiée d'Abo (Turku), les Suédois formeront la noblesse d'un pays rural, qui conservera l'usage de sa langue finnoise. En 1550, le roi de Suède Gustave Vasa fonde Helsinki.

La Finlande, aux portes de l'Empire russe, rival de la Suède sur la côte baltique, va être pendant plus de deux siècles un enjeu et un champ de batailles entre les deux pays.

Le 17 septembre 1809, à l'issue d'une dernière guerre avec la Russie (1808-1809), la Suède, par le traité de Fredrikshamn, cède au Tsar la Finlande, qui devient avec Helsinki pour capitale un Grand-duché autonome au sein de l'Empire russe, doté d'un parlement (Diète), d'une administration et d'un système d'éducation spécifiques.... Une autonomie qui sera remise en cause par une politique de russification<sup>2</sup> menée – à l'exception d'Alexandre II (1855-1881) – par les Tsars, notamment par le dernier Nicolas II.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la crise politique – conséquence de l'autocratie – et sociale frappant l'Empire russe conduit à la Révolution de 1905 ; elle affecte les grandes villes, où l'industrialisation a développé un prolétariat mais aussi les régions rurales qui se paupérisent. Et, dans les régions périphériques de l'Empire – Caucase, Pays Baltes, Pologne et... Finlande – aux aspirations sociales et démocratiques se conjuguent des revendications nationales.

La Révolution de 1905 va contraindre Nicolas II à accorder, en 1907, à la Finlande une Constitution instituant le suffrage universel. Les premières élections en 1907 donnent 80 sièges sur 200 aux sociaux-démocrates, qui aux élections suivantes en 1916 obtiendront 103 sièges sur 200.

### L'INDEPENDANCE

La Révolution de février 1917, qui va conduire à l'effondrement du régime tsariste épuisé par la guerre et à l'abdication en mars du Tsar, va initier un processus de démantèlement de l'empire : la Lituanie proclame son indépendance le 9 mars 1917, l'Estonie fait de même le 12 avril... En octobre 1917, la Révolution Bolchévique russe abat le régime « bourgeois » de Kerenski et porte au pouvoir Lénine. La Pologne proclame son indépendance le 11 novembre et la Finlande fait de même le 6 décembre, accédant pour la première fois de son histoire à la souveraineté nationale, reconnue par la Russie le 4 janvier 1918.

L'Etat finlandais va naître dans la douleur d'une guerre civile qui oppose dans toutes les contrées de l'ex-empire russe les anciens tsaristes, les partis « bourgeois », ayant pour figure de proue Kerenski, les sociaux-démocrates, aux socialistes de gauche, « révolutionnaires » et aux « bolcheviks » (communistes) conduits par Lénine.

Il va en être de même en Finlande, où la bourgeoisie finlandaise, appuyée par Kerenski, avait obtenu la dissolution de la diète « rouge » (élue en 1916) et prit le contrôle du Sénat.

Dans les centres urbains du sud du pays, les « rouges » (sociaux-démocrates) mettent en place des « gardes rouges » tandis qu'au centre et au nord, les partis « bourgeois » conservateurs constituent des « gardes blanches ».

Le 28 janvier 1918 les « Rouges » proclament à Helsinki la « République socialiste finnoise des Travailleurs », dirigée par Kullervo Manner<sup>3</sup> et Otto Kuusinen, qui va recevoir l'appui politique et militaire de la Russie bolchévique. Tandis qu'à Vaasa, au centre-ouest du pays, le Sénat installe un gouvernement blanc avec à sa tête son président Otto Lunsjo, qui va recevoir l'appui politique et militaire du gouvernement allemand.

L'affrontement entre les forces militaires des deux pouvoirs – de 70 000 hommes dans chaque camp – va se généraliser en février et mars 1918. Les « Blancs », qui bénéficient du concours d'officiers allemands et suédois, et qui ont à leur tête un ancien officier de l'armée tsariste, Mannerheim, vont surclasser les Rouges, qui perdent Tampere le 6 avril, des troupes allemandes débarquées s'emparent d'Helsinki le 14 avril, Viipuri, à la frontière russe, tombe le 29 avril. Les derniers combats auront lieu le 5 mai 1918. La guerre civile aura fait 36 000 morts, tombés dans les combats ou victimes de répressions menées par les deux camps. 113 prisonniers rouges seront exécutés, 13 000 des 86 000 internés dans des camps y mourront.

Après une tentative en octobre 1918 d'instauration d'une monarchie<sup>4</sup>, la Finlande se dote d'un régime électif au pluralisme limité : le Parti communiste, interdit en 1923, se reconstitue sous le nom de Parti ouvrier et paysan et participe aux élections jusqu'en 1930.

### FASCISME FINLANDAIS

En 1929, la tenue du congrès de la Jeunesse ouvrière et paysanne (communiste) dans le village de Lapua va être violemment contrecarrée par plusieurs centaines de paysans armés d'extrême-droite, sous la conduite d'un propriétaire foncier, Victor Kosola.

Suite à cet incident, Kosola va prendre la tête d'un « Mouvement National Patriotique de Lapua », fondé le 1<sup>er</sup> décembre 1929 et qui va recevoir le soutien de l'ancien adjoint de Mannerheim lors de la Guerre d'Indépendance, le général Walle-

nius, et de la Fédération des Anciens Gardes blancs.

Structuré militairement, avec un effectif atteignant rapidement 30 000 membres, le mouvement lapuiste va multiplier les enrôlements de militants et élus de gauche, en exécutant certains, et en expulsant d'autres en Union soviétique. En juillet 1930, 12 000 lapuistes défilent dans Helsinki et exigent la dissolution du Parti communiste (ouvrier et paysan) ; ce qui, après des élections en octobre suivant qui voient le mouvement lapuiste entrer au Parlement sera obtenu ; ainsi que celle du syndicat qui lui est proche.

Sur le plan idéologique, le mouvement lapuiste, anticommuniste, va évoluer vers le fascisme et se doter d'une milice paramilitaire (*Suomen Lukko*). Début 1932, une minorité plus radicale va s'en détacher pour constituer l'« Organisation du peuple finnois », petit parti de type nazi de quelques centaines de membres.

C'est une tentative – manquée – de coup d'Etat le 27 février 1932 qui va conduire à l'arrestation de Wallenius et Kosola, et à la décision du président de la République Pehr Svinhufvud de dissoudre le mouvement lapuiste le 24 mars suivant. Mouvement qui va se reconstituer sous le nom de « Mouvement populaire patriotique » (*Isänma allinen Kansan Liike*-IKL), qui fera élire 14 députés en 1933 et 1936. A partir de 1934, le mouvement lapuiste va recevoir l'appui des services secrets nazis.

La Finlande, conservant jusqu'à la guerre un système politique semi-démocratique, les dirigeants du Pays – le Président Svinhufvud puis à partir du 1<sup>er</sup> mars 1937 son successeur l'agrarien Kyösti Kallio – vont s'attacher à tenter de le sécuriser sur le plan international. Ainsi, la Finlande signe le 21 janvier 1932 un traité de non-agression avec l'Union Soviétique, renouvelé en 1934, et va dans le cadre d'une « Politique d'orientation nordique » se rapprocher de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie qui ont signé un pacte d'« Entente baltique ».

Le « Pacte germano-soviétique de non-agression », signé le 23 août 1939, bientôt suivi par le début de la Seconde Guerre mondiale suite à l'agression nazie contre la Pologne le 1<sup>er</sup> septembre, va modifier le contexte – politique et stratégique – en Europe nordique. En effet, son Protocole secret annexé, envisageant la disparition de l'Etat polonais et le partage de son territoire, place la Finlande avec l'Estonie et la Lettonie dans la sphère d'influence de l'URSS.

### « LA GUERRE D'HIVER »

Le 12 octobre 1939, le gouvernement soviétique présente à la Finlande un ultimatum, exigeant dans l'Isthme de Carélie un recul de la frontière de Leningrad et de la base navale soviétique de Cronstadt, distantes de seulement 32 km, la cession d'îles finlandaises du Golfe de Finlande, la location

<sup>1</sup> Ainsi qu'aux Estoniens... et Hongrois actuels.

<sup>2</sup> Le Suédois et l'Allemand sont les langues de l'administration et de l'enseignement supérieur, la population rurale parlant le finnois.

<sup>3</sup> Kullervo Manner sera de 1920 à 1935 le Président du Parti communiste Finlandais (*Suomen Kommunistinen Puolue*, SKP, fondé en août 1918). Réfugié en URSS, il y sera victime comme d'autres communistes finlandais de la répression stalinienne et mourra en 1939 au Goulag.

<sup>4</sup> Prince allemand, Friedrich-Karl de Hesse-Cassel est élu le 9 octobre 1918 roi de Finlande (Fredrik Kaarle I<sup>er</sup>) mais, parent de l'Empereur d'Allemagne Guillaume II qui abdiquera le 9 novembre, il est contraint face à l'hostilité des puissances alliées à renoncer au trône le 14 décembre.

pour trente ans de la Péninsule de Hanko au sud-ouest à la sortie du Golfe pour y installer une base soviétique. Demandes au caractère stratégique évident.

Les négociations soviéto-finlandaises, lors desquelles se succèdent jusqu'au 23 novembre propositions et contre-propositions, vont échouer.

Le 28 novembre, l'URSS dénonce le pacte de non-agression de 1932 entre les deux pays, rompt le lendemain les relations diplomatiques et, le 30 novembre, après avoir mis en scène une «agression finlandaise»<sup>5</sup> sur le village soviétique de Mainila, l'Armée rouge pénètre en territoire finlandais. C'est le début de la «Guerre d'hiver».

En dépit d'une disproportion des forces militaires (400 000 Soviétiques contre 150 000 Finlandais placés sous le commandement de Mannerheim)<sup>6</sup>, des ressources économiques et des populations des deux pays, la résistance finlandaise – causant aux Soviétiques des pertes importantes – va durer jusqu'en mars 1940.

Dans la petite ville frontalière de Terijoki, conquise par l'Armée rouge au début du conflit,

qui va concerner l'isthme de Carélie mais aussi la Carélie centrale et, au nord, la région du port finlandais de Petsamo sur la mer de Barents, les Soviétiques avaient suscité, sous la présidence d'un vétéran du mouvement communiste finlandais, Otto Kuusinen, la création le 1<sup>er</sup> décembre 1939 d'un «Gouvernement de la République démocratique finlandaise», dotée d'une «armée populaire» de communistes caréliens et finlandais, et censée préfigurer une Finlande alliée de l'URSS<sup>7</sup>.

Début 1940, après que les Soviétiques ont franchi la ligne finlandaise de défense fortifiée «Mannerheim» dans l'isthme de Carélie, et s'approchent de Viipuri, deuxième ville du pays, les dirigeants finlandais doivent se résoudre à négocier : le Traité de Moscou, signé le 12 mars, est sévère pour la Finlande, qui perd tout l'isthme de Carélie avec la ville de Viipuri (qui devient Vyborg) et doit accepter de louer la base de Hanko à l'URSS, qui va y positionner 35 000 hommes. La Paix signée entre les deux pays va durer... 15 mois.

## «GUERRE DE CONTINUATION»

La guerre entre la Finlande et l'URSS, et la perte de territoires, conséquence du Traité de Moscou, vont accentuer le glissement à droite de la vie politique finlandaise.

En octobre 1940, le président du

Conseil Ryti – qui sera élu en décembre chef de l'Etat – crée le *Nouseva Suomi* («Finlande montante»), mouvement visant l'unité nationale et qui recevra l'appui du général Wallenius et de l'IKL fascisante, intégrée en janvier 1941 au gouvernement.

L'évolution de la situation stratégique à l'Ouest de l'Europe, avec l'occupation par le Reich nazi en avril 1940 du Danemark et de la Norvège, deux pays nordiques proches de la Finlande, et en mai-juin suivant de la France, va inciter les dirigeants finlandais à rechercher l'appui de l'Allemagne, démarche un temps contrecarrée par le Pacte germano-soviétique de 1939.

Car, à partir de la fin de l'été 1940, victorieux à l'Ouest, Hitler commence à préparer l'attaque de l'URSS. C'est dans ce contexte qu'est signé le 22 septembre un accord germano-finlandais prévoyant le transit de troupes allemandes vers la Finlande, à qui le Reich livre en contrepartie de l'armement.

La coopération entre les deux pays va s'accroître.

Dès février 1941, camouflés – pour ne pas provoquer de tension avec les Soviétiques – en «travailleurs pour l'industrie allemande» sur la base d'un contrat de deux ans, un premier millier de Finlandais – dont 125 officiers – sont recrutés pour la *Waffen-SS*, qui a ouvert à Helsinki un «Comité des volontaires SS», avec à sa tête les responsables de la police politique et du service de renseignements de l'armée finlandaise. Les SS finlandais<sup>8</sup> ne rejoindront l'Allemagne pour entraînement qu'après le début de l'attaque nazie contre l'URSS («Opération Barbarossa») le 22 juin 1941.

Début juin 1941 les troupes allemandes «en transit» en Finlande atteignent 100 000 hommes... Et les pressions du Reich sur le gouvernement finlandais pour qu'il se joigne à l'attaque projetée contre l'URSS sont relayées par l'IKL, des chefs militaires, des hommes politiques conservateurs, la Société académique carélienne irrédentiste.

Après des affrontements le 23 août autour de la base soviétique d'Hanko et des bombardements soviétiques, la Finlande va déclarer la guerre à l'URSS le 24 août 1941. Pour justifier leur entrée dans le conflit aux côtés de l'Allemagne les dirigeants finlandais vont avancer les notions de «guerre réservée» et de «Guerre de continuation», reprise de la «Guerre d'hi-

ver» avec pour objectif spécifique de récupérer les territoires cédés à l'URSS.

Tandis que dans le nord finlandais, deux divisions allemandes venues de Norvège passent à l'offensive en direction du port soviétique de Mourmansk, l'armée finlandaise concentre ses efforts au sud, en Carélie, récupérant avant la fin 1941 les territoires perdus en mars 1940 et, poursuivant son avancée en Carélie orientale jusqu'aux rives des lacs Ladoga et Onega, va ainsi participer de fait au blocus de Leningrad. Dans l'isthme de Carélie, son offensive sera stoppée le 8 décembre sur l'ancienne frontière soviétique, fortifiée ; et ce jusqu'à la fin du siège de Leningrad.

Après Stalingrad, les dirigeants finlandais convaincus que l'Allemagne ne peut plus gagner la Guerre, vont nouer des contacts secrets avec les Alliés – américains mais aussi soviétiques – sans qu'ils débouchent sur une sortie finlandaise du conflit.

C'est l'offensive de l'Armée rouge, commencée le 9 juin 1944 et qui enfonce le front finlandais le 19 juin, qui en initiera le processus. Le 1<sup>er</sup> août, le Président de la République Ryti démissionna et fut remplacé par le maréchal Mannerheim, un nouveau gouvernement étant formé et une délégation envoyée à Moscou ; l'armée finlandaise cessera le combat le 4 septembre 1944.

Les conditions de paix soviétiques, acceptées le 19 septembre par les Finlandais, vont être le retour à la frontière de mars 1940 dans l'isthme de Carélie, la cession à l'URSS du port de Petsamo au nord, la cession à bail pour 50 ans de la presque île de Hanko, que remplacera celle de Porkkala, la légalisation du Parti communiste, l'interdiction des ligues fascistes, le paiement de 300 millions de dollars d'indemnités de guerre...

## LA GUERRE DE LAPONIE

Pour autant, la Guerre n'est pas finie en Finlande, elle va opposer au nord du pays, en Laponie, l'armée finlandaise à ses anciens alliés de la Wehrmacht qui, à partir de 1943, se sont concentrés au nord, dans la région des mines de nickel de Petsamo.

Les affrontements feront un millier de morts parmi les Finlandais et 1 200 parmi les Allemands, qui quitteront définitivement la Finlande le 25 avril 1945.

Après la Guerre, 1 381 Finlandais furent poursuivis pour leur rôle répressif dans les camps de prisonniers soviétiques, où 18 318 des 64 188 internés moururent. L'ancien Président Risto Ryti, convaincu – avec 7 autres anciens dirigeants – de responsabilité dans l'entrée en guerre de la Finlande aux côtés de l'Axe, sera condamné en 1946 à 10 ans de prison... et libéré 3 ans plus tard.



En rouge, les territoires cédés à l'URSS.

<sup>5</sup> Mise en scène reconnue par l'Union soviétique en 1986.

<sup>6</sup> La Finlande va recevoir l'appui diplomatique de la France et de la Grande-Bretagne, qui envisagent en février 1940 l'envoi, à travers la Norvège et la Suède – qui refuseront le passage – d'un corps expéditionnaire de 100 000 britanniques et 35 000 français. La France fournira à la Finlande 145 avions, 500 canons, 5 000 mitrailleuses et 400 000 fusils.

<sup>7</sup> La République démocratique finlandaise disparaîtra le 12 mars 1940 à la fin du conflit, son petit territoire étant – avec d'autres cédés par la Finlande – intégré à la République socialiste soviétique carélo-finnoise. Otto Kuusinen sera, à sa mort à Moscou en 1964, membre du Bureau Politique du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

<sup>8</sup> Les volontaires SS Finlandais – au total 4 000 de juin 1941 à juillet 1943 – seront, après leur formation en Finnisches Feiwillingen Bataillon Nordost, gardent ses officiers et sous-officiers finlandais, et intégration dans le régiment Nordland de la 5 SS *Wiking Division*, transférés début janvier 1942 sur le Front de la rivière Mious, dans le Donbass, au sud-est de l'Ukraine, face à la 31<sup>ème</sup> division soviétique de la Garde. En juin, les SS finlandais vont participer à l'offensive allemande vers le Caucase, que suivra son repli.

Après que plusieurs *Waffen-SS* finlandais ont invoqué la fin de leur contrat de deux ans, le bataillon sera retiré du front en mars 1943 et officiellement dissous le 11 juillet 1943, ses membres étant transférés à l'Armée finlandaise ; certains d'entre eux ayant cependant été auto-

risés à rester dans la SS au sein de la 11-SS *Pz Grenadier Division Nordland*.

Plusieurs à la fin de la guerre se réfugièrent en Suède, étape vers l'Amérique du Sud voire les États-Unis, tel le capitaine Lauri Törni, devenu en 1945 *Hauptsturmführer* SS, engagé en 1954 dans l'armée américaine et qui trouvera la mort en 1965 dans les forces spéciales U.S. au Vietnam (il est inhumé au cimetière national américain d'Arlington).

Début janvier 2018, le gouvernement finlandais, suite à un témoignage mettant en cause au moins 6 SS finnois dans des meurtres de Juifs en Ukraine, a décidé de financer une enquête indépendante pouvant conduire en cas de confirmation à des « procédures adéquates ».



Drapeau des anciens du 15-1 en tête... Monique Georges, fille de Fabien. Louis Segrestan et Jean-Louis Cortot déposent la gerbe de l'ANACR. Le colonel Fabien.

## HOMMAGE AU COLONEL FABIEN

Il y a 73 ans, sur le Front d'Alsace, à Habsheim le 27 décembre 1944, Pierre Georges, le colonel Fabien, commandant de 15-1, le 151<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie formé notamment à partir des FFI de la Région parisienne, était tué à son PC par l'explosion d'une mine allemande, ainsi que plusieurs membres de son état-major : le lieutenant-colonel Dax (Marcel Pimpaud), ancien des Brigades internationales, dirigeant clandestin de la jeunesse communiste, emprisonné sous l'Occupation et libéré par l'insurrection de Paris, les capitaines Katz et Lebon (ancien combattant de 1914-18), et Gilberte Lavaire (Nicole), secrétaire d'état-major, agent de liaison de Fabien depuis 1943 ; arrêtée en juin 1944 par la Milice, torturée, elle avait réussi à s'évader pour reprendre sa place dans la Résistance.

Pierre Georges a, en décembre 1944, près de 26 ans, il est né en janvier 1919 à Paris, et est fils d'un ouvrier boulanger communiste, qui sera le 11 août 1942 fusillé comme otage au Mont-Valérien. Jeune ouvrier, adhèrent aux Jeunesses communistes (JC), Pierre Georges rejoignit les Brigades nationales pour combattre le fascisme en Espagne ; il y sera gravement blessé.

Revenu en France, membre du comité central des JC, il sera arrêté en décembre 1939. Réussissant à s'évader en juin 1940, il va devenir un des principaux responsables clandestins des groupes de combat des JC et du PC clandestins : en

abattant le 21 août 1941 au métro Barbès un officier allemand, il donna le signal du déclenchement de la lutte armée.

Devenu chef FTP en Franche-Comté, grièvement blessé à la tête en octobre 1942, de retour à Paris, il y sera arrêté le mois suivant. Condamné à mort, il s'évada en 1943 du Fort de Romainville et reprit le combat dans les Vosges, en Haute-Saône, avant de revenir en Région parisienne, où il prit part à la Libération de Paris.

Depuis 1945, l'Amicale des anciens FTP-FFI, puis à partir de 1954 l'ANACR, qui lui succéda en s'élargissant, ont, chaque 27 décembre, avec les anciens du 15-1, rendu hommage à Fabien et à ses Compagnons de lutte tombés à Habsheim.

Ainsi, ce 27 décembre 2017, accompagnés de représentants de l'ARAC, de l'ACER, de la FNDIRP, des Anciens du 15-1, avec Claude Hesse, une délégation de l'ANACR de la Région parisienne, conduite par Jacques Varin, secrétaire général, Christiane Tardif, Trésorière adjointe, Jean-Louis Cortot et Louis Segrestan, membres du Conseil National, s'est rendue sur la sépulture au Père-Lachaise de Fabien et de ses compagnons. Après une évocation de la vie et du combat de Fabien, des gerbes furent déposées.

Puis tous se rendirent sur la sépulture proche de Pierre Villon, vice-président du CNR et ancien président de l'ANACR.

Jacques Varin, Christiane Tardif et Jean-Louis Cortot allèrent ensuite se recueillir sur celle de Louis Cortot.

## TIRAGE DES BONS DE SOUTIEN 2017

Tous les talons des bons souscrits parvenus et réglés au siège de l'ANACR le 15 mars 2018 ont fait l'objet d'un tirage au sort pour désigner les bénéficiaires des cadeaux offerts aux souscripteurs

Les possesseurs des bons **22116** et **33459** recevront au choix un poste de télévision couleur, un ordinateur, un téléphone portable ou une mini-chaîne d'une valeur maximale de 900€ .

Tous les souscripteurs des bons portant les numéros suivants, recevront à l'adresse qu'ils auront indiquée, un cadeau utile et agréable qui leur sera expédié, franco de port, dans les mois suivant la réception par nos services du bon correspondant.

Association Nationale des Anciens Combattants et Amis(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.)

**BON de SOUTIEN - 2017**

Conservez ce bon. Il peut vous faire attribuer un des nombreux cadeaux dont la répartition aura lieu par tirage au sort. La liste en sera publiée dans le numéro du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 du « Journal de la Résistance - France d'Abord »

01546	09860	17531	23274	32661
02352	10154	17895	23416	<b>33459</b>
03048	11285	18276	26048	34202
03693	11940	18589	26677	34276
03901	12425	19169	26705	34424
04669	12648	19489	27470	34696
05894	12937	19616	28468	35184
06072	13696	19955	29304	35591
06702	13787	21623	29900	35743
07506	14548	<b>22116</b>	30700	36007
09178	15188	22754	32093	36033
09827	16209	23128	32531	37428

## IL Y A 74 ANS, LES HEROS DE L'AFFICHE ROUGE...



Le dimanche 25 février dernier, une centaine de personnes se sont retrouvées au Cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine pour rendre, comme chaque année depuis la Libération, un émouvant hommage aux combattants étrangers et français du Groupe FTP-M.O.I. MANOUCHIAN-BOCZOV, fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien et inhumés à Ivry, dont le martyre a été rendu célèbre par l'Affiche rouge ainsi que par le célèbre poème d'Aragon.

La cérémonie, organisée par l'ANACR avec l'aide de la mairie d'Ivry, était placée sous la présidence d'honneur de Mme Geneviève DARRIEUSSEC, Secrétaire d'Etat auprès de Mme Florence PARLY, ministre de la Défense, et la présidence de Pierre MARTIN, Président de l'ANACR qui, souffrant, était représenté par Mme Anne-Marie MONTAUDON, vice-présidente nationale.

On remarquait la présence de Mme Bozena WOJCIECHOWSKI, maire-adjointe d'Ivry représentant M. le maire Philippe BOUYSSON, de M. Olivier BEAUBILLARD, Maire-adjoint, de M. Arsène TCHAKARIAN, dernier survivant du groupe Manouchian-Boczov, de M. le colonel Pantelis PETRAKAKIS, attaché de Défense représentant M. l'Ambassadeur de Grèce, de M. le Colonel Constantin PARASCHIVU, attaché de Défense, représentant M. l'Ambassadeur de Roumanie, de M. Robert CREANGE, Vice-Président de l'Union Française des Associations de Combattants, l'UFAC, représentant le Président GOJJAT, de M. Pascal CHARPENTIER DE LA ROCHEMACE, Directeur du Service départemental du Val-de-Marne de l'ONAC, de M. Georges DUFAU-EPSTEIN, Président de l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française, de M. Patrick STAAT, secrétaire général de l'Association Républicaine des Anciens Combattants.

La Direction nationale de l'ANACR était représentée par Anne-Marie MONTAUDON, vice-Présidente, Jacques VARIN, Secrétaire général, Jean-Claude HERBILLON et Christiane TARDIF, membres du Bureau National, celle du Comité de Paris de l'ANACR par Jean-Louis CORTOT, secrétaire général et membre du Conseil national, Louis SEGRESTAN, membre du Conseil National.

Ouvrant la cérémonie, Anne-Marie MONTAUDON rappela qu'elle prit naissance dès février 1945, «L'ANACR, qui a rassemblé depuis sa création des Résistants de toutes origines, de tous mouvements, de tous courants de pensée et formes de lutte de la Résistance, se devait de faire en sorte que ne soit pas oublié le sacrifice de ceux qui, depuis 74 ans, sont devenus sur le sol de France le symbole du combat fraternel et solidaire mené par les peuples contre le fascisme.

«Un combat fraternel et solidaire dont l'écho prend tout son sens en ces temps où le peuple français, notre pays, d'autres peuples, d'autres pays, connaissent à nouveau les crimes de masse commis au nom d'idéologies totalitaires, barbares.

«20 de ces 23 Résistants regroupés il y a 74 ans par les nazis dans un soi-disant procès, qui reste l'un des plus iniques et cyniques que l'on ait connus, rassemblés par eux devant les fusils du peloton d'exécution et le couperet du bourreau, étaient des étrangers, de six nationalités différentes, immigrés dans notre pays...»

Elle fut suivie de l'Appel des «Morts pour la France», lu par Jacques VARIN et Jean-Louis CORTOT.

Après la sonnerie «Aux morts» et la minute de silence, des gerbes furent déposées au pied de la stèle de Missak Manouchian par Mme Bozena WOJCIECHOWSKI, maire-adjointe d'Ivry, par la FNDIRP, l'UCFAF, le Comité national du PCF, les sections d'Ivry du PCF et du Mouvement Jeunes Communistes, par l'ANACRAF, le C.C.A.F., l'ARAC, la FNDIRP, le MAFR, l'Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien, l'UJRE, l'Association des Familles de fusillés et massacrés de la Résistance française, et, pour l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR), par Anne-Marie MONTAUDON et Jean-Claude HERBILLON.

Jacques VARIN, après avoir évoqué les relations anciennes entre la France et la Grèce, depuis l'Antiquité jusqu'à la Révolution française et l'Empire, rappela l'appui politique et militaire apporté au 19<sup>e</sup> siècle par la France à la cause de l'Indépendance grecque, l'arrivée de commerçants et artisans grecs en Provence mais aussi dans d'autres régions, la venue de 15 000 ouvriers grecs durant la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale, leur implantation en France, leur participation au mouvement ouvrier, l'engagement de plusieurs centaines d'entre eux dans l'Armée française pour faire face à l'invasion de la France par la Wehrmacht en mai 1940.

Il s'attacha plus particulièrement à retracer la participation de Grecs aux Forces Françaises Libres et, en France occupée à la lutte de Résistance. Ainsi naquit la section grecque du Front National, des Grecs participèrent à la lutte armée contre l'Occupant nazi, plusieurs faisant le sacrifice de leur vie. Et il évoqua trois femmes grecques de France martyres de la Résistance, Elena Vagliano, fusillée à Nice le 15 août 1944, Simone Calo-Séailles, et Polymnie Camara, mortes en déportation.

Jean-Claude HERBILLON rappela qu'«être fidèles au souvenir des 24 (...), c'est rendre hommage à leur combat, mais c'est aussi et surtout le poursuivre aujourd'hui et demain contre les résurgences du fascisme (...), c'est... dénoncer l'apparition impudente à travers le monde et plus particulièrement en Europe d'héritiers des régimes fascistes vaincus en 1945 (...). Dans notre pays aussi, l'on assiste à une inquiétante montée électorale de l'extrême-droite (...)

«C'est aussi être vigilants contre tous les discours cherchant – à la faveur de ces dramatiques événements [de janvier et décembre 2015 dans notre pays] – à faire des immigrés les boucs-émissaires responsables de tous les maux de notre société, à les assimiler au terrorisme. Ce qui fait le lit de la xénophobie et du racisme.

«C'est pourquoi le travail de maintien et de transmission de la mémoire, pour rappeler ce qu'est le fascisme et ce que furent ses crimes, travail de maintien et de transmission de la mémoire auquel participe notre cérémonie annuelle d'hommage aux martyrs du Groupe Manouchian-Boczov, qui associe Français et immigrés, est non seulement un devoir mais une nécessité.»

Furent interprétés «l'Affiche rouge», le «Chant des Partisans» et la «Marseillaise».

**Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-**

**rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.**

## Joseph VITTAZ, Anne-Marie MINGAT (Isère)

Né à dans le Bugey à Saint-Benoît (Ain) le 29 mars 1923 et décédé le 11 décembre dernier, Joseph Vittaz (dit «Jo») s'établira par la suite avec sa famille au Bouchage (Isère). Pendant l'Occupation, il sera incorporé en mars 1943 au groupement 4 des Chantiers de jeunesse à Cormatin (Saône-et-Loire). Suite à une permission de 10 jours début août 1943, Jo ne réintègrera pas le camp pour échapper au STO, allant se cacher jusqu'au début mai 1944 dans sa famille, à Parves, dans le Bugey. De retour au Bouchage, il entrera en contact avec le groupe de Résistance qui formera le Maquis d'Ambléon, qu'il incorporera le 12 juin 1944, au 1<sup>er</sup> groupe de la 4<sup>e</sup> section dite la «Volante» commandée par Marcel Couthon. Avec ce maquis, il participera notamment aux combats du Bois de Leysins (commune de Chimilin) le 27 juillet 1944, de Montalieu-Vercieu le 1<sup>er</sup> août (4 Résistants et 2 civils tués), du Lombard (commune de l'Isle d'Abeau), le 22 août, contre une colonne ennemie et un train blindé (trois Résistants et 1 civil tué), à la libération de Jallieu et Bourgoin le 23 août (4 morts chez les Résistants). Le 28 août 1944 face aux blindés ennemis, Jo sera gravement blessé à Saint-Bonnet-de-Mure, mais sauvé par deux camarades, Sereno Cussigh (alias Pierre) et Paul Thuderoz (alias Bill). Il recevra les premiers soins à Saint-Pierre-de-Chandieu, puis sera opéré à l'hôpital de Bourgoin et dirigé ensuite sur l'hôpital de Morestel, appelé pour la circonstance «hôpital FFI» par le Dr Lazarovici. Jo s'était investi dans la transmission de la mémoire, dispensant de 1974 à 2012 de nombreux témoignages auprès des élèves des écoles primaires, collèges et lycées du Nord-Isère. En accord avec M. Henri Guillout, maire d'Ambléon, il entreprit la rénovation du bas-relief du Mémorial d'Ambléon en prenant contact avec un sculpteur local, M. De Lorenzi, et en assurant entièrement le financement des travaux. Membre du Comité départemental de l'ANACR pendant de longues années. Président d'honneur du comité ANACR de Morestel et Nord-Isère, il était titulaire de la Légion d'Honneur, de la Médaille militaire, de la Croix de guerre 39-45 avec étoile de bronze, des Croix du Combattant et du CVR, de l'Insigne des réfractaires.

Née le 6 avril 1918 à Domène (Isère) et décédée en décembre 2017 à l'âge de 98 ans, Anne-Marie Lerme (dite «Mimi») était la fille de Germain Lerme, fondateur, et de Marthe Lerme, brodeuse. Après une formation de sténodactylographe, elle exercera ce métier à «La Dépêche Dauphinoise» entre 1932 et 1933. Avant de devenir secrétaire de mairie de 1933 à 1944 de la commune de Domène, où elle habitera avec son mari et sa mère, Marthe Lerme. Tout au long de son service à la mairie de Domène, Anne-Marie Mingat, entrée en Résistance, fournira des faux papiers (cartes d'identité, extraits d'acte de naissance, cartes d'alimentation, etc.) aux Résistants, aux Juifs persécutés, aux jeunes fuyant le STO. Elle aura aussi un rôle d'agent de liaison avec le maquis du Grésivaudan. Elle apportera une aide importante à de nombreuses familles juives réfugiées ; notamment celles en provenance de Paris après la rafle du Vél d'Hiv en juillet 1942. Ainsi, fin 1942, elle fit la connaissance de Zizla Przedborski, originaire de Pologne et résidant en France depuis 1933. L'invasion nazie de la France en deux temps, en zone nord en mai-juin 1940 puis en zone sud en novembre 1942, avait contraint Zizla Przedborski et sa famille à chercher un refuge

face aux persécutions nazies relayées par l'administration pétainiste. C'est ainsi qu'arrivant à Domène, elle demandera à la Secrétaire de mairie de cacher sa fille Félícia, âgée de 12 ans ; ce qu'Anne-Marie acceptera, l'hébergeant chez elle avec l'aide de sa mère Marthe pendant plus d'un an jusqu'à la fin de l'Occupation, lui procurant des faux papiers au nom de Jeanne Chevalier et la présentant comme un membre de sa famille. Anne-Marie Mingat aidera aussi les parents de la petite Félícia à trouver avec l'aide de Résistants locaux un refuge sûr. Honorée par la Légion d'honneur, Anne-Marie Mingat - de même que sa mère Marthe Lerme - reçut le 18 avril 1982, le titre de «Juste parmi les Nations», ainsi que la médaille d'Or de la ville de Grenoble.

## Jean-Marie RICHE, Roger DEVAUX (Aisne)

Disparu le 18 mars à l'âge de 97 ans, Jean-Marie Riche était entré en Résistance dès l'automne 1940, participant à des groupes de jeunes (JOC, JEC, JAC) réunis par le chanoine Raviart, curé de Sainte-Eugénie, quartier de la Gare à Soissons. Au retour de l'exode, il se fait embaucher comme interprète entre la SNCF et la Reichsbahn ; il a alors 19 ans. Contacté par le réseau «Manipule», il y est agent P1 de 1942 à janvier 1943, puis il devient agent P 2 du réseau «Roy-Mission Lenoir» du 1-1-43 au 30-9-44, (régulièrement il prend le train en gare, descend à Villers-Cotterêts, où il retrouve son radio pour transmettre à Londres toutes les informations recueillies sur les mouvements de trains allemands), détaché auprès de la 724th ROB (US Army) en mars 1945, homologué sous-lieutenant, puis nommé lieutenant et enfin capitaine de réserve. Journaliste spécialisé dans les transports (batterie, chemins de fer, aéronautique), il fonda la revue «Air et cosmos» toujours publiée. Coprésident départemental de l'ANACR de l'Aisne, il était chevalier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite, Médaille de la Résistance, Officier de l'Ordre de l'Empire britannique (pour faits de Résistance).

Dernier membre encore vivant du groupe «Libé-Nord» de l'arrondissement de Soissons, que dirigea à partir de 1942 Raymonde Fiolet («Robert»), dernier Résistant du maquis de Missy-au-Bois, dernier Résistant de la Libération de Soissons, dernier Résistant du Bois de Châssis à Ressons-le-Long, Roger Devaux, Président d'honneur de l'ANACR de l'Aisne, nous a quittés à l'âge de 93 ans. Engagé volontaire pour la durée de la Guerre à la Libération, il est incorporé au 67<sup>e</sup> bat. d'infanterie en formation à la caserne Gouraud de Soissons. Il partira rejoindre dans les Ardennes le Régiment de Paris que commande le colonel Fabien, avant de partir sur le Front de la Poche de Saint-Nazaire. Rendu à la vie civile, reprenant son travail à l'usine, il adhéra à l'ARAC et à l'Amicale des Anciens FTPF, qui sera en 1952 à l'origine de la formation de l'ANACR, laquelle, en s'ouvrant sans distinction d'opinions politiques démocratiques, philosophiques ou religieuses aux Résistants de tous mouvements, organisations et formes de lutte, prit à son congrès de Limoges en 1954 les contours pluralistes qui sont toujours les siens aujourd'hui. Il sera dans l'Aisne l'un des créateurs de la section ARAC du Soissonnais et du Comité départemental de l'ANACR.

## Jean DUBY, Bella MALAMOU (Haute-Savoie)

Fils de paysans républicains, entré à l'École

normale d'instituteurs à la veille de la Seconde Guerre mondiale, Jean Duby, disparu le 3 octobre dernier à 93 ans, va être confronté à la fermeture des Ecoles normales par le décret pétainiste du 15 août 1941 et devra rejoindre le Lycée Berthollet d'Annecy d'où, ayant refusé de chanter le «Maréchal nous voilà» lors du lever des couleurs, il sera exclu avec d'autres camarades qui, comme lui, prendront contact avec la Résistance. Ils seront convoqués aux Chantiers de Jeunes à l'été 1943. A l'automne Jean Duby, qui se trouve à la ferme Guichard, près d'Artemare dans l'Ain, reçoit une convocation pour se rendre à la Poudrière de Saint-Médard-en-Jalles près de Bordeaux, qui travaille alors pour les Allemands. Refusant de s'y rendre, il choisit le passage à la clandestinité, se réfugiant à Cusy (Haute-Savoie) où vivent ses grands-parents, qui le cachent. Au printemps 1944, une possibilité de régularisation étant ouverte, il retrouve à l'Institut Pédagogique de Grenoble plusieurs de ses camarades y préparant aussi le métier d'instituteur tels Georges Duffaut, de Viuz-la-Chiesaz, Hubert Ruggieri, Charly Vallin et Max Robert, venant de l'Ain ; ils intégreront un réseau de Résistance. Le lendemain du Débarquement de Normandie, après avoir obtenu du Directeur de l'Institut pédagogique la validation de leur CAP d'enseignant, ils rejoignent le maquis de l'Oisans et intègrent le «groupe des Normaliens» d'Aymé Bertholet dit «Bison». Le 13 août 1944, 600 Allemands attaquent les jeunes maquisards, Charly Vallin est tué, Georges Duffaut et Max André sont capturés, torturés et fusillés. Jean, après trois jours de marche en montagne, parviendra à s'échapper. Après-Guerre, marié à une institutrice, Jean Duby, sera enseignant, prenant sa retraite en 1982, après avoir été le premier principal du collège Paul-Langevin de Ville-la-Granddond, et s'être investi dans le mouvement mutualiste (MAIIF). Il était Officier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de Guerre et d'autres décorations.

Bella Malamoud, décédée le 18 décembre dernier, était née à Varsovie le 11 août 1926. Avec sa famille fuyant l'antisémitisme, ses parents, David Wolfkiman et Pessa Fajerstain, et ses deux sœurs Anja et Léa, elle arrive en France en 1937, à Saint-Ouen, en banlieue parisienne. En septembre 1939, son père s'engagea pour la durée de la Guerre. Radié des cadres de l'Armée, il sera interné dans un camp de travail pour étrangers où il décédera. Le 15 juillet 1942, elle est informée de l'imminence d'une rafle contre les Juifs, sa mère et sa sœur Léa sont arrêtées et déportées en août par deux convois distincts à Auschwitz, où elles périront. Bella et sa sœur Anja, ayant échappé à la rafle, cesseront de porter l'étoile jaune. Entrée dans la Résistance FTP-M.O.I., Bella sera arrêtée et internée à Drancy. Déportée à Auschwitz le 23 juin 1944, elle échappera, en se cachant jusqu'à l'arrivée des Soviétiques à l'exécution lors de l'évacuation du camp le 18 janvier 1945. Via Katowice et Odessa, elle est de retour en France à Marseille le 8 mai, et retrouvera sa sœur Anja à Paris à l'Hôtel Lutetia. Militante de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France (UJRF), mariée en 1949, elle travaillera comme modéliste dans la couture. La famille - elle aura 3 enfants - s'installera en 1959 en Haute-Savoie. Membre de l'Union des Femmes Françaises (UFF), de la FNDIRP dont elle sera secrétaire départementale, elle s'investira dans la transmission de la mémoire, aux jeunes, aux scolaires.

Je suis à la recherche d'informations sur le massacre de Tourliac le 14 juillet 1944. J'écris un roman inspiré par cette ville et son travail de résistance. Je crois comprendre que la ferme doit devenir un musée. Je serais intéressé par des contacts ou des interviews écrites ou filmées sur cette tragédie.

Contacteur Lori Sandstedt-Groninger  
Email : [lgroninger@icloud.com](mailto:lgroninger@icloud.com)

\*\*\*

Journaliste pour *The Connexion*, journal pour les anglophones en France, je cherche un ancien résistant / une ancienne résistante se rappelant avoir écouté Radio-Londres pendant la guerre, pour un article en lien avec la disparition de Frank Bauer, qui était le dernier animateur de Radio-Londres encore en vie, qui prononça plusieurs centaines de fois la phrase célèbre «Les Français parlent aux Français» et qui est décédé le 6 avril dernier. Qui pourrait m'aider ?

Contacteur Oliver ROWLAND  
Tél : 06 87 26 24 74  
Email : [o.rowland@connexionfrance.com](mailto:o.rowland@connexionfrance.com)

\*\*\*

Qui aurait des informations sur François ou Francis SEMET qui était résistant et adhérent à l'ANACR ? Il est décédé en 2005 à Roanne. Je sais qu'il a dû être très actif sur le maquis de Cluny, mais nous n'arrivons pas à trouver des informations sur lui...

Contacteur Elodie PERRIER  
E-mail : [xelodie42@gmail.com](mailto:xelodie42@gmail.com)

\*\*\*

J'ai entrepris de retracer les activités de mon père à Roanne pendant la période décembre 1943-juillet 1944. Il était attaché au service de renseignements parachutistes britannique dont la mission était de localiser des terrains d'atterrissage pour des opérations aériennes, et je crois savoir qu'il appartenait au groupe du capitaine Aucoy (Pierre Berheim). Son vrai nom était Robert André JONES et j'essaie de trouver quel était son pseudonyme en ce temps-là.

Il habitait chez M. Gustave Place, 2 Route de Commelle, Le Coteau (Loire) et aussi avec M. Maurice Forge, cottage Trianon, allée de la Libération, à Riorges.

Je serais très reconnaissante pour tout renseignement complémentaire sur les activités de ce groupe. D'avance merci.

Contacteur Linda JONES  
E-mail : [linda@activeservice.co.uk](mailto:linda@activeservice.co.uk)

\*\*\*

Je suis petit-fils de Résistant. J'ai vu sur TVPI un reportage vous concernant. J'ai été ému et concerné par votre association. J'ai un peu de documentation (photos, médailles, souvenirs, etc...) appartenant à mon Grand-Père. Je ne sais pas trop ce que je peux faire à mon niveau pour votre association, mais si je peux, je serais intéressé.

Contacteur Marc VUILLEMIN  
5 square d'Ixelles. 64200-BIARRITZ  
E-mail : [marco7797@gmail.com](mailto:marco7797@gmail.com)

\*\*\*

Un oncle de ma compagne voudrait retracer le parcours de Georges Bruneaux qui a été résistant et déporté, il n'a pas mal de renseignements sur lui mais voudrait en avoir de supplémentaires sur son arrestation qui a eu lieu le 22 octobre 1943 dans le secteur de Bernex, sur le jugement, etc. sur ce qui s'est passé (camp de Compiègne) avant sa déportation, puis Dachau et Buchenwald. Nous savons qu'il y a aux Archives départementales de la Haute-Savoie des informations mais, nous ne pouvons les avoir en ligne et l'on ne peut nous les faire parvenir ; or, comme nous habitons dans les Pyrénées-Atlantiques, pas la possibilité de nous y rendre. Quelqu'un pourrait-il nous aider ?

Contacteur Philippe CORNU  
E-mail : [vpcornu@hotmail.fr](mailto:vpcornu@hotmail.fr)

\*\*\*

Mon oncle, Bernard KOOLMAN, a été curé dans les Yvelines. Pendant la guerre il fut arrêté par la Gestapo et déporté à Natzweiler puis à Dachau, où il fut libéré par les Américains. Après la guerre, il avait un document officiel du gouvernement français, donc je suppose qu'il était ancien combattant, mais je n'en suis pas sûr.

J'essaie de reconstruire un peu sa vie. Qui pourrait m'aider dans mes efforts, me donner des renseignements ou me dire où en trouver ?

Contacteur Patrick WIERCK  
EINDHOVEN, PAYS-BAS  
E-mail : [p.wierckx@ed.nl](mailto:p.wierckx@ed.nl)

\*\*\*

Petit-neveu de Pierre BONNEFOND, je suis de Dordogne et je cherche des écrits relatant des faits qui se sont passés au lieudit les Rivières-basses sur la commune de Sainte-Marie-de-Chignac. Je n'en connais pas la date exacte mais pendant cet événement mon grand-oncle a trouvé la mort et mon grand-père paternel (Gilbert VIL-LATE) a été blessé. Je suis désireux de connaître leur histoire car c'est également la mienne.

Merci de me répondre car c'est très important pour moi.

Contacteur Fabrice VILLATE  
Lieudit La Petite Celerie  
24330-SAINTE-MARIE-DE-CHIGNAC  
Tél Port : 06 27 26 76 31,  
E-mail : [fabrice.villate@gmail.com](mailto:fabrice.villate@gmail.com)

\*\*\*

Je recherche des renseignements sur mon oncle, François DANJAU CAZAVAN, né le 22 novembre 1923 à Villegly (Aude), et qui a appartenu à la résistance. Je veux savoir comment chercher où il a été. Je sais qu'il a travaillé dans la zone de Marseille. Où trouver ces renseignements ? Y-a-t-il une liste de combattants ? Qui peut m'aider ?

Contacteur Garmendia CARMEN  
c/Prim, 51 - 3° Dcha.  
20006 SAN SEBASTIAN, Espagne  
Tél Port : 00 34 649 118 069  
E-mail : [cgaro31@hotmail.com](mailto:cgaro31@hotmail.com)

\*\*\*

Conseiller municipal de ma ville délégué entre autres des Anciens Combattants. Notre ville c'est vu remettre la Croix de guerre par le Général DE GAULLE ; Nous avons une section de la Résistance qui était dirigé par Alphonse FERCOT, appelé CAPITAINE FREDDY ; J'aimerais savoir s'il existe un site ou un endroit qui regrouperait les noms des Résistants par communes et Départements. Je souhaite faire ériger une stèle mais je ne voudrais pas oublier de noms. Qui pourrait m'aider ?

Contacteur Gérard MAZEAUD  
30 Rue du Général Patton  
77310 - SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY  
Tél : 01 60 65 76 37  
E-mail : [gerard.mazeaud@sfr.fr](mailto:gerard.mazeaud@sfr.fr)

\*\*\*

Recherche des renseignements sur des maquisards du Limousin, André VIALTE, Charles CHARREILLE et Raymond MARQUES, et le - ou les - maquis où ils étaient.

Contacteur Claire SCHERPENHUYSEN,  
4, Asterstraat, 1441-PURMEREND,  
PAYS-BAS. Tél. : 00 31 299 429 627  
E-mail : [c.scherpenhuysen@planet.nl](mailto:c.scherpenhuysen@planet.nl)

\*\*\*

Désirant connaître un fait historique lié à la Résistance française, je souhaiterais savoir la meilleure démarche de recherche.

Cela concerne Albert ROBERT né à Cartelègue

(33) en 1922 et mort pour la France à Nérac (accident) en tant que volontaire FFI.

Contacteur Jean-Bernard SANCHEZ  
E-mail : [gibefr@orange.fr](mailto:gibefr@orange.fr)

\*\*\*

Mon mari Marcel Jean Marie MIOT né le juillet 1921 Orléans (45) a été résistant à Cap-Breton (Route Soorts 40 maison Etcheblua. Son nom de code était "BISCUIT". J'ai une photo de lui avec le colonel Buckmaster. Il est décédé à 50 ans d'une tumeur au cerveau à Barbezieux (photographe.) Puis-je avoir des contacts. La mémoire est mauvaise.

Contacteur Berthe MIOT  
3342, route Palombes. 40400-CARCEN  
E-mail : [isa.miot@sfr.fr](mailto:isa.miot@sfr.fr)

\*\*\*

Je m'appelle Jérémie Boyd et suis un sergent de l'armée américaine. En recherchant l'histoire de ma famille, j'ai parcouru cette lettre de mon grand-oncle Major Collin Jérémie BOYD, qui a fini en possession de ma grand-tante Fern Davis, décédée, qui l'a transmise à mon père et à ma mère. (Il a signé la lettre "Jerry", son deuxième prénom, et qui est le mien en souvenir de lui).

Cette lettre retrace les aventures de mon grand-oncle en France dans la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, plus précisément son rôle à la tête des premiers Américains entrés dans Paris après la retraite nazie. Est incluse dans sa lettre une copie dactylographiée d'un article du journal «Défense de la France», qui le nomme «Le premier Américain».

Qui pourrait trouver cet article dans les archives et confirmer que l'histoire est vraie ? Son plus proche descendant vivant est son fils, également nommé Collin Boyd qui peut corroborer mes dires

Contacteur Jeremiah BOYD  
Tél : 73 46 93 65 33.  
E-mail : [jere\\_boyd@yahoo.com](mailto:jere_boyd@yahoo.com)

\*\*\*

Est-il possible d'avoir des informations sur le parcours de résistant de mon père Paul, Louis, Heinz LEITERER, né le 17 juin 1915, décédé en 1964 et dont je ne sais pas grand chose, j'avais 13 ans à l'époque. Je sais qu'il a été fait prisonnier et s'est évadé à 3 reprises avant de combattre dans la résistance.

Contacteur Patrick LEITERER  
Les Citronnelles ; 97222 - CASE PILOTE  
Tél Port : 06 96 70 80 82  
E-mail : [p.leiterer@yahoo.fr](mailto:p.leiterer@yahoo.fr)

\*\*\*

J'essaie de retracer le parcours d'un résistant belge, du jour de son arrestation par la Gestapo jusqu'à sa mort au camp de Dora.

Après avoir reçu une réponse de Dora et de Gross-Rozen, je sais maintenant qu'il venait de la prison de Strzelce Opolskie ou Gross Strehlitz, en même temps que des prisonniers du Nord-Pas de Calais (nuit et brouillard).

Existe-t-il un moyen de savoir quand il est arrivé dans cette prison ? Un service d'archives en Pologne ? Un recensement ? Une association ?

Contacteur Fabienne BONDUE  
Riche Rue, 7784-WARNETON Belgique  
Tél : 00 32 56 58 70 82  
E-mail : [fabondue@gmail.com](mailto:fabondue@gmail.com)

\*\*\*

Je recherche un contact avec ou sur René SIMON ou Simon RENE, qui prisonnier au Danemark s'échappa du Bateau de guerre «Nürnberg» en rade de Copenhague en mai 1945. Né le 27 février 1922 à Basse-Yutz, il habitait, en 1971, 60 rue de Metz à Woippy.

Contacteur Poul BECH  
toftgårdsvej 75  
7000 - FREDERICIA - DANMARK  
E-mail : [poul.bech@absolfang.dk](mailto:poul.bech@absolfang.dk)

## L'URSS CIBLEE...

L'actuelle revue trimestrielle «*Guerres mondiales et conflits contemporains*», publiée depuis janvier 1987 par l'«Institut d'Histoire des conflits contemporains», a pris la suite de la «*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*», qui parut de 1950 à 1981 et à laquelle succéda, de janvier 1982 à octobre 1986, la «*Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*».

La *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale* avait été créée par l'historien Henri Michel, ancien membre du Comité départemental de Libération du Var, qui devint en janvier 1948 directeur de recherches au CNRS et secrétaire général de la «Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération de la France» (CHOLF), puis en décembre 1951 du «Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale», organisme rattaché à la présidence du Conseil.

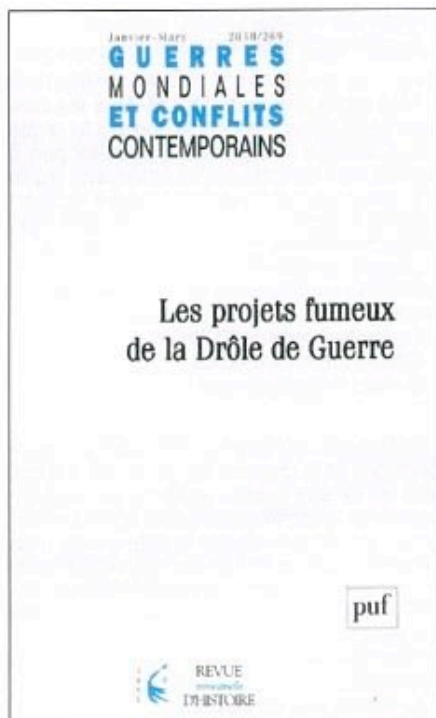
Sous la direction jusqu'en 1983 d'Henri Michel (décédé en 1986), la *Revue* – qui élargira ses sujets à tous les conflits contemporains, publia de nombreuses études sur l'Occupation de la France, Vichy et la Jeunesse, le Languedoc pendant la Guerre, la Bourgogne, la Provence, la Bretagne, etc., la Suède, la Roumanie, l'Italie, la Pologne, le Canada, l'URSS pendant la Guerre, etc.

Au sommaire de sa dernière parution, du 1<sup>er</sup> trimestre 2018, un dossier sur la «Drôle de Guerre», qui apporte un éclairage intéressant sur la politique de la France – et de la Grande-Bretagne pendant cette période, lors de laquelle les deux pays sont officiellement en Guerre avec l'Allemagne nazie depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1939, suite à son agression contre la Pologne.

Alors que l'invasion et l'écrasement de la Pologne se déroulèrent entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 6 octobre sans que cela entraîne – en dehors d'une offensive en Sarre limitée dans le temps (5 au 21 septembre) et l'espace (avancée temporaire de 8 km) – de réaction majeure anglo-française sur le «Front Ouest», l'état-major français va plancher sur la mise au point d'interventions contre...l'URSS.

Ainsi Louis Clerc, dans son étude «*De Petsamo à Narvik : opérations périphériques dans le nord de l'Europe...*», décrit les préparatifs de celle envisagée, avec l'aval du président du Conseil français Edouard Daladier, à Petsamo, port du nord de la Finlande frontalier de l'Union Soviétique, avec laquelle le pays est en guerre à partir du 30 novembre 1939. La presse française, du quotidien socialiste *Le Populaire* à l'*Action française* royaliste, mène campagne en ce sens.

Sylvain Champenois évoque «*Les Projets franco-britanniques de bombardements aérien de l'industrie pétrolière soviétique du Caucase (1939-1940)*», à savoir, élaboré entre janvier et mai 1940, le plan français d'opérations intitulé



### Les projets fumeux de la Drôle de Guerre

«Russie Industrie Pétrolière» (RIP) et son homologue britannique WA6, datant de juillet 1939, c'est-à-dire... d'avant la signature du Pacte germano-soviétique le 23 août.

Les installations d'extraction de Bakou et Grozny, les raffineries et ports pétroliers de Batoumi et Poti devaient – officiellement pour empêcher la livraison de pétrole soviétique à l'Allemagne – être les cibles de groupes de bombardiers français et anglais décollant d'aérodromes situés en Syrie, sous mandat français, et en Irak, sous contrôle britannique. Des plans qui impliquent le dépassement de la neutralité turque, dont l'espace aérien s'intercale... Arrivé au pouvoir le 12 mars 1940, Paul Reynaud, à la suite de son prédécesseur Daladier, donnera son aval...

L'offensive allemande du 10 mai 1940 aux Pays-Bas, en Belgique et en France, qui va nécessiter l'emploi du maximum de moyens aériens français et britanniques pour tenter d'y faire face, va mettre un terme à ces plans d'intervention au Caucase.

Mentionnons aussi un projet de débarquement d'un corps expéditionnaire français à Salonique, qu'aborde l'article de Yannis Mourélos.

LES PROJETS FUMEUX DE LA DROLE DE GUERRE : revue «Guerre mondiale et conflits contemporains» n°269, janvier-mars 2018. P.U.F., 22 € TTC.

## 75<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU CNR



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

### repères pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€  
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire  
Par 100 : 2€ l'exemplaire  
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

## LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration  
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

### ABONNEMENTS

France ..... 15 €  
Etranger ..... 17 €  
Abonnement de soutien ..... 30 €  
Le numéro ..... 4 €

### CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Charles SANCET

Commission paritaire des Publications

et Agences de Presse - N° 0519A06405

Imprimerie Multi Incorpo Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n<sup>os</sup> par an, 15 €)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €  
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS